

LIVRE LIBRE DE L'ATELIER GLOCAL

PEDRO NARANJO SANDOVAL

MANUEL CABIESES DONOSO

SOUS-COMMANDANT INSURGÉ MARCOS



Vie et mort de Miguel Enríquez, révolutionnaire chilien



Miguel Enríquez aurait eu 80 ans le 27 mars 2024. Mais il est mort, âgé d'à peine 30 ans, le 5 octobre 1974, à Santiago du Chili, assassiné par les sbires de la dictature militaire qui s'était abattue sur le Chili le 11 septembre 1973. Miguel Enríquez était l'un des fondateurs et le dirigeant du MIR, le Mouvement de la gauche révolutionnaire. Il avait consacré les dix dernières années de sa courte vie à la lutte révolutionnaire. Pedro Naranjo Sandoval, qui fut un militant du MIR, dont il s'est fait l'historien, nous raconte la vie de Miguel Enríquez.

L'auteur



Pedro Naranjo Sandoval (1948) est Chilien. Enseignant du primaire issu de l'École normale. A enseigné à Coronel. Études de sociologie à l'Université de Concepción. À la fin des années 60 et au début des années 70 dirigeant de la FEC (Fédération des Étudiants de l'Université de Concepción). Il exerça des responsabilités de direction au sein du MIR chilien. Il fonda en 1996 le CEME (Centre d'Etudes Miguel Enríquez) puis le site www.archivochile.com, dont il a été le coordinateur et l'éditeur de

1999 à 2014. Auteur de : Vietnam: Experiencias y Enseñanzas (1986); Apuntes peregrinos (1989); Prensa revolucionaria chilena: La experiencia de El Rebelde (1995). Compilations: El Pensamiento de Miguel Enríquez, 5 tomes (La Havane, 1985) avec Martin Hernandez; Miguel Enríquez y el proyecto revolucionario en Chile, Poesia y canciones a Miguel Enríquez, (2005).

Traduit par Tlaxcala, le réseau de traducteurs pour la diversité linguistique pour les éditions The Glocal Workshop/L'Atelier Glocal. Édité par Fausto Gindice

L'original du texte de Sandoval a initialement fait partie du livre "Miguel Enríquez et le projet révolutionnaire au Chili" (LOM. Santiago du Chili, 2004), comme contribution du CEME aux 30 ans de la mort de Miguel (1). Les textes de Manuel Cabiezes et du sous-commandant Marcos ont été traduits par Tlaxcala et ajoutés par l'éditeur de la version française.

La collection « erga omnes » est ainsi intitulée en l'honneur des esclaves révoltés de la Rome antique, guidés par Spartacus, dont c'était la devise, qui signifie en latin « pour tou·tes »

Table des matières

1. Prologue.....	4
2. Sa famille, son enfance.....	5
3. Étudiant brillant et adolescent inquiet.....	9
4. 1961-1964 : premières expériences politiques militantes.....	15
5. Août 1965-1967 : la constitution du MIR et ses débuts.	28
6. Décembre 1967- 1968 : Miguel prend la direction du MIR... ..	41
7. 1969-1970 : la période d'actions directes de masses et opérationnelles....	55
8. Fin 1970 à septembre 1973 : conduite dans la période prérévolutionnaire, durant le gouvernement de Salvador Allende.....	64
9. . Septembre 1973-octobre 1974 : la conduite au début de la période contre-révolutionnaire.....	91
10. Épilogue.....	100
Notes.....	101

MANUEL CABIESES DONOSO : Le dernier jour de Miguel.....	112
SOUS-COMMANDANT INSURGÉ MARCOS : Lettre au peuple chilien.....	123

Sigles

AGP : Agit-prop (Agitation et propagande)

ASMAR : Astilleros de la Marina en Talcahuano : chantiers navals de la Marine

CODE : Confederación Democrática : alliance électorale de la droite (PDC et Parti National), pour les élections de 1973

CP : Commission Politique

CUT : Central Única de Trabajadores. Syndicat unique, regroupant tous les syndicats, y compris les syndicats démocrates-chrétiens à partir de 1972

DC ou PDC : Démocratie Chrétienne

DINA : Dirección de Inteligencia Nacional, Direction Nationale du Renseignement

ELN : Ejército de Liberación Nacional de Bolivia, Armée de libération nationale de Bolivie

EE.UU : USA

FF.AA. : Forces Armées

FEC : Fédération des Étudiants de l'Université de Concepción

FRAP : Frente de Acción Popular, Front d'Action Populaire : formation électorale regroupant le PC, le PS et plusieurs petits partis politiques.

FTR : Frente de los Trabajadores Revolucionarios, Front des Travailleurs Révolutionnaires

GAP : Groupe des Amis du Président, garde personnelle d'Allende

GPM : Grupos Politico-Militares, Groupes politico-militaires, cellules de base du MIR

IC : Izquierda Cristiana, Gauche Chrétienne. Scission de gauche de la Démocratie Chrétienne intervenue en 1971.

PSP : Partido Socialista Popular

PR : Partido Radical, Parti Radical. Il entre dans l'UP après scission de son aile droite

UP : Unidad Popular, Unité Populaire

VOP : Vanguardia Organizada del Pueblo

VRM : Vanguardia Revolucionaria Marxista

VRM-R : Vanguardia Revolucionaria Marxista – Rebelde

1. Prologue

Le travail qui suit cherche à décrire les aspects et les événements marquants de la vie de Miguel Enríquez, sa trajectoire d'étudiant, de militant et de dirigeant.

Il décrit un certain nombre de faits et circonstances politiques qui marquèrent le cours de sa vie.

En outre, nous présenterons de manière panoramique le contexte social et politique national de ces moments, afin d'introduire le lecteur dans le milieu où Miguel a développé sa pensée et mené son intense activité politique.

La vie de Miguel, au cours des dix dernières années de son existence, s'est souvent confondue avec celle du MIR. Par là même, en écrivant sur sa vie, nous devons nous rapporter aux événements qui font l'histoire du MIR chilien. Il devint la figure centrale et sans égale de son parti. Cependant, il est important d'avoir à l'esprit qu'en faisant connaître les aspects de sa pensée et de son action, on implique aussi l'apport de nombreux dirigeants et cadres de l'organisation politique qu'il contribua à forger et qu'il dirigea de la fin de l'année 1967 jusqu'à sa mort un jour d'octobre printanier de 1974.

Bien que Miguel ait joué un rôle primordial dans le MIR et qu'il ait été son dirigeant le plus éminent, Miguel n'est pas le MIR et le MIR n'est pas Miguel. Il s'agit de rapports très complexes, aux multiples facettes, profonds. En effet, lorsque des individus jouent un rôle de premier plan dans une organisation, ils recueillent des expériences et se développent sous l'influence du collectif, lequel à son tour est déterminé par les conditions objectives et subjectives présentes dans la société concrète qu'ils se proposent de transformer.

2. Sa famille, son enfance

Son père, Edgardo Enríquez Frödden (1912-1996), était issu d'une famille de la classe moyenne aisée fortement enracinée dans la région de Concepción, médecin spécialiste en neuro-anatomie, directeur d'hôpital, professeur universitaire, membre distingué de la franc-maçonnerie, Recteur de l'Université de Concepción (1969-1972), membre du Parti Radical, Ministre de l'Éducation en 1973, dans le gouvernement du Président Allende.

Sa mère, Raquel Espinosa Townsend (1915-2003), originaire de Temuco, diplômée de l'École de Droit de l'université de Concepción, était une femme affectueuse et de grande sensibilité humaine. Elle avait beaucoup d'humour, et parlait dans un style incisif en peu de mots précis. Il est indubitable qu'elle a été très décisive dans la formation des caractères conséquents, généreux et dévoués de ses enfants.

Du mariage Enríquez-Espinosa et en période de pleine apogée du Front Populaire naquirent quatre enfants : Marco Antonio (novembre 1939), (3), Edgardo (décembre 1941), (4), Inés (juillet 1945), (5) et Miguel comme troisième enfant, en 1944.

La famille vécut les premières années au numéro 112 de la rue Caupolicán. En mai 1943, elle alla s'installer à la maison 120 de la Base Navale de Talcahuano. En 1938 le père, Edgardo, commença à travailler à l'Hôpital Naval du port, dont il devint le directeur des années plus tard (1954), obtenant, en outre le grade de capitaine de Vaisseau du Service de Santé. Il quitta volontairement la Marine en 1969 pour exercer la fonction de Recteur de l'Université de Concepción, élu par l'Assemblée Plénière en décembre 1968.



La famille Enríquez à Bahía de Tlacaahuano, 1952

Edgardo Enríquez F. avait une opinion positive de “...la vieille Marine chilienne. Nous étions comme une famille, nous ses membres. Nous nous connaissions et respections tous. Ma douleur fut grande quand, après septembre 1973, je pus vérifier un changement très radical et défavorable en son sein. Les cours de perfectionnement pour officiers et sous-officiers données aux USA sur la Guerre Interne et la Sécurité Nationale les avaient corrompus. La plupart des diplômés de ces cours se transformèrent au Chili en véritables nazis. Jamais je n’avais pu me figurer un officier de la marine chilienne en gardien de prison et tortionnaire. Malheureusement j’ai pu les voir et même souffrir de leurs cruelles tortures psychologiques et aussi physiques, comme nous faire boire de l’eau mélangée avec des matières fécales dans le camp de concentration de l’île Dawson, dirigé et administré par la Marine”. (6) Edgardo Enríquez Frödden fut fait prisonnier par la junte dès le 11 septembre (7).

Miguel Humberto est né le 27 mars 1944 à l'Hôpital Naval de Talcahuano. Durant sa grossesse sa mère eut quelques complications, souffrant de toux convulsives, "...les accès de toux lui produisirent des contractions utérines qui menacèrent d'entraîner un avortement naturel... Nous sommes parvenus à préserver l'enfant, à notre grand bonheur..." (8). À sa naissance, son frère Marco Antonio avait 5 ans et Edgardo 3. Tout petit, de même que ses frères et sa sœur, il fut élevé par « Celfia, l'incomparable nounou de tous mes enfants. Elle prit soin d'eux avec affection et dévouement comme s'il s'agissait de ses propres enfants », "elle était considérée comme un membre de notre famille. Nous l'aimions et la respections tous beaucoup". (9)

Alors que Miguel avait deux ans, en avril 1946, la famille quitta la zone militaire où elle vivait pour s'installer dans une maison construite par la Caisse des Fonctionnaires et des Journalistes, située au numéro 1674 de la rue Roosevelt, à côté du Quartier Universitaire de l'Université de Concepción. Dans cette ville il passe son enfance, sa jeunesse et sa période étudiante. Il va à l'école maternelle. Il est très actif, éveillé et joueur, gâté par sa mère, guidé et protégé par ses frères aînés. Son frère Edgardo servit souvent de modérateur dans les "conflits" entre lui et Marco Antonio, et avec Inés. En mars 1949 il commença à fréquenter l'école primaire du Collège Anglais de Concepción, inquiet et questionneur au possible, il était, du fait de ses bêtises, un habitué des visites au directeur, et ce jusqu'en 1954.



Miguel à son premier jour d'école, Concepción, 1949

Sa formation au sein de la petite bourgeoisie intellectuelle et les liens de la famille avec des hommes politiques traditionnels, lui offrirent l'opportunité d'acquérir une solide culture et de connaître dès son jeune âge de l'intérieur la politique des secteurs de la classe dominante de l'époque. Il eut avec ses parents et frères et sœur une relation étroite. Tout petit il partagea l'ambiance sociale de la famille. Son père Edgardo l'explique ainsi : "Nous avons toujours voulu que nos enfants vivent avec les adultes, connaissent les professeurs universitaires, les penseurs, les artistes, les conférenciers, les professionnels, les francs-maçons, et même les prêtres, etc., qui venaient ou que j'amenais à la maison. Dès qu'ils purent manger seuls, ils prirent place à la table et participèrent aux conversations et posaient des questions... Mes enfants n'importunaient pas quand nous recevions des visites. Nous écoutions et ils écoutaient, et parfois, nous posions ou ils posaient des questions ou nous donnions ou ils donnaient leur opinion" (10). Il pouvait compter sur leur compréhension et appui ainsi que sur ceux de ses aînés. "Mes enfants étaient avec moi en grande confiance ; notre

relation était celle d'amis et d'hommes, ils savaient pouvoir compter sur moi pour les aider à affronter les problèmes qui pouvaient se présenter et les conseiller, et nous ne nous cachions rien". (11)

Quand ils étaient petits, la préoccupation essentielle des enfants était l'école. Ses passe-temps les plus importants étaient la lecture, les promenades, le cinéma et la vie sociale avec ses copains.

3. Étudiant brillant et adolescent inquiet

Miguel entra postérieurement (mars 1955) au Lycée public n° 1 "Enrique Molina" de Concepción, établissement où il fera toutes ses études secondaires.

A cette époque Carlos Ibañez gouvernait le pays pour la seconde fois, et dans la société chilienne se produisaient des faits importants : le modèle économique montrait des signes d'épuisement, le protectionnisme de la production nationale diminuait, la dépendance commerciale et financière externe du pays augmentait, l'hégémonie de la bourgeoisie monopoliste liée au capital nord-américain se renforçait, la concentration de la richesse par des groupes économiques s'accélérait, les dépenses sociales de l'État se réduisaient, l'inflation galopante affectait de manière drastique les milieux populaires, les révocations de fonctionnaires et agents publics se multipliaient, dans les plus importantes villes du pays commençaient à proliférer les bidonvilles (appelés callampas, champignons) où s'établissait le secteur de la population rurale qui abandonnait la campagne, du fait de la détérioration des conditions de vie dans les grandes propriétés agricoles, problème qui affectait aussi les petits agriculteurs et les communautés mapuches. Le mécontentement social fut à l'origine de manifestations combatives de protestation populaire, de grèves, d'occupations de sites, certaines conduites par les partis de la gauche institutionnelle dans le cadre de sa politique de pression et

de négociation et dans l'objectif d'accumuler de la force électorale et parlementaire. Certaines de ces mobilisations du mouvement des masses furent réprimées violemment par la police en uniforme et même par les Forces Armées. (12). Le gouvernement du caudillo populiste Ibañez (1952-1958) connaissait des échecs et contribuait à aggraver la crise.

La vie de Miguel suit son cours. Dès le début de ses études secondaires se manifestent ou vont se renforcer des caractéristiques qui l'accompagneront durant sa brève vie. Adversaire tenace des injustices, il était intelligent et studieux, rapide dans ses raisonnements et paroles, avec une grande facilité pour exprimer ses idées et trouver les solutions, ouvert aux diverses manifestations culturelles, étudiant brillant, franc, direct, habile, gai, lecteur à facettes multiples et constant, très sympathique, solidaire et bon ami, autodidacte, responsable, il jouait aux échecs, pratiquait la gymnastique, aimait la musique classique, les excursions, etc. Son intérêt pour les questions sociales se manifesta de manière progressive et constante.

Il était très aimé par les bons éducateurs et détesté par les médiocres. À de nombreuses occasions il sut affronter avec véhémence et des arguments clairs des injustices commises par des professeurs à son encontre à ou à celle de ses camarades. Cette attitude lui attira quelques difficultés, comme en deuxième année du second cycle quand un inspecteur, dépassé dans une discussion, le frappa et que lui répondit comme il put ou face à une tentative injuste de l'expulser de la classe, qu'il réussit à annuler en argumentant.

Au cours de ses études secondaires, en plus de ses frères Marco Antonio et Edgardo il y avait les camarades de sa classe et d'autres, qui plus tard l'accompagneront temporairement ou en permanence dans son itinéraire politique. Parmi eux se distingue Bautista van Schouwen, El Bauchi, dans la même classe à partir de la cinquième dans la spécialité biologie, futur fondateur et dirigeant important du MIR; ami intime, avec lequel il était uni par bien des aspects : études,

travail, politique. Ils se considéraient comme des frères. Mais il faut aussi mentionner ses camarades Maximo Jara, Claudio Sepulveda, Rodrigo Rojas, Martin Hernández, ainsi que Luciano Cruz et Marcelo Ferrada qui entrèrent au lycée en 1957.

En troisième année (1957), alors qu'il n'avait que 13 ans, il connut son premier combat de rue lors des mobilisations populaires des 2 et 3 avril. Les étudiants avec les ouvriers et les habitants sortirent dans la rue pour manifester contre le chômage et la vie chère du second gouvernement Ibañez et ses mesures répressives. A Concepción des travailleurs, des employés, des lycées et universitaires manifestèrent. Des groupes mobilisés tentèrent d'arrêter la circulation des bus dans les rues proches du marché de Concepción. Dans une action spontanée un groupe d'étudiants dont Miguel et ses frères occupèrent la rue pour empêcher le passage d'un bus local. Le chauffeur ne s'arrêta pas à temps et renversa l'étudiant universitaire Fernandez Nilo. Le fait eut une certaine notoriété dans la ville, il fit connaître les frères Enríquez, et entraîna dans le milieu familial un désaccord et une réprimande énormes. Ce fait est très révélateur de la forme brusque par laquelle Miguel et ses frères passèrent de leur "bulle familiale", de l'atmosphère idéale et sans problème à une réalité sociale extérieure d'inégalités et de conflits.

Il est important de souligner que les jeunes Enríquez Espinosa, en prenant des engagements idéologiques et politiques très différents de ceux du milieu familial, provoquèrent des difficultés et des disputes croissantes à l'intérieur de la famille. Et, bien que peut-être cela n'était connu que dans le cercle familial, il faut dire que dans cette situation se produisirent des disputes et des éloignements temporaires avec des branches de la famille dont les membres étaient, beaucoup moins tolérants que don Edgardo et son épouse.

La participation à la manifestation relatée ci-dessus, la réalité sociale et politique existante, la participation active à des mobilisations, engendrèrent la nécessité et la motivation des frères Enríquez à

s'intéresser et à discuter de manière régulière des questions sociales et politiques, qui dans la zone de Concepción s'exprimaient de manière plutôt vive. Simultanément au niveau national le désaccord et la disposition aux changements s'enracinaient dans des secteurs nationaux étendus, générant les conditions pour que Salvador Allende, porte-drapeau de la Gauche traditionnelle regroupée dans le FRAP (13) soit très près de l'emporter à l'élection présidentielle de 1958, qu'il perdit pour 30.000 voix (14). L'élu, Jorge Alessandri, sous l'étiquette "indépendant" de droite et très réactionnaire, avait l'appui du Parti Conservateur et du Parti Libéral.

Durant la période de la campagne présidentielle, Miguel est à même d'apprécier et de participer aux rassemblements massifs et combatifs de l'alternative populaire de la gauche, il prend part aux discussions familiales et constitue à l'intérieur de la famille le "groupe d'opposition" avec ses frères aînés. Les trois garçons se posent les premières questions relatives au rôle des partis de la gauche traditionnelle, à la structure institutionnelle chilienne, à la signification et aux limites des processus électoraux, etc., questions auxquelles ils chercheront des réponses et des solutions dans leurs vies et activités politiques postérieures.

Le 1^{er} janvier 1959 voit le triomphe de la Révolution cubaine avec le Mouvement du 26 juillet dirigé par Fidel. Cette victoire secoue et réveille les exploités d'Amérique latine, crée une nouvelle situation qui donne de la puissance à l'action révolutionnaire dans les secteurs populaires et dans la jeunesse audacieuse et inquiète qui cherchait à découvrir et à tracer de nouveaux chemins afin de lutter pour une révolution véritable avec les masses opprimées. Pour Miguel et toute sa génération ce fut un événement historique fondamental et d'une grande répercussion, pour toute sa vie. Il a toujours été un ami loyal, jamais inconditionnel, de la Révolution cubaine. Le fait et le développement du processus cubain contribua à une nouvelle avancée de la discussion idéologique et théorique à l'intérieur de différents

secteurs, ainsi que la confrontation politique pratique à l'intérieur de la gauche latino-américaine entre les secteurs traditionnel et le révolutionnaire, à laquelle Enríquez participa activement à partir de 1961.

La nouvelle situation sociale et politique que vivaient l'Amérique latine et le Chili, la largeur d'esprit de ses parents, le développement de l'influence de ses frères aînés, sont des facteurs qui contribuèrent à stimuler chez Miguel l'étude et la connaissance du marxisme à un âge très précoce. Il était en particulier appuyé par son frère Marco Antonio, qui était un lecteur infatigable et studieux et qui outre le fait d'être l'aîné était avancé dans la connaissance du marxisme et de la pensée trotskiste, sympathisant et participant très jeune d'une organisation révolutionnaire d'orientation trotskiste dans la zone de Concepción (le GRM, Groupe Révolutionnaire Marxiste), avec Flaco Gamaliel Carrasco, Pedro Henríquez Barra, Pedro Fernandez Nilo, Enrique Sierra et d'autres.

Si au début, ainsi que nous l'avons souligné, Marco Antonio a eu une influence importante dans la formation de Miguel et d'autres proches de son groupe, il appuya un groupe d'étude et de discussion fermé sur les idées de Marx auquel participaient Miguel, Bauchi, Edgardo, Ferrada, Jorge Gutierrez, Claudio Sepulveda. Plus tard, et en particulier quand ils étaient à l'Université, la discussion et l'analyse portèrent sur Trotsky, Rosa Luxemburg, Clausewitz, Gramsci, Hegel, Marcuse, Ho Chi Minh, Mao, Sartre, puis sur Lénine et d'autres penseurs politico-sociaux. Ils s'intéressaient aussi aux matériaux du mouvement révolutionnaire latino-américain; au plan national à tout ce qui touchait aux luttes populaires et tirèrent de l'oubli Recabarren (Luis Emilio Recabarren, 1876-1924, très importante figure du mouvement syndical et socialiste chilien, fondateur du Parti communiste. Pablo Neruda lui a consacré un poème, "Recabarren", et Victor Jara une chanson, "Manos abiertas", NdT). C'était une recherche sans dogmes pour connaître et apprendre tant la théorie que

les expériences et commencer à visualiser ce qui pourrait se faire dans notre pays.

Marco Antonio rapporte que “...très tôt le groupe d’amis s’intéresse à l’étude du marxisme, qui fut approfondie, très intense et sans rigidité idéologique... Plus, Miguel se fit tout seul sa formation léniniste... Un jour et sans savoir où il les avaient obtenues, Miguel arriva à la maison avec des boîtes dans lesquelles il transportait les œuvres complètes du “tondu” Lénine; postérieurement, de manière systématique, il les étudia seul et ce qui l’intéressait le plus était ce qu’il y avait de pragmatique et faisait autorité dans le discours...” (15). Les participants du groupe se réunissaient pour discuter de longues heures de nuit ou en fin de semaine dans un petit appartement construit dans la partie arrière du patio de sa maison de la rue Roosevelt, lieu dans lequel s’était installé Miguel pour vivre.

Parallèlement le groupe, avec de forts liens personnels établis, acquiert des traits iconoclastes marqués qui les amènent à mettre en question diverses valeurs traditionnelles et à débattre de tout. Ils formèrent même une petite organisation qu’ils appelèrent Mouvement Socialiste Révolutionnaire (MSR) qui comprenait Enríquez, van Schouwen, Marco Antonio (qui était en même temps au GRM), Ferrada, Dario Ulloa (en même temps membre du Parti communiste, et qui en 1961 partit en URSS où il fit ses études universitaires) et qui sont unis par de fortes discussions et des convergences sur des questions spécifiques, mais le fait qu’ils n’avaient pas une vision organique trop claire se remarquera très vite, quand viendra le moment des choix politiques, la plupart iront militer à la Jeunesse Socialiste mais à des moments variables. En ce qui concerne Luciano, qui avait eu antérieurement des liens avec le Parti Libéral, il entra à la Jeunesse Communiste. Miguel entra à la Jeunesse Socialiste alors qu’il était déjà à l’Université (probablement en 1962). La quasi-totalité du groupe du Lycée eut une pratique politique plus définie à l’Université (16). Son frère Edgardo était quant à lui, selon Martin Hernandez, “militant de

la JS au moins à partir de 1957. Il était dirigeant du Centre des Élèves du lycée”.

De plus, il est important de considérer, en rapport avec ces jeunes, un fait décisif et d’une importance objective : à cette époque la région de Concepción se développait comme centre urbain, minier, industriel, agricole, de pêche, etc., d’où une concentration d’ouvriers et de salariés. En outre, Concepción était le centre culturel et universitaire du sud du Chili. La grande activité du mouvement ouvrier et populaire de la zone, important constituant pratique de la lutte des classes, non seulement incita Miguel et ses camarades à étudier le marxisme et le léninisme comme méthode d’analyse et de transformation de la société, mais leur donna l’occasion de participer directement ou de se consacrer à un travail pratique solidaire. Nous rappelons que dans la période il y avait d’importantes et combatives grèves politiques de branches professionnelles, comme les mineurs, les enseignants, le personnel de santé. La longue grève des mineurs du charbon, en 1960, fut la démonstration pratique de la force du mouvement ouvrier organisé et de ses possibilités, sa marche combative sur Concepción montra la capacité de sacrifice et la volonté de lutte des mineurs et de leurs familles. Miguel participa avec ses camarades, à côté des ouvriers et employés, aux mobilisations de soutien à la journée nationale de grève appelée par la CUT le 7 novembre 1960. Sur le plan personnel cette année 1960 fut celle où il termina ses études secondaires avec des notes excellentes et passa ensuite l’examen du baccalauréat.

4. Premières expériences politiques militantes.

1961-1964

Une fois le baccalauréat obtenu, (17) il présente sa candidature à la faculté de médecine de l’Université de Concepción, objectif personnel qu’il avait en tête dès l’enfance. Le 30 janvier 1961, à l’âge de 16 ans,

il écrit dans la biographie jointe à sa demande d'admission à l'École de Médecine : "(...) Je suis trop jeune pour avoir beaucoup à dire de moi ; la vie jusqu'ici a été facile, je n'ai pas eu de réels problèmes, tout m'a été donné. J'espère avec le temps rétribuer d'une manière ou d'une autres mes parents, la société en général, pour ce qui m'a été attribué et lutter pour que tous dans un futur proche puisse dire aussi : Dans ma jeunesse tout m'a été donné".(18) En mars 1961 Miguel est admis et commence à étudier la médecine à l'Université de Concepción, où les liens d'amitié ainsi que la convergence politique idéologique temporelle ou permanente se resserrent avec les camarades et amis du Lycée 1 qui poursuivaient les mêmes études : Bautista van Schouwen, Rodrigo Rojas M., Claudio Sepulveda. Il va se faire aussi de nouveaux camarades : Jorge Gutiérrez, "Tranquilo" Romero, Beatriz "Tati" Allende, Edgardo Condeza, Juan Saavedra de Leyes. Son ami Marcelo Ferrada et Martin Hernández entrent pour leur part en philosophie. Luciano entrera l'année suivante en médecine. D'autres font des études d'ingénieur : Pedro Holz, Arturo Vilavella; Ricardo Frodden, Luis Moreno, José Bordaz, Pedro Landberger, etc.



1962 : Miguel sur le campus de l'Université de Concepción

Dès ses débuts à l'université il est un opposant actif au système des examens finaux, discute et affronte à l'assemblée des élèves de première année le recteur de l'Université, David Stitchkin, le réfutant et le mettant en cause sur sa manière de traiter ses élèves. A la même occasion il affronte le Président démocrate-chrétien de la FEC pour son attitude flatteuse et soumise à l'égard des autorités universitaires. Ce fut la réaffirmation, et le début dans le milieu universitaire, d'une pratique qui l'accompagna toujours, de s'engager avec détermination et fermeté dans toutes les causes qu'il considérait justes.

Très tôt, le 17 avril 1961 et les jours suivants, il est un des meneurs des mobilisations solidaires des étudiants et secteurs du peuple de Concepción contre l'invasion de Cuba à Playa Girón par les mercenaires cubains exilés et des USA. Fin 1961 il participe avec d'autres militants étudiants au soutien à la grande grève des enseignants.

Le 1^{er} janvier 1962, Miguel Enríquez écrivit de sa propre initiative un engagement ou serment dans lequel il déclara : "Je jure d'écrire et d'agir dans la vie sans peur ni pusillanimité ; sans m'horrifier de ce qu'ils diront ; avec la franchise qui sortira de ma tête. D'être sans préjugés ni dogmes. Si je ne suis pas courageux de constitution, je serai courageux par la voie rationnelle" (19)

Dans les années suivantes, 1962 et 1963, outre ses études de médecine, Miguel a approfondi son militantisme politique au sein du PS, participant au noyau Spartacus (20) de la région de Concepción de la Jeunesse Socialiste. En même temps que son militantisme politique il accorde une grande importance à ses études et à sa formation théorique. De sa propre initiative, en plus d'étudier pour son compte les matières qui l'intéresse, il va converser, discuter ou assister à des conférences ou cours d'économie, de sociologie, de philosophie ou d'histoire dans d'autres écoles du quartier universitaire et qui

contribuent à compléter sa formation théorique personnelle, ce que firent également de manière parallèle une importante génération de cadres politiques qui accompagnèrent le chemin politique postérieur de Miguel. (21) Il est naturellement un grand promoteur du travail étudiant volontaire dans les quartiers populaires de Concepción, où sont organisés des cours d'alphabétisation, des polycliniques de santé, et parallèlement on fait de l'agitation politique. N'oublions pas de préciser qu'au cours de cette décennie il y eut plusieurs conflits nationaux et de nombreux conflits locaux des ouvriers, paysans, habitants et employés auxquels participèrent solidairement les jeunes de Concepción et parmi eux Miguel.



Miguel en cours d'anatomie avec son père comme professeur, 1963

Peu à peu Miguel et ses camarades vont jouer un rôle dirigeant dans le mouvement étudiant universitaire *penquista* (nom des habitants de Concepción). De plus, outre ses activités de formation et sa pratique politique, le groupe se lance intensément dans le débat politique idéologique. Ils réalisent de mémorables assemblées étudiantes ouvertes, des débats, des forums politiques dans les facultés et écoles

(Sport, Médecine, Biologie, etc.), auxquels participent une part importante des étudiants. Ces rencontres furent une importante école qui les aida à développer leurs capacités oratoires et de polémistes; il arriva même que des parlementaires de gauche, participant à ces discussions, partirent quand il se trouvèrent dépassés par leur argumentation.

En 1963, se forma à l'Université de Concepción le MUI (Mouvement Universitaire de Gauche) dans lequel se retrouvaient initialement les Jeunesses Socialistes, la Jeunesse Communiste, le FUI (Front Universitaire de Gauche) de l'École de Médecine, le GRAMA (Groupe Révolutionnaire d'Action Marxiste) de l'École d'Ingénieurs et les indépendants de gauche. L'objectif était de créer un front politique qui en plus de s'engager dans les luttes populaires, impulserait unitairement une politique universitaire, se constituerait en une alternative réelle à la prédominance démocrate-chrétienne dans la direction étudiante universitaire. Il y eut d'importantes actions communes, ce qui n'empêcha pas une discussion idéologique intense à l'intérieur du front.

Au niveau général, la société chilienne entra dans la phase terminale de la présidence d'Alessandri, lequel impulsait une politique contre les secteurs populaires, en particulier des mesures économiques conservatrices, comme la rationalisation des dépenses du secteur public, le gel des salaires, l'augmentation ostensible du chômage, l'ouverture aux produits et capitaux étrangers, dans le contexte des exigences de l'Alliance pour le Progrès (Punta del Este, 1961, NdT) promue par le président nord-américain John Kennedy (pour servir de contre-feu à l'OLAS, l'Organisation Latino-Américaine de Solidarité, NdT). Les conséquences sociales des mesures créèrent les conditions pour de vastes manifestations populaires de protestation à partir du milieu de l'année 1960 contre le "gouvernement des gérants", comme l'appelait alors la gauche. Des activités populaires de protestation sont réprimées violemment, parmi elle les mobilisations

de travailleurs de juillet et novembre 1960. Le 19 novembre 1962, en plein gouvernement Alessandri, une manifestation nationale contre la hausse du coût de la vie est réprimée violemment. Dans le bidonville José Maria Caro 6 habitants sont assassinés et deux grièvement blessés.

Néanmoins, au cours de cette période du premier quinquennat de 1960, divers faits et facteurs influent décisivement sur toute une jeune génération et sur Miguel en particulier : l'approfondissement de la révolution cubaine, les conséquences de la dispute sino/soviétique avec son processus de crise et de division du mouvement communiste international, le développement et l'expérience des luttes de guérilla en Amérique latine. Parallèlement à ses progrès dans la connaissance du marxisme-léninisme Miguel participait de plus en plus aux luttes de classes. Tout cela lui permet très tôt de prendre conscience de la véritable nature du Parti Socialiste dans lequel il militait. Il réalisa la totale dissociation entre son action réformiste quotidienne et son discours révolutionnaire. Un fait décisif se produisit fin 1962 quand le Parti Communiste puis tout le FRAP comprenant le PS, renoncèrent à concentrer tous leurs efforts dans la conduite de l'activité et de la radicalisation croissante du mouvement des masses contre le gouvernement de Jorge Alessandri, leur perspective étant de parvenir à un accord avec la "bourgeoisie progressiste", qui était représentée par la Démocratie Chrétienne.

Plus précisément, leur perspective était de "créer les conditions" d'un accord avec la DC pour les élections présidentielles de 1964.

Cette politique de freinage laissa le champ libre à la Démocratie Chrétienne pour se transformer en un parti bourgeois avec une large base populaire, contribuant à élire comme président Eduardo Frei Montalva, deux ans plus tard. En outre cette politique non classiste et endormante, fut la cause de confusion dans de larges secteurs du mouvement populaire et aiguïsa les processus de crise au sein de la gauche traditionnelle, spécialement dans le PS dont la composition

était très hétérogène. Ce n'était pas une nouveauté, il y avait dans le PS beaucoup de "personnages critiques" dont le criticisme n'allait pas au-delà des événements du parti et des affrontements internes pour élire ses directions. Bien souvent ces "critiques" se taisaient afin d'obtenir un poste de direction ou un mandat parlementaire. Il n'est donc pas surprenant que ce soit au sein du PS que la discussion et la crise interne se soient manifestées avec le plus de force.

Au milieu d'une grande dispersion, surgirent des groupes et organisations qui se définissaient comme révolutionnaires et dont le dénominateur commun était d'être contre la lutte légale et parlementaire impulsée par les partis traditionnels de la gauche, et d'agiter la nécessité de la lutte armée.

Dans ces moments de fermentation croissante des idées révolutionnaires dans la gauche chilienne, Miguel - avec d'autres - a compris le sens du développement historique et la nécessité de rompre avec les représentants et la politique du centrisme et de tracer des délimitations claires entre les révolutionnaires et les non révolutionnaires, la non importance de lutter seulement pour changer les dirigeants de parti mais de faire des pas plus fermes et importants pour aller plus loin que la grande majorité des secteurs les plus avancés de la gauche chilienne dans ce moment. Cela consistait à se mettre à construire un parti révolutionnaire du prolétariat chilien de type nouveau, qui porterait une alternative politique de classe avec une réelle alternative de lutte pour le pouvoir.

Miguel Enríquez fit ce pas. D'abord il développa la lutte à l'intérieur du Parti Socialiste à partir du noyau où il militait et à partir de la revue "Révolution" qu'ils publiaient. L'objectif n'était pas de gagner ce parti à la révolution, mais de rendre évident pratiquement aux secteurs les plus conséquents du PS l'urgence d'envisager la tâche de regroupement des révolutionnaires dans une organisation réellement différente tant dans sa politique que dans sa pratique.

Convaincu de son caractère et de l'impossibilité d'avancer en son sein avec les objectifs qu'il se proposait, il prépara sa rupture définitive avec le Parti Socialiste.

Il rassembla des militants de Concepción, Santiago et d'autres provinces. Ils devaient rendre publique leur rupture au XXe Congrès du PS en février 1964 à Concepción. Selon certains informateurs beaucoup d'autres allaient participer à la scission, parmi eux Clodomiro Almeyda (qui sera ministre de Salvador Allende, NdT), mais quelques-uns se défilèrent avant de franchir le pas, ce qui permit à Raúl Ampuero, secrétaire général du PS alors, informé de la situation et du "plan", d'expulser fin janvier, avant l'événement, Miguel et ses camarades. Leurs positions sont exprimées dans la revue Révolution et dans le document "Insurrection Socialiste" que distribuèrent Miguel, Bautista, Jara, Danton Chelen et Edgardo Enríquez dans la capitale ainsi qu'une vingtaine d'autres jeunes socialistes de Concepción et Santiago, eux aussi expulsés..

En 1962 s'était formée la Vanguardia Revolucionaria Marxista (VRM) un rassemblement de secteurs qui avaient rompu avec le PC à l'époque du gouvernement de Gonzalez Videla (Président du Chili de 1946 à 1952, chef du Parti radical, NdT), le groupe Mouvement de Résistance Anti-impérialiste de Luis Reinoso et Martin Salas, le Mouvement du 2 avril, d'anciens secteurs trotskistes séparés du PC en 1938 dirigés par Enrique Sepulveda dans la Vanguardia Nacional del Pueblo. A partir de 1963 commencèrent à travailler avec la VRM des secteurs de la Fédération de la Jeunesse Socialiste de Concepción et de Santiago qui s'étaient au départ "maintenus organisés comme fraction à l'intérieur de celle-ci et des secteurs en processus de rupture avec le PC s'incorporèrent ensuite (Sergio Zorrilla, Luciano Cruz, Jorge Grez, Jorge Fuentes, etc.)." (22) Très vite ce groupe rompit complètement avec le PC. Une partie importante du groupe avec lequel Miguel se scinda du PS entra par la suite à Vanguardia.

Les premiers jours de mai 1964 se tint le Premier Congrès de la VRM. Miguel y participe activement, intervient dans les débats et fait un exposé sur le programme, la stratégie et la perspective révolutionnaire, ainsi que sur la tactique de combat et les objectifs politiques immédiats. L'attitude sectaire et de "terrorisme idéologique" du secteur stalinien prochinois majoritaire dirigé par Benjamin Cares causa sa division quasi immédiate, (23) à l'initiative du camarade salas, suivi par Enrique Sepulveda, Miguel et d'autres. En conséquence il y eut deux Vanguardia, la majoritaire prochinoise qui avait un projet démocratique populaire et qui plus tard devint le Parti Communiste Révolutionnaire, PCR. L'autre, la VRM-Rebelde (réunie autour du journal), qui participa à la formation du MIR et soutenait un programme fondamentalement socialiste.



1964 : Miguel dans le local de la FEC, Rue Chacabuco à Concepción

Dans cette période, en parallèle de sa participation à des réunions et conversations manquées de recherche d'unification révolutionnaire à des niveaux supérieurs, Miguel continue de développer un travail politique sur son terrain naturel, l'université et les secteurs populaires de la zone. Fin 1964, Concepción est le siège du Congrès latino-américain des étudiants en médecine auquel participent des jeunes qui militent dans divers mouvements révolutionnaires d'Amérique latine. Luciano, Miguel et Bauchi y participent comme membre de VRM. S'il n'est pas beaucoup question de médecine, en revanche il y a d'intenses discussions sur le caractère du processus révolutionnaire latino-américain, la continentalité de la lutte et les formes qu'elle doit prendre. Ils échangent leurs expériences et établissent des contacts, en particulier avec les MIR du Venezuela et du Pérou. En novembre 1964 Marco Antonio Enríquez, son frère aîné, est élu membre de la Fédération des Étudiants de l'Université de Concepción (FEC) comme candidat de la Vanguardia Revolucionaria Marxista (VRM).



Miguel sur la Grande Muraille de Chine en 1964

Au début de 1964 Miguel, membre d'une délégation de Fédération des Étudiants de l'Université de Concepción, visita la Chine durant un mois, prenant contact avec des organisations syndicales, politiques, culturelles et de santé du peuple chinois. Les connaissances, images et attentes qu'il avait de ce processus ne correspondaient pas à ce qu'il connut durant son séjour dans le pays. Au cours de son voyage de retour sa famille et ses camarades vécurent des moments de grande tension en apprenant que le vol dans lequel ils voyageaient de Hong Kong à Tokyo avait eu un accident et que tous ses passagers étaient morts. Par chance, des changements dans le programme et un problème de visa pour passer par les USA, les avaient laissés à terre et donc ils n'étaient pas à bord de l'avion accidenté.

Au niveau général, sur la scène politique chilienne, se produisirent des faits de grande importance. La crise du capitalisme chilien continuait

de s'aggraver. Avec l'objectif de résoudre cette crise et d'empêcher la victoire de Salvador Allende à l'élection présidentielle de septembre 1964, les forces politiques conservatrices, sans conditions et optant "pour le moindre mal", appuyèrent le candidat démocrate-chrétien Eduardo Frei Montalva (24) qui avait, en outre, le soutien du gouvernement nord-américain. Les démocrates-chrétiens proposèrent un programme réformiste bourgeois qui cherchait à réactiver le processus d'accumulation monopoliste afin d'attirer de nouveaux investissements extérieurs et de renégocier les formes de dépendance, d'impulser la modernisation technologique, de tendre à éliminer la grande propriété la plus arriérée afin d'augmenter la productivité agricole, d'élargir le marché interne et d'impulser des mesures sociales qui permettraient la création d'une large base de clientèle électorale dans les couches moyennes et populaires (implantations de colonies paysannes, programmes de logement, santé, éducation, promotion populaire, etc.), avec l'objectif non seulement de faire obstacle au travail et au développement de la gauche, mais aussi de gagner une part de sa base sociale.

La défaite électorale de Salvador Allende et de la gauche à la présidentielle de 1964 provoqua une crise profonde du FRAP et de la gauche qui contribua à approfondir le reflux déjà enregistré du mouvement de masses. De plus, les perspectives qui surgirent dans de larges secteurs du mouvement de masses avec la soi-disant "Révolution dans la Liberté" agitée par la Démocratie Chrétienne, non seulement influèrent sur le repli des masses, mais générèrent un processus de confusion à l'intérieur de la gauche traditionnelle. Simultanément, dans les secteurs de la gauche qui n'étaient pas dans le FRAP, montait la conviction que la lutte parlementaire et électorale avait échoué, que la lutte à l'intérieur du PS et du PC était une lutte stérile, que la seule manière d'atteindre les objectifs de classe et populaires était dans les luttes révolutionnaires qui permettraient de détruire la légalité bourgeoise.

Alors que la réalité objective n'était pas facile, par la dispersion durant près de trois décennies des petits groupes exprimant toutes les sensibilités internationales ou latino-américaines de l'époque, chez certains se renforça l'idée qu'il fallait construire un autre instrument qui permettrait de prendre un chemin révolutionnaire en accord avec la réalité nationale, une organisation d'un type nouveau qui intégrerait le meilleur de l'expérience de lutte de notre pays et apprendrait des autres expériences. Il fallait dépasser l'échec des politiques des Partis Communiste et Socialiste, c'était le moment de rompre définitivement avec le réformisme de gauche, de combattre sa politique de collaboration de classes. Pour avancer dans cette direction, dans certains secteurs gagna en force la nécessité de faire un pas unificateur qui permettrait de construire une organisation révolutionnaire forte qui par des politiques de classe lutterait et disputerait ouvertement au réformisme la conduite du mouvement de masses au moyen d'une politique révolutionnaire.

Le processus intérieur, bien que déterminé par la situation nationale, était influencé par divers facteurs qui étaient présents dans la réalité latino-américaine et mondiale et qui aussi eurent une incidence sur le chemin de la construction d'alternatives politiques aux forces de la gauche traditionnelle chilienne. Au niveau de l'Amérique latine l'avancée du processus cubain montrait la viabilité et l'actualité de la lutte de caractère insurrectionnel contre la bourgeoisie et l'impérialisme pour conquérir le pouvoir et engager le processus de construction du socialisme.

L'influence du triomphe de la révolution cubaine dans le contexte de diverses réalités en Amérique latine se fit sentir, initiant ou approfondissant des processus de lutte insurrectionnelle dans différents pays (Guatemala, Venezuela, Colombie, Brésil, Pérou, etc.). Le processus révolutionnaire se consolida en Chine, la lutte pour la libération du peuple vietnamien se renforça et ouvrit un chemin de succès. Les luttes de décolonisation en Afrique et la constitution de

jeunes nations parmi lesquelles il faut souligner le processus révolutionnaire en Algérie, donnèrent une forte poussée. Les problèmes du mouvement communiste au niveau international - avec des répercussions dans notre pays - par l'aggravation du conflit sino-soviétique, les critiques de Khrouchtchev sur la période stalinienne en Union Soviétique. Il faut aussi mentionner la politique de "coexistence pacifique" du PCUS en URSS qui trouva sa traduction dans notre pays avec la "voie pacifique électorale" adoptée par le Parti Communiste, qui visait à passer des accords avec la bourgeoisie progressiste et qui donc mettait de côté la lutte pour le pouvoir et le socialisme. Tous ces facteurs internationaux eurent des conséquences variables dans les différents groupes et secteurs du spectre politique chilien d'alors, accentuant la lutte politique et idéologique et la recherche de regroupements à l'extérieur et à l'intérieur des partis de la gauche traditionnelle.

5. Août 1965-1967 : la constitution du MIR et ses débuts

Bien que l'histoire du MIR du Chili ait chronologiquement une date de début, le 15 août 1965, qui officialise pour le mouvement populaire et l'opinion publique chilienne le moment de sa constitution, il est important de souligner que son origine n'est ni le produit d'un moment ou d'une situation spécifique déterminée ni de l'action d'hommes isolés. La formation de cette organisation révolutionnaire de type nouveau est précédée d'un riche processus préalable de développement et de décantation idéologique, de pratique politique et des regroupements, lesquels s'unissent dans un moment historique concret et permettent la constitution du MIR (25).

Miguel, en tant que militant de la VRM, a été particulièrement actif dans les secteurs militants et révolutionnaires qui appellent au Congrès

de l'Unité Révolutionnaire qui se tient en août 1965 et dont la Commission d'Organisation est dirigée par un remarquable dirigeant syndical, Clotario Blest (qui a présidé la CUT de sa fondation en 1953, jusqu'à 1961, NdT), ainsi que par des représentants de la VRM.R et du Parti Socialiste Populaire (PSP) qui appellent le mois précédent à constituer le "parti uni des forces révolutionnaires", qui énonce : "La GAUCHE REVOLUTIONNAIRE CHILIENNE ouvrira les portes de la Constituante à tous les révolutionnaires et aux marxistes-léninistes sincèrement disposés à S'UNIR sur la base de principes, de programme, de stratégie et de conception organisationnelle clairs et fermes".

Pour y parvenir 4 prémisses sont posées : "que cette GAUCHE REVOLUTIONNAIRE soit souveraine et indépendante, politiquement et organisationnellement, face à tous les partis et groupes marxistes-léninistes de toute la terre. Cela n'empêche pas de maintenir des relations sur un pied d'égalité avec tous. (...) qu'elle lève audacieusement la bannière de la transformation ininterrompue de notre révolution en révolution socialiste. Les grands objectifs nationaux et démocratiques révolutionnaires ne pourront être atteints que par la conquête du pouvoir par les travailleurs, dirigés par la classe ouvrière... (...) qu'elle restaure le chemin de la lutte intransigeante et révolutionnaire que Recabarren a enseigné aux travailleurs chiliens, (...et) que cette GAUCHE RÉVOLUTIONNAIRE défende un critère démocratique large comme condition organique pour une vie idéologique, politique et d'action profonde et virile du Parti révolutionnaire" (26).

Au Congrès constitutif, qui se tint à Santiago les 14 et 15 août 1965 dans un local de la Fédération du Cuir et de la Chaussure situé dans la rue San Francisco au n° 264 (ou 269), il y a entre 60 et 75 délégués venus de diverses régions du pays, la grande majorité étant de Santiago, Concepción et Valparaiso, exprimant la réunion de diverses générations, courants idéologiques et groupements politiques. Les

camarades anarchistes du groupe “Libertaire” dirigé par Ernesto Miranda, des cadres du mouvement syndical de classe avec le dirigeant chrétien Clotario Blest à leur tête, un secteur du Parti Socialiste Révolutionnaire avec Hernan Gamboa et Patridio Figueroa, le Parti Socialiste Populaire composé fondamentalement de secteurs trotskistes où se distinguaient Humberto Valenzuela et Luis Vitale, des membres de la VRM.r où se différenciaient deux secteurs, un groupes de vieux lutteurs trotskistes dirigés par le docteur Enrique Sepulveda et un groupe de jeunes étudiants dirigé par Miguel Enríquez, comprenant Bautista Van Schouwen, Edgardo Enríquez, Sergio Perez, Ricardo Luz, et aussi quelques étudiants venus des Jeunesses Communistes, comme Luciano Cruz, Sergio Zorilla et Jorge Fuentes, en plus de jeunes qui n’étaient membres d’aucune des organisations ayant convoqué le congrès, comme Luis Retamal et Martin Hernández (28). A ce congrès, il y avait deux femmes, venues de Concepción, Lily et Tula.

Cette diversité représentait l’ensemble des divers groupes et militants révolutionnaires, beaucoup étant des scissions à des moments antérieurs variables des partis de la gauche traditionnelle. Leurs racines et cultures politiques étaient socialistes, trotskistes, communistes, anarchistes, syndicalistes et autres. Il se produisit une importante union de “vieux” cadres qui précédemment avaient affronté les polémiques et les conflits du mouvement communiste et une jeune génération qui s’affirmait dans la nouvelle réalité latino-américaine et chilienne qui avait surgi dans les dernières années. La majorité des délégués participants avaient été élus par la Vanguardia Revolucionaria Marxista-Rebelde et par le Parti Socialiste Populaire, qui étaient les deux organisations les plus “importantes” de convocation du Congrès. Le nouvel ensemble constituait un petit groupe mais pour autant l’importance de la fondation du MIR ne peut se voir en terme de nombre de militants que ces organisations réunissaient, mais dans ses projets, dans le fait qu’il répondait à la nécessité historique de

commencer un regroupement organique qui se proposait de construire une véritable proposition révolutionnaire pour le mouvement populaire et le peuple chilien et qui se proposait de disputer la conduite du mouvement des masses à la gauche traditionnelle.

Et bien que le MIR naquit comme un petit rassemblement il fut le premier pas d'un processus politique unitaire réussi qui parvint à un développement significatif ultérieur. Il se proposait de construire une organisation qui donnerait de la continuité aux luttes de classes historiques du mouvement populaire chilien, de rompre avec les conceptions traditionnelles de la gauche et de répondre à la nouvelle réalité et aux expressions sociales qui émergeaient dans la société chilienne. Au cours de l'événement furent approuvés la Déclaration de Principes (29), le Programme (30), les questions d'organisation, et une Thèse Politico-Militaire, "La conquête du pouvoir par la voie insurrectionnelle" présentée par Miguel mais à son élaboration participèrent aussi Marco Antonio et Edgardo Enríquez E., Bautista van Schouwen et Marcelo Ferrada. Ce document fut un pas nouveau et significatif dans les définitions théoriques d'alors en précisant au sein d'une unité le problème de la lutte armée en relation avec le parti révolutionnaire prolétarien et la lutte des masses, en prenant ses distances avec les positions foquistes (*foquisme, de foco, foyer, doctrine de la lutte armée à partir de foyers de guérilla rurale, NdT*) qui mettaient en cause le rôle du parti et prédominaient dans les groupes révolutionnaires latino-américains de l'époque.

Un Comité central de 21 membres fut élu, dont la répartition était déjà faite, les cadres les "plus vieux" des deux organisations principales accaparant la majorité des postes, le groupe de Concepción ayant 4 places, en plus étaient élus Clotario Blest et des représentants des forces plus petites (31). Postérieurement le CC va élire comme Secrétaire Général le camarade Enrique Sepulveda (32) et un Secrétariat National (33).

Miguel Enríquez, lorsqu'il est élu membre de cette première direction nationale miriste, a 21 ans et est en cinquième année de médecine à l'Université de Concepción. La nouvelle responsabilité ne change pas grand-chose à sa vie, il participe activement à cette instance, mais son travail militant demeure concentré dans sa zone d'origine, impulsant de multiples activités sur les fronts de masses pour faire avancer le travail politique révolutionnaire et soutenir le développement atteint par le MIR dans différents endroits. Avec ses camarades, il semait l'agitation et réalisait du travail politique dans les quartiers défavorisés, comme celui de La Costanera sur les bords du fleuve Bio Bio, ou dans les cités de Talcahuano et Chiguayante. Il agissait pour renforcer l'organisation des étudiants universitaires dans la lutte pour la réforme universitaire et pour obtenir la suppression du cours de propédeutique (34). Il intervient dans la conférence de Robert Kennedy, le fait expulser de la cité universitaire et est arrêté lors d'une manifestation contre l' "Opération UNITAS" (manœuvres conjointes dans le Pacifique des forces armées usaméricaines et chiliennes, NdT).

C'était le moment où la Démocratie Chrétienne était depuis un an déjà au pouvoir, sans aucun contrepois politique, avec son programme populiste de "révolution dans la liberté". La promotion populaire et le communautarisme augmentent son influence dans les secteurs populaires et lui font obtenir des avancées politiques importantes, tandis que le mouvement de masses recule.

Miguel et Bautista van Schouwen, attentifs à cette situation, écrivent fin 1965, pour des exigences de conduite politique, un texte qui analyse et dénude la politique démocrate-chrétienne. Celui-ci est publié dans la revue *Revolución*, organe de la Brigade Universitaire du MIR à Concepción.

En 1966 il voyagea également au Pérou, où il rencontre des dirigeants révolutionnaires de ce pays frère. Des membres de sa famille s'opposèrent au voyage en raison des risques que présentait alors la

situation péruvienne. Mais comme on pouvait s'y attendre, ce fut l'engagement politique qui prima inéluctablement.

Il déploya dans cette période une intense activité politique interne et externe. Il participait assidûment aux forums, tables rondes, assemblées. Il était très aidé par son aisance verbale. Ses talents d'orateur, sa personnalité sympathique, lui permettaient d'établir rapidement un bon contact avec l'auditoire. Il parlait vite, avec précipitation, précision et passion. Il était un adversaire craint pour quiconque l'affrontait dans la discussion. Il passait facilement d'un sujet à l'autre et, quelque soit son adversaire - camarade, professeur, économiste, parlementaire, prêtre, etc-, le faisait taire par des arguments et citations. Il préparait solidement ses exposés, qu'il accompagnait de propositions nouvelles. Nous nous souvenons qu'il avait l'habitude à l'époque, lorsqu'il était préoccupé ou concentré, de prendre une mèche de cheveux derrière l'oreille droite avec ses trois premiers doigts. Il avait en outre un résumé de ce qu'il allait dire sur de petits morceaux de papier, qu'il gardait dans la paume de la main.

Cette année-là il participa à l'activité nationale du MIR, bien que l'espace que lui accordait le secteur hégémonique à la direction fût limité. L'essentiel de son action était dès lors orientée vers le développement du travail du parti dans la zone de Concepción et des provinces voisines, où l'on remarquait des avancées importantes et où l'organisation naissante témoignait d'un meilleur niveau organique et d'une certaine homogénéité politique. Il est au premier rang de l'activité et de la lutte estudiantine de Concepción avec, cette année-là, une grève d'occupation de la cité universitaire d'une durée de deux mois pour obtenir la cogestion universitaire et l'expulsion des Corps de Paix de l'Université de Concepción (35). Le MIR s'implante dans les secteurs populaires. Il appuie la lutte des paysans de Arauco pour la terre. Il y a un début de travail politique très important à Talcahuano, Chiguayante et Hualqui. Dans les centres ouvriers, le travail est lent, les premiers militants apparaissent, et avec le temps

viennent les résultats. Dans la zone du charbon (Coronel et Lota), en raison de l'influence hégémonique du réformisme, il fut difficile pour le MIR d'attirer les ouvriers. La joie de Miguel, Luciano, Bauchi et "Manuel" fut grande quand vinrent les premières adhésions : "Amir", "El Chalao", "Duro" Pablo, "El Peneco", qui furent les fers de lance de la politique miriste et du recrutement de beaucoup d'autres à Schwager, Coronel, Lota, etc. Ultérieurement, et plusieurs fois, avec ces mineurs comme guides et instructeurs les jeunes de Concepción firent de courtes et répétitives séances de formation à l'intérieur de la Cordillère de Nahuelbuta.

En août 1966 se tint le second Congrès général du Mir dans un hangar du secteur de Conchali à Santiago. On y analysa beaucoup les questions internationales, et en particulier la construction du socialisme en Chine, le conflit sino-soviétique ainsi que la situation politique du moment au niveau national -mais on n'avança pas sur les questions programmatiques. Les accords sur la situation nationale du 2e Congrès constituent néanmoins une avancée sur ceux du premier, du fait de l'incorporation d'analyses et de politiques plus concrètes pour quelques fronts de masses. Après une intense discussion sont approuvés les statuts, lesquels indiquent que les fractions ne sont pas autorisées à l'intérieur du MIR (36). La nouvelle direction nationale élue est quasiment la même que celle de l'année précédente : à sa tête le Dr Enrique Sepulveda, Miguel, Bautista et quelques jeunes de la nouvelle génération sont reconduits. Le Secrétariat National reste composé d'Enrique Sepulveda, Humberto Valenzuela, Gabriel Smirnow, el Chipo Fuentes et Luis Vitale.

Le MIR est alors déjà la première force de gauche chez les étudiants de l'Université de Concepción. Miguel, Luciano, Bautista et d'autres se distinguent en dirigeant les luttes radicalisées des universitaires de Concepción, qui renforcent leur tradition combative dans leurs luttes en exigeant que cesse l'ingérence nord-américaine dans l'université, parallèlement à l'approfondissement de leurs propositions de réforme

universitaire et de cogestion estudiantine qu'ils avaient commencé à soulever en 1965 en tant que revendication du mouvement étudiant dans sa recherche d'engagement de l'université avec le peuple. Au milieu de l'année 1966 et malgré une grève étudiante de deux mois qui occupa le quartier universitaire, eurent lieu le Congrès latino-américain de Sociologie et le Congrès interne de la FEC. A ce dernier Miguel présenta le document "Révolution Universitaire", dans lequel il analysait le rôle des étudiants dans la société et conceptualisait des éléments centraux qui jettent les fondements de la lutte étudiante pour la réforme universitaire et la cogestion.



Luciano Cruz et Miguel Enríquez au congrès de la FEC en 1966

En octobre 1966 se tinrent les élections à la FEC (Fédération des Étudiants de Concepción). Le MUI (encore expression unitaire de miristes, socialistes, communistes, petits groupes et bases de gauche indépendante à l'Université) avait la possibilité d'enlever le FEC à la DC. Le MIR en tant que force majoritaire de l'alliance estimait qu'il

était en droit de présenter son leader Miguel Enríquez comme président. Le Parti Communiste et le Parti Socialiste, par leurs positions sectaires et de division, ne l'acceptèrent pas et rompirent le front unitaire de la gauche. Restèrent dans le MUI le MIR, le FUI, le GRAMA et les indépendants de gauche. A cause de la gauche traditionnelle, la DC conserva la majorité avec 1184 voix. La gauche obtint : MUI 810, PC 198, PS 162 (1160) et le PR 421.

Il s'était écoulé un peu plus d'un an depuis la fondation du MIR, l'organisation avançait très lentement dans sa structuration organique par la base, plus exactement on travaillait beaucoup sur l'idée organique de "brigade", qui dans la pratique était une assemblée générale des membres de l'organisation dans leur front respectif. La discussion politique et idéologique interne était intense mais, sans accords de base, ne permettait pas d'évoluer surtout vers une homogénéité. Il n'y avait pas d'avancée dans les définitions de politiques pour les fronts, et l'insertion et la croissance dans les secteurs populaires étaient très limitées.

Au niveau national, la DC et le gouvernement de Frei Montalva poursuivaient leur politique visant à moderniser le capitalisme chilien. Ils incitaient à la constitution d'organisations communautaires. En janvier 1966 ils approuvèrent la loi dite de "chilénisation du cuivre". L'idée était que l'État allait acquérir progressivement 51% du capital de la grande industrie minière que détenait le capital nord-américain. Plus tard furent adoptées les lois de syndicalisation paysanne et de réforme agraire. En bon gouvernement bourgeois qui défend les intérêts des propriétaires du pouvoir et de la richesse, en même temps qu'ils déchaînaient leur politique d'augmentations, ils réprimaient sans cesse les mobilisations populaires au moyen du Groupe Mobile de Carabiniers. Le 11 mars 1966 ils firent appel à l'armée pour réprimer le conflit des ouvriers de la compagnie Mineral El Salvador (mines de cuivres dans le désert d'Atacama, alors propriété de firmes US, NdT).

La répression se solda par la mort de 2 femmes, 6 ouvriers et de nombreux blessés.

En 1967 le mouvement populaire commença dans tous les secteurs et dans de nombreuses régions du pays à manifester une activité croissante et soutenue. Initialement les manifestations sont plus grandes dans des secteurs sociaux jusqu'alors exclus, les plus pauvres de la ville et de la campagne : les sans-toit, les paysans, les femmes et les jeunes. Les étudiants des universités radicalisent et étendent leurs luttes au niveau national pour la réforme universitaire et son union avec les luttes du peuple. À Concepción le processus de lutte pour la réforme universitaire s'approfondit, le mouvement étudiant fomenta des grèves longues et acharnées, propose des impératifs de démocratisation, réclame 25% de représentation estudiantine dans tous les organismes universitaires comme première étape dans la lutte pour la cogestion estudiantine à tous les niveaux universitaires, expulse définitivement le Corps de Paix nord-américain, remet en cause ouvertement et activement le pouvoir maçonnique dans l'Université, rejette la discrimination et la persécution idéologique contre les étudiants et les professeurs. Ils sont aussi présents dans toutes les luttes populaires de la zone, en apportant non seulement la solidarité mais aussi en se fondant dans les actions ouvrières.

Tout ce travail profond de presque quatre ans créa les conditions pour qu'une partie importante des centres estudiantins de l'Université de Concepción soit conquise par le MUI, certains emblématiques comme celui de médecine qui élit comme président Bautista van Schouwen. La position la plus élevée est atteinte en octobre 1967 quand le MIR, par un de ses leaders, Luciano Cruz Aguayo (également étudiant en médecine), gagne la Fédération et la Présidence de la FEC. Ce fait contribue à donner au mirisme une importante envergure nationale. Le MUI (expression de masses du MIR dans l'Université) l'emporta par des exposés qui situaient le mouvement étudiant comme partie d'une stratégie révolutionnaire. Il considérait l'université comme

“...partie de l'ensemble superstructure, au service de la classe dominante, la bourgeoisie nationale et le capital étranger, comme un pilier de plus du régime d'exploitation capitaliste”. La lutte étudiante est “destinée fondamentalement à changer les intérêts auxquels sert l'université”... “Les étudiants révolutionnaires luttent à long terme à l'intérieur de l'Université pour la Révolution Universitaire et à court terme pour toute une série de revendications estudiantines -en mettant l'accent sur la cogestion comme but transitoire-, tandis que leur lutte fondamentale sert à transformer la société entière par la révolution et l'insurrection armée, s'intégrant au mouvement ouvrier et paysan après la Révolution Socialiste (37).

Au sein de la gauche et du MIR, en plus de participer aux luttes du peuple se posait avec force la discussion des formes de lutte et d'organisation à impulser à l'intérieur des masses. C'était l'époque de la lutte de guérilla de Che Guevara en Bolivie, la gauche latino-américaine impulsait l'OLAS (août 1967) qui réunie à Cuba proclama comme un devoir et un droit des peuples d'Amérique latine de faire la révolution, d'affronter, en route vers le socialisme, l'impérialisme, les oligarchies bourgeoises et les propriétaires terriens. La lutte révolutionnaire armée constituait la ligne fondamentale, et les autres formes de lutte devaient servir et non retarder le développement de cette ligne centrale. Du fait des pressions, des manœuvres diverses et du timbre idéologique qu'on discernait à l'organisation, le MIR ne fut pas invité, mais se solidarisa avec elle (38). Il suivait avec attention l'action de guérilla dirigée par le Che et l'ELN en Bolivie. Tout comme de nombreux secteurs de la nouvelle gauche et de la gauche révolutionnaire, le revers et l'assassinat du Che en octobre 1967 dans la jungle bolivienne l'affecta profondément.

Dans ce contexte général, il est nécessaire de mentionner la réalisation du congrès du Parti Socialiste, à la fin de novembre 1967 à Chillan, qui décida que : “2.- La violence révolutionnaire est inévitable et légitime .Elle résulte nécessairement du caractère répressif et armé de

l'état de classe. Elle constitue la voie unique à la prise du pouvoir politique et économique et ensuite à sa défense et renforcement. Ce n'est qu'en détruisant l'appareil bureaucratique et militaire de l'Etat bourgeois qu'on peut consolider la révolution socialiste. 3.- Les formes pacifiques ou légales de lutte (revendicatives, idéologiques, électorales, etc.) ne conduisent pas par elles-mêmes au pouvoir. Le Parti Socialiste les considère comme des instruments limités d'action, incorporés au processus politique qui nous entraîne à la lutte armée (39). Ces accords créèrent en toute logique des tensions au sein du PS, et le mirent face à l'alternative permanente qui l'a accompagné tout au long de son existence : être conséquents entre le « dire » et le « faire » ; en outre, ils contribuèrent à faire culminer la crise du FRAP. N'oublions pas non plus que ces positions du PS donnèrent l'idée à certains - y compris à des secteurs du MIR d'alors - d'imaginer la possibilité d'entrer au PS comme force de soutien et de le gagner de l'intérieur à l'action révolutionnaire.

Deux ans et deux mois après sa fondation, si le MIR avait fait un pas important pour construire un pôle de regroupement des secteurs révolutionnaires et radicalisés de la gauche chilienne, son développement connaissait des difficultés du fait de sa cohésion idéologique limitée, du manque de clarté sur le plan de la stratégie et de la tactique, de ses positions insuffisantes sur le caractère du parti et de l'accentuation de traits propagandistes qui ne le liait pas étroitement aux masses. Ces facteurs empêchèrent sa transformation en alternative révolutionnaire réelle au réformisme et au centrisme à l'intérieur du mouvement populaire. Influèrent également la situation temporaire de reflux et la confusion politique à l'intérieur des masses travailleuses chiliennes après 1964 (défaite d'Allende), qui se traduisit par une importante diminution des luttes revendicatives et politiques. De plus, il faut prendre en considération l'influence, le combat politique et jusqu'à l'agression physique des secteurs réformistes, notamment du

PC, afin d'empêcher le travail miriste dans les fronts, l'accusant d'être des "provocateurs" et des "agents de l'ennemi".

C'était méconnaître les efforts déployés et les avancées ponctuelles obtenues par le MIR dans ses premières années d'existence sur plusieurs fronts : chez les ouvriers municipaux, dans le prolétariat industriel, auprès des mineurs, des habitants des poblaciones (quartiers marginalisés), des employés publics et dans les secteurs étudiants de Santiago et de Concepción. Le travail auprès des paysans était nul, sa première impulsion commençant en janvier 1968 avec les travaux d'été de la FEC dans la zone d'Arauco (40). Sur de nombreux fronts, il y avait des contacts ou un petit groupe de militants ; néanmoins l'influence réelle était faible, il n'y avait pas de direction, le réformisme et le centrisme n'étaient pas supplantés, et il y en avait très peu où avançait la construction d'une force de masses avec une politique classiste alternative. Il n'y aura pas de croissance notable ni –le plus important- d'influence ou de travail déterminants : ceci nous amène à estimer que le jeune mouvement révolutionnaire ne sera intervenu ni activement ni significativement dans les contradictions sociales et politiques fondamentales présentes en ces années-là.

En même temps, il est impossible de ne pas reconnaître qu'à l'intérieur du MIR des premières années les contradictions étaient fortes. Il était difficile d'arriver à des accords sur les positions idéologiques, politiques et organisationnelles, ce qui fut un obstacle à l'activité extérieure du parti et donc pour gagner de la force dans le mouvement de masses et avoir une incidence dans la politique nationale du moment. De ces premières années Miguel émit plus tard un déchirant diagnostic : "Le mouvement se développe entre 1965 et décembre 1967 marqué par les caractéristiques suivantes : C'était une foire d'empoigne, de groupes, de fractions, de disputes, etc. Il n'y avait pas un minimum de niveau organique. Le plus pur idéologisme prédominait". Il n'y avait pas de stratégie et moins encore de tactique. Isolés des masses. On n'a jamais sérieusement tenté de réaliser des

actions armées, alors qu'on en parlait et que le mouvement se définissait par la lutte armée” (41). C'étaient des “années où on commençait à chercher un programme révolutionnaire dans des secteurs et des zones restreintes du pays, neutralisés en interne par une lutte de tendances qui impliquait plus d'une dizaine de groupes internes (42).

6. Décembre 1967- 1968 : Miguel prend la direction du MIR. Conduite initiale

Durant ces années initiales, l'insertion du MIR dans les masses ne fut en rien un processus facile, étant donné le poids politique et le contrôle que durant des décennies exercèrent les partis traditionnels, communistes et socialistes avec leur politique réformiste caractérisée pour développer les luttes de la classe ouvrière et du peuple dans le cadre institutionnel et avec un caractère revendicatif accentué. Mais influençait aussi de manière importante le fait qu'au sein de l'organisation des secteurs importants de la direction et de la base ne s'engageaient pas fermement et de manière pratique dans la construction du parti, dans la construction d'une force de masses et dans l'impulsion de formes et de méthodes de luttes différentes. Au contraire ils donnaient la priorité à une discussion idéologique interne ardue et improductive. Il y eut cependant des secteurs où la discussion interne constante et riche se faisait dans l'objectif de gagner de l'influence à l'intérieur des fronts, des organisations sociales populaires, d'impulser avec elles une mise en mouvement direct dans l'objectif de satisfaire leurs revendications professionnelles, politiques et, en plus, de remettre en cause le système. Il était requis, pour cela, de développer au maximum la capacité et la force au travers d'un travail soutenu.

C'est dans la zone de Concepción que les avancées furent les plus grandes et significatives, avec un travail qui débuta sur le front étudiant, et ensuite s'étendit de manière limitée à d'autres ; mais tout ce processus positif de construction de forces forma et renforça des cadres qui progressivement nécessitèrent et exigèrent un type nouveau de conduite et de pratique du parti comme ensemble. C'est dans ce moment nouveau du développement et des exigences posées au MIR que le noyau de direction qui s'était formé à Concepción commença à jouer un rôle central, qui prenait d'autant plus de force du fait que d'autres jeunes cadres avançaient dans une expérience similaire à Santiago et dans d'autres villes. Ce secteur jeune dont la figure la plus importante était Miguel Enríquez, estimait que la direction du mouvement était incapable de résoudre quatre grands problèmes : insuffisance sur les questions stratégiques, absence de tactique pour la période, construction du parti révolutionnaire, et formes et méthodes de lutte. C'est dans ce contexte que se déroula le troisième congrès général du MIR.

Le Congrès s'est réuni dans la Casa Chiale, centre culturel et siège du Parti Socialiste de la Commune de Saint Miguel à Santiago, les 7 et 8 décembre 1967. La nombreuse représentation de Concepción arriva dans deux mini-bus. Le Congrès fut ouvert par Enrique Sepulveda qui, au nom du Secrétariat National, présenta un bilan d'activités, très discuté par les participants et sur lequel il n'y eut pas d'accord de la majorité des délégués. Puis se constituèrent et se mirent à travailler les commissions, parmi lesquelles celles de la stratégie, du moment politique et de la tactique, et des statuts.

Ouvrons une parenthèse pour dire que Miguel Enríquez ne participa pas au premier jour du Congrès, étant donné qu'il était invité en novembre 1967, en reconnaissance des avancées politiques du MIR à Concepción, par la direction de la Révolution cubaine dans l'île (43).



Début 1967

Le retour via Prague et Paris fut retardé, et cela explique qu'il participa seulement au deuxième jour du IIIe Congrès du MIR. Le congrès discuta et approuva deux analyses de la période politique que vivait le Chili (une analyse de la situation de dépendance des sociétés latino-américaines et la chilienne en particulier, sur un texte présenté par Luis Vitale, et une analyse plus conjoncturelle de la situation) et fixa quelques orientations pour un plan politique, avança des critères généraux pour le développement du parti et des définitions pour l'organisation. La Thèse politico-militaire ("La conquête du pouvoir par la voie insurrectionnelle) adoptée en 1965 fut approfondie et modifiée (44). Le Congrès n'apporta pas de solution, dans ce court temps de travail, à la plupart des problèmes politiques dont souffrait l'organisation. Ils restaient en suspens et plus tard se manifestèrent de manière aiguë

La direction nationale fut élue. Miguel indique à ce sujet : "Au Congrès National de décembre 1967...le secteur non traditionnel de Concepción et de Santiago prit la majorité du Comité Central (10 sur 15) et le Secrétariat National..." (45). Les témoignages divergent sur la manière dont Miguel fut élu Secrétaire Général, les uns affirmant que

ce fut en séance plénière, les autres que comme précédemment, il fut élu en interne par le CC (46). En général on peut dire qu'il n'est pas toujours possible de reconstruire une vision juste des Congrès ou réunions du CC du MIR entre les années 1965-1970 (47). Le CC de 15 membres reflétait un changement assez significatif, une partie importante de l'ancienne direction étant supplantée par les jeunes, parmi lesquels : Miguel Enríquez, Bautista van Schouwen, Luciano Cru, Edgardo Enríquez E., Sergio Zorrilla, Sergio Puerez, Pedro Henríquez, Torde Garez, Ricardo Ruez, Patricio Figueroa, Calos Ara, Nahuel Figueroa, Normand Gamba, Luis Vitale, Washington Figueroa. Le Secrétariat était constitué par Miguel, Luciano, Bautista, Zorille et Opérez.

Le fait que le secteur jeune non traditionnel, avec Miguel à la tête, prenait la direction du MIR signifiait qu'une partie importante des cadres plus anciens aurait personnellement le choix entre continuer à militer et agir comme "opposition interne, ou, comme d'autres, se séparer peu à peu de l'organisation -ce que firent Enrique Sepulveda, Oscar Waiss, Humberto Valenzuela, Martin Salas, Gabriel Smirnow, Clotario Blets, Edgardo Condeza, Orge Cerceda, Rel "Pela" Zapata, Mari Lobons etc. Ceci signifia pour l'organisation une perte importante d'expérience historique, de capacité politique et idéologique accumulée depuis de longues années de militantisme et de luttes. Plus encore, il est indéniable que ces vaillants dirigeants ont joué un rôle important dans le développement initial du MIR, ne fût-ce que par leur présence, en obligeant à un affrontement d'idées qui exigeait un effort et un dépassement constant de ceux qui se trouvaient en désaccord.

Miguel, au moment d'être élu principal dirigeant du MIR, avait 23 ans et achevait son internat en médecine à Concepción. Entre temps, le 29 janvier 1968, il s'était marié, dans une cérémonie privée et familiale, avec Alexandra Pizarro Romero -une étudiante en philosophie de l'université. En mars, réveillé par d'intenses combats de rue près de sa

maison, -les étudiants se solidarisant avec les enseignants affrontaient le Groupe Mobile-, il se rend à Santiago en train de nuit avec son ami et camarade “Bauchi” pour le passage de ses examens. Tous deux obtinrent la note maximale et furent déclarés médecins. Miguel, qui était un brillant élève de sa promotion, postula directement et obtint une bourse à l’Hôpital de Neurochirurgie à Santiago afin de se former comme neurologue. Ses professeurs furent les docteurs Alfonso Asenjo et Sergio Valladares. Très vite il s’installa à Santiago avec sa femme, ce qui l’éloigna physiquement de manière définitive de sa famille qui restait à Concepción, et temporairement de son “frère” Bautista qui exerçait à l’Hôpital Régional de Concepción où il avait obtenu une bourse dans la spécialisation de neurologie.

Avec Miguel à sa tête, le Secrétariat National (Luciano Cruz, Bautista van Schouwen, Sergio Zorrilla, Sergio Pérez) et, dans une moindre mesure, l’ensemble du CC mettent en œuvre les lignes politiques adoptées au troisième congrès. Le travail fondamental se fit au sein de la jeune organisation : développer les conceptions stratégiques et tactiques, essayer de faciliter le travail de l’organisation, déterminer la politique du parti, former ses cadres, diriger le travail d’insertion dans les masses, etc. De ce travail très intense, nous allons indiquer quelques événements marquants de sa première année comme responsable principal de l’organisation.



La première interview de Miguel Enríquez comme SG du MIR, Punto Final, 23 avril 1968

Pour démarrer l'année 1968 la direction et Miguel se lancèrent dans une activité intense. En janvier il conduisit les discussions fraternelles qui aboutirent très vite à l'intégration au MIR de deux petits groupes révolutionnaires, le GRAMA (Groupe Avancé Marxiste, de Concepción, dirigé par Arturo Vilavella et Pedro Holtz) et les FAR (Forces Armées Révolutionnaires, de Santiago, dirigées par Mario Espinosa). La revue Punto Final l'interviewe. Il y expose l'analyse du moment politique et le travail tactique de l'organisation. Cet article sert à faire connaître publiquement le nouveau leader du MIR. Un nouvel entretien est publié le 2 avril 1968 dans la même revue qui traite de thèmes centraux du moment, comme le terrorisme, les divergences du MIR avec le reste de la gauche, la lutte armée en régime démocratique, les questions de la guérilla, les rapports entre élections et voie armée, etc. Les positions formulées sur ce dernier point engendrèrent une certaine inquiétude dans un secteur du parti.

Dès le début et dans un style nouveau dans le travail de direction, il essaya d'établir des rapports étroits avec les niveaux régionaux de son parti. L'objectif était de se rapprocher des bases, de les armer politiquement et d'engendrer des conditions pour sortir les secteurs de leur "enfermement". Miguel fit de nombreux rapports et conférences, comme en particulier la réunion élargie de la Région de Concepción en mai 1968, en juin un rapport sur la "Situation Politique Nationale et la tactique du parti" au Comité Régional de Santiago, un autre aux bases du MIR dans l'Université du Chili qui sera édité sous le titre "Que faire ?"

Au milieu de l'année 1968, et dans le cadre des accords obtenus par le même Miguel avec la révolution cubaine l'année précédente, Luciano Cruz est envoyé à Cuba avant d'autres, pour approfondir la relation politique et parallèlement recevoir une formation spécialisée en matière des tâches spéciales, question très importante pour développer diverses exigences du travail miriste (48). C'est aussi à cette époque que Miguel prend une décision difficile mais bien mûrie : il suspend son travail de médecin pour se consacrer à plein temps à l'activité politique, il devient un "professionnel" du parti et de la lutte révolutionnaire.

Dans un moment d'essor de la guerre froide, le "camp socialiste" sous hégémonie soviétique, n'acceptait pas les dissidences parmi ses alliés et faisait tout pour les éviter. Ainsi, le 21 août 1968, des troupes des pays membre du Pacte de Varsovie, envahirent la Tchécoslovaquie afin de mettre un terme aux réformes impulsées par le leader communiste Alexander Dubcek. Dans les jours qui suivirent, Miguel, avec l'appui de Bauchi au nom du secrétariat, rédige la déclaration dans laquelle le MIR condamne l'invasion de la Tchécoslovaquie par les forces du Pacte de Varsovie, réaffirmant par là-même une ligne de claire indépendance et en même temps rejetant un modèle de construction socialiste bureaucratique. Elle exposait : "Nous répudions énergiquement l'intervention militaire soviétique en

Tchécoslovaquie. Cette intervention ne fut pas en défense du socialisme, qui avait été bien sauvegardé par les ouvriers et paysans tchèques, mais en défense des intérêts de la bureaucratie en URSS, et avec un contenu clairement contraire aux processus de démocratisation politique (49). Cette position entraîna de vives réactions de la part de la gauche traditionnelle chilienne qui passivement ou explicitement acceptait ou applaudissait l'invasion. Ce fut aussi le premier "choc" avec les Cubains.

Dans le second semestre de cette même année, il y eut de faibles avancées politiques et une croissance lente de l'organisation dans le nord, le centre et le sud du pays. Cependant demeuraient les faiblesses antérieures, les problèmes centraux relatifs aux conceptions politiques et au caractère et type de parti -ce qui contribua à entraver l'avancée. Le diagnostic de Miguel le reflétait : "une organisation qui était constituée par divers partis, groupes, fractions, avec des politiques divergentes en pensée, et dans la dernière période organiquement différenciées. Elle avait à la base tous les types de "militants", aucune sélection n'étant faite pour l'admission ; il y avait ainsi des "passionnés" de la révolution, des désengagés, des intellectueloïdes, etc. Sans niveaux d'organisation et de spécialisation acceptables. On avait une conception générale relativement correcte de la stratégie à long terme (Thèse Politico-Militaire, 1967) mais sans concrétisation tactique adaptée au pays et à la période... On a tenté beaucoup de choses, mais l'instrument de base (l'organisation) était mauvais..." (50)

Dans ces temps de grande effervescence juvénile dans le monde, l'activité de divers secteurs du mouvement de masses augmentait dans notre pays de manière soutenue, le secteur le plus activé étant le front étudiant. Devant cette action offensive, le gouvernement démocrate-chrétien de Frei Montalva développa une violence systématique contre l'activité des masses et accrut la répression (assassinats et répression brutale : massacre d'habitants à Puerto Montt, expulsions, indifférence dans la résolution des conflits,

intimidations policières, etc.). Pour la direction miriste c'était là la preuve des limites et obstacles posés par l'utilisation de méthodes traditionnelles de lutte de masses. Cherchant une sortie à cette situation et dans la perspective de "commencer des actions qui rompraient le cercle vicieux interne et permettraient d'élargir notre pénétration dans les fronts de masses..." (51), le Secrétariat National dirigé par Miguel impulsa lors du second semestre de 1968 une âpre discussion, premièrement dans le CC -puis dans toute l'organisation-, pour le gagner à la perspective d'initier prochainement des actions directes de masses et une action armée limitée -initialement de type urbain.

Aux discussions antérieures s'ajoutèrent, au sein de la direction, les problèmes sur le type de parti à construire ainsi que sur la ligne organisationnelle à impulser. De plus, survint un autre problème important de tactique conjoncturelle qui, à l'intérieur du MIR, prit des proportions remarquables. Il s'agissait de la position politique à adopter par la gauche révolutionnaire dans les élections législatives de mars 1969 et la présidentielle de 1970. A la suite d'une discussion générale de l'ensemble du CC, le Secrétariat National rédigea un document initial sur le sujet qui fut publié dans *El Rebelde* (52). L'article, qui n'est pas signé, indique en substance : "Le MIR n'entend pas présenter de candidats ni n'en appuyer aucun aux élections prochaines,...nous plonger dans les élections c'est conforter et ratifier dans les faits un ordre et une légalité que nous rejetons (...) Participer aux élections est se mélanger et se confondre avec tout le jeu politique traditionnel usé et discrédité qui se fait depuis des années sur le dos des masses qui n'obtiennent rien (...) Notre politique catégorique, ne pas participer aux élections, n'avoir aucune activité électorale, rejeter clairement la voie électorale, est ce qui nous permet aujourd'hui, plus que jamais, de dresser l'unique chemin : la lutte armée. [...] Ceci étant, cette position catégorique ne signifie pas tourner le dos aux élections considérées comme un processus politique. Il y aura des élections et

nous existerons comme alternative et comme groupe politique. Notre première tâche en rapport aux élections sera de mettre en question la voie électorale même, de démontrer au peuple, dans les faits et par des mots, que les élections sont inutiles et perverses. En second lieu nous nous consacrerons avec toute notre énergie à combattre, dans la théorie et l'action, les candidatures réactionnaires. Nous nous efforcerons de nous transformer en autorités en la matière. Nous développerons aussi toute une politique de critique et de combat face à toute tentative ou réalisation d'un front de collaboration de classes, de "Front Populaire". Enfin, le plus important de tout consistera à pousser, à approfondir et radicaliser les luttes revendicatives qui, dans la crise économique que vit le pays, seront très fréquentes et toujours plus violentes et moins légales. Ces luttes, en confrontation avec le processus électoral serviront à se positionner dans la période future" (53).

Les positions ci-dessus rendent la situation interne plus tendue et accentuent la discussion. Celle-ci s'intensifia lorsque la majorité du CC conduite par Miguel chargea le Secrétariat National, après la proposition de ne pas retarder la marche du parti, de rédiger un document public pour fixer la position officielle du MIR pour les élections. Ce qui fut fait (54). Les positions furent les mêmes que celles du document initial avec la précision suivante : "...sur le fondement de l'analyse...l'intensification de la lutte des classes se poursuivra et prendra plus d'élan. Les deux processus, l'électoral et la mobilisation des masses, se croiseront au cours de la période à venir. Notre rôle sera d'impulser et de pousser le second de ceux-ci sur des voies révolutionnaires. Il nous faudra impulser et appuyer toutes les formes de grèves, légales et illégales, les luttes dans les rues, les occupations de lieux de travail, de terres, les actions directes, etc. En ce qui concerne le processus politique que déclenchent les élections, nous ne pourrons pas rester en dehors. Au contraire, nous y participerons de toutes nos forces. Mais il n'est pas nécessaire -il est même nocif- de

développer une activité électorale. Nous nous y abstiendrons de manière absolue et catégorique. Durant toute la période nous mettrons en cause la voie électorale comme chemin. Nous ne le ferons pas de manière abstraite, mais à partir des intérêts et rapports réels des ouvriers et paysans...”. (55).

Le dernier trimestre de 1968 et le premier de 1969, toute l’organisation -en particulier sa direction- affronta des disputes fortes et polarisées où les problèmes de tactique, les formes de luttes et la conception du parti apparaissaient comme centrales. Il n’y avait pas de conditions pour aboutir à des accords consensuels au CC. Les décisions étaient presque toujours prises à la majorité contre la minorité, comme dans plusieurs secteurs régionaux et dans les bases (notamment à Santiago, Valparaiso et Coquimbo). La situation affectait le fonctionnement et le travail du parti. En mars 1969 la situation devint intenable. Miguel déclara : ”Le rendement des tâches n’atteignait pas les 50%. D’énormes tensions et conflits internes s’étaient développés qui rendaient impossible le travail. On n’était pas parvenu à rompre le cercle vicieux : pas d’actions armées faute d’organisation clandestine/ pas d’organisation clandestine par absence d’actions armées ; et pas de lien organique significatif avec le mouvement de masses” (56).

Le travail du parti dans certains endroits quasi s’arrêta. Cherchant une sortie à la situation la direction prit des décisions. Miguel les énonça comme suit : “face à l’impuissance dans laquelle se trouva le MIR du fait des luttes de tendances et de fractions, le Secrétariat National proposa au CC au cours de l’été 1969 d’avancer les congrès pour août de cette même année et commença sa préparation” (57). Parmi les différents groupes qui commençaient à se différencier en interne, nous pouvons distinguer un secteur trotskiste auquel appartenait une grande partie des membres de la minorité du CC et qui avait une force relative dans les régions de Santiago et Valparaiso, un autre groupe qui plus tard fut à l’origine du MR-2, et le secteur qui, rompant en même temps que d’autres, organisa la VOP. La majorité du CC correspondait

au groupe majoritaire et était fort dans les zones de Concepción et de Santiago.

Pour faire face à cette situation et définir des positions, le Secrétariat National dirigé par Miguel lança dans tout le mouvement une intense discussion interne relative à la politique du parti avec l'objectif de délimiter les positions politiques au sein des militants. Il prit quelques mesures d'organisation : nouvelles exigences requises pour entrer et militer, restructuration des secteurs politiques et en particulier de l'organisation, professionnalisation d'une partie de la Direction Nationale et de quelques cadres moyens, transferts de cadres pour multiplier le travail du parti dans des endroits et fronts prioritaires. Pour le congrès fut rédigé un document de référence qui reprenait l'évaluation, la caractérisation du moment politique, les orientations de ligne politique dans sa relation avec la stratégie politico-militaire de guerre révolutionnaire qui se posait -laquelle dépassait définitivement les conceptions "insurrectionnelles" des premières années et avançait avec la définition de "guerre révolutionnaire prolongée et irrégulière" (58). Avec la distribution du document commençait la phase de base du IV^e Congrès.

Au milieu de ce processus politique interne et externe plutôt complexe, avec le Congrès en marche, le Comité Régional du MIR de Concepción, par une initiative et décision propre et sans informer la Direction Nationale voulut effrayer un journaliste démocrate chrétien réactionnaire et provocateur, directeur du Tabloïde "Noticias de la Tarde" de Talcahuano et qui ne cessait de calomnier de manière systématique le MIR, les dirigeants étudiants, les professeurs universitaires. Un groupe le séquestra le 6 juin et le laissa en caleçon, quelques heures plus tard, à la sortie d'une fête universitaire -ce que la presse appellera "l'affaire Hernan Osses, le journaliste pilucho" (mot mapuche signifiant nu, NdT). Cette action malencontreuse et non planifiée fut utilisée comme prétexte par le gouvernement pour commencer une campagne de persécution idéologique en même

temps qu'une offensive répressive généralisée et forte centrée sur le MIR afin d'isoler ce secteur de l'opposition politique -non pour le danger qu'il représentait alors, mais pour ce qu'il pourrait devenir. La police et les carabiniers, en plus de violer le Quartier Universitaire de Concepción, se mirent à persécuter les membres de la direction nationale du MIR et du Comité Régional de Concepción. De nombreux membres de la direction nationale et de cadres moyens durent passer à la clandestinité et aller dans d'autres régions du pays où ils continuèrent leur travail politique semant des graines pour le travail révolutionnaire à venir.

La situation provoquée par la "bêtise de Concepción" bouleversa toute la situation et le travail du parti, obligea à suspendre le Congrès et à mettre en priorité la défense du parti. La minorité interne accusa le Secrétariat et en particulier Miguel d'avoir monté ce "fait accompli" pour empêcher le congrès et "se plaindre" au niveau de la direction. Dans ces circonstances l' "opposition interne" formée par les "...groupes les plus traditionnels du MIR (spécialement ceux d'origine trotskiste) réalisèrent un congrès fractionnel avec la participation de minorité des CR de Valparaíso, Coquimbo et Santiago ; cela étant reconnu par eux, le CC à 75% (le 25 juillet 1969) décida de les exclure" (59). L'"opposition interne" du CC (Genaro, Rodolfo, Pato, Vasco, Wiston) se sépara du MIR et, dans les semaines suivantes, d'autres membres dans tout le pays - en particulier de Santiago, Valparaíso et Coquimbo - firent de même en prenant la décision de s'auto-exclure (60).

Les exclus restèrent organisés : "Notre fraction, contrairement à celle de Enríquez, lutta avec le sigle MIR-FR et se consacra à travailler pour la candidature de Salvador Allende" (61). Par la suite un petit groupe constitué d'étudiants du Pédagogique de Santiago menés par Jorge Silva L., Juan Martínez et Rafael Ruiz M, du fait des problèmes qui affectaient le MITR et sur des positions "foquistes" qui cherchaient à transformer le MIR en organisation opérationnelle, se séparèrent pour

constituer plus tard le MR-2 (Mouvement Révolutionnaire Manuel Rodriguez). Résultat de la crise: une perte de 30% des membres à Santiago et de 15 à 20% pour l'ensemble du pays. Le processus de crise du parti fut analysé et porté à la connaissance des militants dans le document écrit par Miguel et présenté par le Secrétariat en juillet 1969, "Sin lastre avanzeramos más rapido". Une analyse plus large du processus de crise et du travail à mettre en place se trouve dans le document « La crisis por lo que atravesamos », d'août 1969.

La division qui affecta le MIR en 1969, d'abord au niveau de sa direction et ensuite aux différents niveaux du parti, fut le couronnement d'un processus soutenu de questionnement sur des divergences politiques quant à l'interprétation du moment politique, la détermination de la tactique à adopter, la conception du parti et les formes d'organisation et de lutte -questions qu'il fut impossible de résoudre par le débat et qui, à leur point culminant, affectèrent la coexistence interne et le travail externe. Cela fut assumé comme un coût nécessaire dans le développement politique de l'organisation et impliqua une perte importante d'expérience politique accumulée, mais renforça l'unité politique, idéologique et organisationnelle interne.

Les antécédents d'une certaine amplitude à la crise du MIR en 1969 mettent en évidence que sa division ne fut en aucun cas un fait simple, « une manœuvre surprenante » ou une décision imprévue d'une majorité arbitraire contre une minorité ingénue, mais plutôt un processus rendant manifestes des faits et des problèmes de fond non résolus pendant longtemps qui s'accrochèrent jusqu'à provoquer une crise au milieu de 1969. Comme affirma Miguel, "La division de 1969, un événement marquant dans le développement de notre parti, n'eut pas pour base... la stratégie du parti pour la conquête du pouvoir, mais les problèmes de spécificité de la période que nous traversons et la nature du parti que la révolution chilienne nécessite" (62).

7. 1969-1970 : la période d'actions directes de masse et opérationnelles

Immédiatement après les exclusions et auto-exclusions, d'une « homogénéisation de l'organisation au milieu de la répression, le Secrétariat dirigé par Miguel entreprend un ardu travail interne. Au milieu de conditions difficiles il y eut des réunions avec tous les comités régionaux pour expliquer et discuter des problèmes apparus, resserrer la direction et remettre des propositions constructives. Son travail en détail fut déterminant pour affronter le processus de crise, en sortir et développer autre chose. L'objectif était de procéder rapidement à la réorganisation, de renforcer politiquement le parti et de pouvoir avancer dans l'impulsion quasi immédiate d'actions armées (avec deux aires d'exécution, les actions directes dans les masses et les actions de nature opérationnelle), étant sous-entendu que celles-ci étaient accompagnées d'un travail politique et partisan permanent dans les fronts de masses.

Observons que le congrès national qui était en marche passa “aux oubliettes” et que, au lieu d'homogénéiser et renforcer l'organisation dans le cours de cet événement démocratique, on choisit de s'engager corps et âme sur le chemin de l'action et de laisser à la direction la résolution d'une partie importante des problèmes politiques du parti.

Rappelons-nous qu'avait commencé au Chili, depuis 1967, un processus de montée et d'extension des mobilisations de masses. La première à s'activer fut le mouvement étudiant au sujet de la réforme universitaire suivi par l'action des habitants luttant pour leur site et le logement et d'autres revendications puis des Mapuches dans la zone sud avec leurs revendications territoriales -qui s'étendra encore, par après, à d'autres zones paysannes. Postérieurement le processus d'activation s'étendit chez les travailleurs du secteur public, pour culminer juste avant l'élection d'Allende avec la classe ouvrière

syndicalisée de la grande industrie. Il commença par les secteurs pauvres de la ville et de la campagne, qui ne disposaient pas d'espace, de représentation et de pouvoir de négociation institutionnel où résoudre leurs justes revendications, dans les secteurs où l'influence et le contrôle de la gauche traditionnelle était plus faible. Le MIR n'a pas inventé les luttes de ces secteurs, il les appuya et participa fermement, contribuant à les étendre. La radicalisation qu'elles mirent en évidence n'a rien de surprenant, il fallait employer des méthodes de luttes nouvelles afin de faire entendre ses revendications. La direction et le MIR étaient conscients de cette nouvelle situation, aussi l'objectif était de dépasser les retards et de participer activement dans la période ascendante de luttes de classes.

Pour ces moments on établit que "...les tâches fondamentales d'un parti d'avant-garde sont la préparation de ses cadres, la pénétration dans les fronts de masses considérés comme stratégiques, l'agitation dans la rue, la propagande et les tâches spéciales..." (63). Le parti s'oriente aussi vers le début des "actions directes" et l'auto-défense de masses, dans le but d'augmenter la pénétration du MIR au niveau des fronts.

Les "actions directes" furent conçues par le MIR comme une tentative d'incorporer dans l'action politique et revendicative du mouvement de masses des formes illégales et conspiratives de lutte (actions simples de frayeur, propagande armée en appui à des conflits, organisation de milices, etc.), réalisées par des secteurs à l'avant-poste d'un front, ou par des bases internes au parti pour appuyer directement le conflit et élever le niveau de la lutte revendicative et politique de masses en grèves, des prises de terrains et de propriétés foncières, des occupations d'usines, etc. Le MIR n'a pas créé ces formes de luttes, mais les a reprises de secteurs avancés des masses, pour leur donner ensuite une impulsion en tant que ligne d'action générale et systématique vers la rupture de la légalité bourgeoise (64).

Concernant les actions armées, ses objectifs “...ne pouvaient, par principe, être autres que les ennemis du peuple, c’est-à-dire la grande bourgeoisie industrielle, financière, commerciale et agraire ou ses représentants répressifs directs...”. Au sujet de sa relation avec les formes de luttes à employer, il était nécessaire “...que les formes de luttes mises en oeuvre par les masses mêmes et leur niveau de conscience politique atteignent un certain degré de développement qui, à son tour, aurait mis en évidence les obstacles et leur disposition à la lutte”. En ce qui concerne l’emploi de la violence “...il ne fait aucun doute qu’il revêtait, au Chili, connotations particulières aux yeux du peuple. C’est un fait indiscutable qu’au Chili l’usage de la violence à des fins politiques ou pour toute autre chose requiert un tel niveau de justification publique que, si ce n’est pas le cas, il y a une réaction populaire de rejet des exécuteurs et de commisération pour la victime.

Pour cela les actions directes du MIR devaient résoudre ce problème en agissant contre des ennemis clairement identifiés par le peuple et en dosant soigneusement l’usage de la violence à des niveaux justifiés aux yeux du peuple... les marges de l’usage de la violence étant ce qu’elle sont dans le peuple, nous devons être réalistes en reconnaissant qu’il n’y avait dès lors pas de grandes possibilités de les modifier... nous concevons l’usage de la violence sur des personnes comme un recours extrême pour des situations extrêmes,...les représailles... nous les exerçons non pas sur des personnes mais sur les biens et édifices de l’ennemi, dans des conjonctures particulièrement intenses de la lutte de classes dans le pays” (65)

Ils se mirent aussi à déterminer le caractère de l’organisation, le profil des membres et les conditions d’admission (66), et à inciter à la restructuration du parti cherchant à construire une organisation qui faciliterait la réalisation des objectifs fixés et pourrait combiner l’action armée avec le travail politique sur les fronts de masses. A la direction commença la pratique de la cooptation des membres au CC, méthode

acceptable en tant que mesure exceptionnelle et ponctuelle mais hautement négative si elle devient une pratique permanente.

Bien que dès le milieu de 1969 le processus de restructuration eût commencé à Santiago et Concepción, c'est à la fin de l'année que fut impulsée dans toutes les régions la structuration du parti dans les Groupes Politico-Militaires - GPM. - lesquels étaient des structures organiques établies dans un espace territorial avec des niveaux de bases politiques, opérationnelles, techniques et d'infrastructure, dirigées par une direction commune (67). Ainsi se cristallisa la vision de parti que défendait Miguel, celle qui correspondait avec sa ligne stratégique et tactique. Elle exprimait une conception politico-militaire : en tendant à la formation d'une structure solide du point de vue idéologique, politique, organique et militaire ; intégrée par des cadres révolutionnaires professionnels liés aux fronts ; préparés et structurés tant pour leur développement politique dans le mouvement de masses que pour leur développement militaire, dans le parti, chez les travailleurs et les pauvres de la campagne et de la ville.

En ce qui concerne le caractère du parti, les obligations des militants et les formes de travail en son sein, il y a des changements fondamentaux. Il était affirmé : "...Aujourd'hui... si les objectifs sont les mêmes, les priorités et les méthodes sont différentes. Le volume relatif de "tâches spéciales" doit augmenter énormément. Les "tâches spéciales" doivent cesser d'être réservées à un secteur de l'organisation pour devenir le problème de la majeure partie du Mouvement. Les questions politiques seront strictement liées aux tâches spéciales. L'intégration du politique et du militaire seront une réalité [...]. Il n'y aura plus d'espace pour les tendances trop divergentes.

L'organisation devra acquérir une relative homogénéité politique : seules les nuances et les désaccords mineurs pourront subsister. Après la discussion, la minorité devra se soumettre à la majorité et la discipline devra être renforcée. Sans violer sur l'essentiel -les principes de la démocratie interne et du centralisme- il sera demandé aux

militants d'accorder une plus grande délégation de pouvoirs dans les structures intermédiaires et supérieures. Celles-ci devront acquérir une plus grande autonomie. Les militants devront accepter les règles d'une rigoureuse clandestinité. Le type de militant qui entrera au MIR doit être différent de ce qu'il était. Les amateurs devront abandonner l'organisation. Il ne suffira pas de respecter passivement les horaires des réunions. On n'entrera plus ni ne quittera plus le parti de n'importe quelle façon. Le don de soi devra être total. L'organisation décidera si un militant doit ou non travailler, ou étudier, où habiter, etc. [...]. C'est la seule façon de construire une organisation solide, disciplinée, efficace, capable de moins discuter et d'opérer en pleine clandestinité. C'est cette organisation-là qui réalisera des actions et commencera la guerre de classes au Chili" (68). Un style de construction et de travail de parti rigide, discipliné et compartimenté commençait à se mettre en place, avec une forte accentuation de traits centralistes de fonctionnement et de direction, question qui imprégna postérieurement la pratique interne du MIR en différentes périodes.

Parallèlement au travail politique, à partir de septembre 1969 se développèrent de manière plus systématique les actions armées vers un accroissement de la ligne d'expropriations, tant celles quant à l'approvisionnement logistique (matériel de communications, sanitaire, récupération d'armement, ressources, etc.), que les expropriations bancaires qui engageaient en particulier la Direction Nationale. En général les actions armées n'étaient pas reconnues. Elles ont nécessité un très grand effort du parti, elles ont exigé de disposer des infrastructures nécessaires à leur réalisation (maisons de sécurité, dépôts, ateliers, véhicules, locaux, etc.). Les plus notoires furent les expropriations bancaires. La première réussite se fit à la succursale de Banco Londres-Santa Elena à Santiago. Les expropriations de banques, qui étaient conçues comme des actions de financement des activités, eurent un grand impact en raison de la couverture qu'en donna la presse à sensation et de droite, qui présentait le MIR de

manière totalement faussée, qui ne donnait pas une vue exacte du multiple travail de l'organisation. Plus encore, certains secteurs intéressés construisent à partir de là une image d'un MIR qui n'était qu'un groupe armé. La réalité à la base et dans l'ensemble était bien différente. Dans cette période au moins 90% de la force du parti miriste était insérée dans les fronts de masses réalisant un travail politique pour faire croître l'accumulation de force révolutionnaire. Beaucoup de ces actions armées furent des succès, d'autres échouèrent. Tout en en mentionnant les inconvénients, Miguel participa à plusieurs actions, commençant ainsi sa formation de combattant.

Défendant les expropriations bancaires, Miguel déclarait à la presse que "...les organisations révolutionnaires pour s'organiser et se préparer à des niveaux supérieurs de lutte... ont besoin de financer leurs activités au moyen d'expropriations révolutionnaires... Ceux qui réalisent ce type de tâches ne peuvent être confondus avec les voleurs ou délinquants de droit commun. Les seuls voleurs sont les patrons d'usines et fonciers qui volent le produit de leur travail aux ouvriers et paysans...". Au sujet de l'usage fait des fonds, il disait, "Les révolutionnaires (...) quand ils exproprient de l'argent à ceux qui eux l'ont volé aux ouvriers et paysans, l'utilisent non pour leur profit personnel, mais pour financer les tâches qui permettent d'organiser la défense des ouvriers et des paysans. Ils ne l'ont jamais utilisé pour leur gain personnel, au contraire, se consacrant entièrement aux tâches qui permettent de défendre les travailleurs contre les balles des gouvernants et l'exploitation des patrons, ils vivent comme un révolutionnaire doit vivre : avec le minimum (69).

Dans le second semestre de 1969 et dans le cours de 1970, s'intensifièrent les "actions directes" dans les fronts de masses. A aucun moment le MIR n'a attribué à celles-ci un rôle d'"initiatrices" de la lutte de classes, mais les considéraient comme un appui à la lutte qu'impulsaient les travailleurs sur ce front à un moment d'avancée et

de développement de leur lutte contre leurs ennemis, les patrons et les oppresseurs. En outre, elles correspondaient à l'état d'esprit et aux exigences des masses (70). En raison du silence des médias, elles n'eurent pas de répercussion publique mais seulement une importance dans le lieu du conflit. Les actions directes et en particulier les expropriations furent réprimées par le gouvernement de Frei et attaquées durement par les autres secteurs de la gauche. Les méthodes d'action directe ne furent pas seulement impulsées par le MIR, elles se massifièrent ultérieurement dans la population, au niveau des fronts paysans, ouvriers et étudiants. Les actions armées limitées, en particulier les expropriations, cessèrent en mars 1970. D'autres actions armées furent suspendues définitivement en juin 1970. Dans cette décision a été déterminante la perception des masses à l'intérieur des fronts ; il fallait éviter aux travailleurs une alternative exclusive de type « être avec le MIR », ou « être avec Allende ». Les risques endurés entrèrent aussi en ligne de compte. Enfin, il y eut les conversations entre le MIR et l'UP, au plus haut niveau depuis décembre 1969, auxquelles participèrent Allende et Miguel, au moment où l'Unité Populaire définissait son programme et choisissait son candidat.

L'année 1970 commençait, le gouvernement de Frei Montalva arrivait à son terme, sa politique et les mesures déployées au cours des cinq années écoulées n'avaient pas résolu les problèmes du système capitaliste et dépendant présents au Chili depuis les années 60. Au contraire, la détérioration économique s'est accentuée et a ouvert la voie à une montée des niveaux de luttes des masses, approfondissant à tel point la crise qu'à partir de 1970 elle a manifesté celle du système de domination.

Les mobilisations sociales de grande ampleur s'étendent et radicalisent en 1969 leurs formes de lutte, s'en prenant directement à la légalité en place. Le gouvernement répond par sa politique de main de fer qui accentue l'escalade répressive directe et l'application continue de la Loi de Sécurité Intérieure de l'Etat. L'institution bourgeoise elle-

même (actions du Pouvoir Judiciaire et des Forces Armées) présente des situations de crise qui montrent des fissures dans la superstructure capitaliste. Le bloc dominant augmente ses contradictions, à tel point qu'il se divise politiquement. Dans la perspective de l'élection présidentielle de 1970, il présente deux candidats : Jorge Alessandri pour les secteurs les plus conservateurs, et Radomiro Tomic pour la Démocratie Chrétienne. Pour les affronter l'Unité Populaire, alliance sous hégémonie des partis communiste et socialiste, comprenant en outre le parti radical, le MAPU et d'autres secteurs mineurs, choisit comme candidat le militant socialiste Salvador Allende.

En parallèle au processus électoral, profitant de la disponibilité des masses et de l'augmentation de son activité, le MIR a élevé son travail politique à l'intérieur de celles-ci. Il recueillit, participa et conduisit leurs luttes en divers endroits du pays, dans les occupations de terrains des poblaciones de sans-toit par des campements d'habitants, dans les mobilisations d'ouvriers de petites et moyennes industries et autres secteurs manufacturiers, dans les massives « *corridos de cerco* » [*courses de clôture*], actions de récupération des terres usurpées initiées en 1970, NDLR] des Mapuches dans le sud, gagnant plus de force chez les étudiants. Toutes ces luttes s'accompagnèrent d'actions directes de masses. Il planta ainsi de fermes et amples piliers pour construire un mouvement politique et une force sociale avec une direction révolutionnaire. Cette avancée des mobilisations de masses et son active participation à celles-ci permirent au MIR de se développer et de se renforcer et de jouer un plus grand rôle dans la politique nationale.

Les actions de propagande armée furent définitivement suspendues fin juin 1970. Conduit étroitement par Miguel et la direction le travail militaire réussit à se diversifier et fit quelques progrès. En même temps qu'il continuait à construire sa force militaire propre, le MIR se préparait à la perspective de défendre une éventuelle victoire de la gauche. Après de vastes discussions avec Allende et dans les derniers

mois de la campagne, le MIR contribue à former son dispositif embryonnaire de sécurité (le futur GAP), tâche qui lui permet d'accéder à des moyens de formations, militaires et d'infrastructure. Sous la direction de Luciano le travail de renseignement commence contre la conspiration de la droite et l'impérialisme; le travail secret dans les forces armées se poursuit; il commence à fabriquer dans ses ateliers propres de l'armement simple; les unités opérationnelles se renforcent; il s'oriente vers la constitution de milices sur les divers fronts dans le cadre d'un plan général destiné à faire face à un possible coup d'État militaire réactionnaire, etc.

Quelques mois avant l'élection présidentielle le MIR avait fixé sa position à son sujet. Il était indiqué :

“(...) Nous ne développerons aucune activité électorale (...)... nous soutenons que les élections ne sont pas un chemin pour la conquête du pouvoir. Nous ne croyons pas que par cette voie il y aura un gouvernement des ouvriers et des paysans et que commencera la construction du socialisme. Nous sommes certains que si cette difficile victoire électorale populaire est obtenue, les classes dominantes n'hésiteront pas à faire un coup d'État militaire. (...) Notre tâche fondamentale sera alors d'aider à pousser l'essor que la lutte sociale met en évidence depuis plus de deux ans; nous éviterons dans la mesure de nos forces que le processus électoral freine ces phénomènes et préparerons de là les modèles politiques, organiques et militaires qui aideront à montrer le chemin face au dénouement de septembre, quel qu'il soit (...)”.

“Face à Tomic et Alessandri...tous deux représentant les capitalistes de la ville et de la campagne, les détenteurs du pouvoir et de la richesse, nationaux et étrangers...Ce sont les ennemis des ouvriers, paysans et habitants des poblaciones et donc nos ennemis,... Tous nos efforts viseront à les détruire comme classe (...) Tout ce que nous ferons comme activité électorale sera d’

attaquer directement la droite, en frappant et détruisant les intérêts de ceux qui sont derrière Tomic et Alessandri...”.

“L’Unité Populaire regroupe ceux qui cherchent à conquérir le pouvoir par la voie électorale. Nous croyons que c’est un chemin erroné. Mais le fait de diverger sur les méthodes n’en fait pas nos ennemis. Cela ne fait que mettre en évidence le fait que nous empruntons des chemins distincts... (...). Si les élections conduisaient à une victoire de l’Unité Populaire, ce que nous croyons énormément difficile, nous pensons qu’alors un coup d’État militaire réactionnaire viendrait tenter d’empêcher l’accès du peuple au pouvoir. Dans ce cas nous n’hésiterons pas à mettre notre appareil militaire naissant, nos cadres et tout ce que nous avons au service de la défense de ce qui a été conquis par les ouvriers et paysans...” (71).

Il ne fait pas de doute que dans ces déclarations s’exprime un changement par rapport à celles faites au début de 1969, on relève une plus grande flexibilité tactique. Plus bas on prendra connaissance d’un autre document (72), dans lequel s’affine beaucoup plus l’analyse et la position face aux élections, face à Allende et face à l’Unité Populaire, à tel point qu’en interne, on indiquait aux membres de l’organisation qu’ils avaient la liberté d’action pour décider de voter ou non.

8. Fin 1970 - septembre 1973 : la conduite dans la période prérévolutionnaire, durant le gouvernement de Salvador Allende (73)

1970 est un temps de démarcation dans la société chilienne, la victoire de Salvador Allende ouvrant une expérience sociale et politique inédite dans notre pays, le point le plus élevé en conscience, organisation et activité du mouvement populaire chilien dans son histoire. Le MIR

occupa une place remarquable à l'intérieur de cette riche expérience, conduit par Miguel Enríquez, qui durant cette période parvint à un développement substantiel de sa pensée et à un rôle reconnu de dirigeant. Nous présentons quelques faits marquants de son travail et de ses idées de base au cours de ces trois années.

La compréhension, réponse et insertion du MIR dans une conjoncture très complexe comme celle vécue par notre pays en 1970, de quelques mois avant l'élection jusqu'aux deux mois qui suivirent, ne fut pas facile, elle exigea le maximum de la capacité de conduite politique de Miguel et de la direction, afin de capter les changements et les faits nouveaux de la situation nationale et de définir une politique flexible, d'ajuster la tactique aux circonstances, sans que s'estompent le profil et le travail révolutionnaire, la capacité d'agir de manière active dans le processus. Tout cela, sans avaliser la stratégie des forces réformistes au sein de la gauche, en évitant de s'isoler socialement et politiquement et en même temps en avançant dans la construction de forces sociales et du parti pour progresser dans la réalisation de l'objectif stratégique de la conquête du pouvoir. Bien que sur ce plan il y eut des avancées très importantes, ce fut par moments difficile et avec un certain retard.

Le MIR, engagé dans le travail d'accumulation de forces à l'intérieur du mouvement de masses, à mesure que se rapprochaient les élections de septembre 1970, perçut la possibilité d'une victoire d'Allende à ces élections. La visualisation de cette perspective favorable pour le mouvement populaire et bien qu'il ne participât pas au travail électoral proprement dit, posa à la direction du MIR la nécessité d'élaborer un Plan de Défense massif, face à l'éventualité de cette victoire. Il travailla sur l'hypothèse qu'en cas de victoire, " un coup militaire réactionnaire essaierait de l'empêcher". Dans ses orientations centrales, ce plan envisageait la constitution d'un front commun avec d'autres forces de gauche pour affronter et empêcher une telle tentative téméraire, et faute d'y parvenir, créer les conditions minimales pour une lutte de

longue portée. Le parti s'orienta vers la réalisation de quatre lignes de travail : les tâches à caractère opérationnel et conspiratif au niveau centralisé et régional ; les tâches à impulser dans les fronts de masses (plan de défense pour chaque front, construction de milices ou de masse armée, tâches d'agitation et de propagande, armement artisanal etc.) (74); tâches de réseaux et plans de sécurité et participation à l'organisation d'un groupe de protection de Salvador Allende.

4 septembre 1970 : c'est la victoire de Salvador Allende à l'élection présidentielle (75). L'avancée du mouvement de masses et la division politique de la bourgeoisie permirent à l'Unité Populaire de gagner électoralement, chose que le MIR avait cru d'abord impossible puis enfin difficile. Dans les jours qui suivirent il soutient que « l'ascension des mobilisations de masses dans les dernières années et la division temporaire de l'unité politique des classes dominantes ont permis que se produise ce que nous avions estimé très difficile : la Gauche a obtenu la majorité électorale. » Avec la victoire de l'Unité Populaire « s'ouvre une nouvelle période historique pour les travailleurs...c'est une nouvelle avancée pour la conquête du pouvoir et objectivement elle favorise le développement d'une voie révolutionnaire au Chili et par conséquent elle favorise aussi la gauche révolutionnaire...que la majorité électorale de la gauche ou un gouvernement de l'UP sont un excellent point de départ pour la lutte directe pour la conquête du pouvoir par les travailleurs, qui en incorporant de nouveaux contingents de masses et sous de nouvelles formes de lutte, certainement finira par un affrontement entre les exploités nationaux et étrangers d'un côté et les travailleurs de l'autre...que s'est formée une impasse entre les classes dominantes et les travailleurs...qui sera réglée par un affrontement des pauvres de la campagne et de la ville avec les propriétaires du pouvoir et de la richesse qui, s'il est aujourd'hui remis à plus tard, se résoudra assurément par la voie violente...” (76). Dans la même déclaration, le MIR appelait à défendre la victoire électorale avec la participation

active des masses, au rejet des négociations avec la Démocratie Chrétienne, et au travail de lutte des masses contre la sédition.

Les préoccupations et tâches centrales immédiates pour la direction menée par Miguel, qui n'étaient pas mineures pour l'ensemble du parti, furent d'ouvrir la voie à un court mais profond processus de réflexion et de discussion, pour analyser les causes qui avaient facilité la victoire d'Allende, sa portée, ses possibilités, ses limites, le rôle des révolutionnaires et quels étaient les présupposés pour élaborer une tactique adaptée à la nouvelle situation. Cette forte discussion, qui sur le fond traitait du rôle des révolutionnaires dans la période, ne fut pas facile à l'intérieur du MIR, les frictions internes ne furent pas absentes. Au sein des militants des positions diverses s'exprimaient : d'un côté se manifestaient ceux qui estimaient qu'avec l'arrivée d'Allende au gouvernement, ce qui commençait à s'exprimer était une dualité ouverte de pouvoirs ; de l'autre, ceux qui avaient été formés antérieurement au sein d'un foquisme acritique voyaient dans l'arrivée du gouvernement UP disparaître leur option politique et la possibilité de mener la guérilla. Mais il y avait aussi ceux qui croyaient que les secteurs révolutionnaires devaient appuyer et favoriser l'UP dans l'impulsion des transformations qu'elle se proposait. Et enfin, la position du secteur le plus nombreux et important, qui voyait la nécessité de radicaliser le processus à travers l'impulsion et la conduite de la lutte indépendante des masses pour générer une nouvelle situation conforme aux possibilités que la période offrait. Miguel bien que proche de cette dernière position, dut prendre en compte les diverses positions. Plus, il est important de reconnaître que durant plus d'une année on travailla selon une tactique à court terme qui accordait la priorité à un affrontement imminent, ce qui retarda la construction d'une proposition politique alternative au projet du réformisme au sein du mouvement des masses. Précisons que de manière permanente ou aiguë ponctuelle, les deux dernières positions

furent présentes et se confrontèrent durant toute cette période à l'intérieur du MIR.

Fin septembre de cette année, la direction du MIR a rendu publique une politique à ce sujet.

Après avoir analysé le rôle de l'impérialisme et des bourgeoisies en Amérique latine, le caractère des gouvernements réformistes dans notre continent, avoir approfondi les causes, la signification de la portée de la victoire électorale de l'UP, ainsi que les possibilités de son programme, elle affirmait que : la victoire électorale de l'UP laissant encore en suspens le fondamental qu'est la lutte pour le pouvoir, que les classes patronales ne le céderont pas facilement et par conséquent les affrontements décisifs n'étaient que différés et la nouvelle situation exigeait des adaptations dans les formes tactiques de lutte. Il était reconnu que le MIR avait fait concernant les élections « ...une mauvaise appréciation en surévaluant la force politico-tactique de la droite affrontant la victoire électorale de la gauche et en sous-évaluant la capacité de manœuvre tactique de l'UP en cas de victoire. Cela a fait que nous avons développé nos activités sur la base soit d'une défaite électorale de l'UP, soit d'une victoire électorale de l'UP suivie à très court terme d'un affrontement de classes, et nous n'avons pas prévu en profondeur que l'UP pourrait être au gouvernement »(77).

Aussitôt, tout en reconnaissant dans la victoire d'Allende une conquête des travailleurs qui ouvrait d'énormes possibilités à un processus révolutionnaire, la déclaration posait les limites d'un possible gouvernement UP, les forces stratégiques des classes dominantes et les perspectives de la situation nouvelle. Il était déclaré que « la tâche fondamentale du moment est de défendre la victoire électorale contre les manœuvres de la bourgeoisie et de l'impérialisme, pousser les mobilisations populaires de masses à partir de leurs fronts pour ces objectifs et formuler une politique en direction des sous-officiers et de la troupe...Signalons les dangers qui guettent le peuple sur le chemin de la conquête du pouvoir par les travailleurs à partir

d'une majorité électorale, cherchant à le préparer pour l'affrontement que ce chemin implique nécessairement. Nous combattons les manœuvres des momios (réactionnaires), nous dénonçons les intentions obscures de la DC et son noir passé, nous appuyons les secteurs révolutionnaires de l'UP, et nous tenterons de déplacer le centre de décision de la Moneda (Palais présidentiel) et des couloirs du Congrès aux fronts de masses mobilisés. [...]. Postérieurement nous pousserons à la réalisation du programme, affirmant son développement dans les couches les plus pauvres de la société comme manière d'assurer le cours révolutionnaire et socialiste du processus. [...] Actuellement beaucoup de questions fondamentales posent problème. Il faudra observer objectivement le processus, avec le socialisme comme seul but, étant entendu que nos possibilités d'appui ou d'opposition à ce que l'UP réalise ne signifieront pas des déviations opportunistes dans la mesure où nos objectifs et notre chemin restent clairs » (78).

Immédiatement après la victoire d'Allende, parallèle à l'activation sociale populaire dans les fronts, la droite et l'impérialisme agitent le danger de la "terreur communiste", incitent à la panique économique et psychologique, des secteurs de l'ultra-droite appellent ouvertement à réaliser un coup d'État militaire, organisent des groupes armés comme "Patria y Libertad", accentuent leurs plans conspiratifs et militaires, réalisent des manœuvres pour empêcher que le Congrès confirme Allende comme président. La Démocratie Chrétienne tente sans succès d'amener le Congrès à déclarer Jorge Alessandri président élu, pour qu'ensuite ce dernier démissionne et ouvre la voie à la réélection de Frei, etc.

Le MIR, petite organisation, qui agissait encore dans la clandestinité, tout en multipliant son activité et son travail de masse dans les fronts, impulsait parallèlement d'autres tâches indispensables, entre autres celles d'information et de renseignement dirigées par Luciano Cruz (79), obtenant des éléments qui montraient la participation de Patria y

Libertad (avec l'appui du gouvernement usaméricain et de membres de l'Armée, ce qui fut prouvé plus tard) dans le développement d'une série d'attentats qu'ils attribuaient à des "groupes terroristes de gauche", faits qui étaient présentés comme justifiant une intervention militaire et destinés à empêcher Allende de prendre ses fonctions. La découverte par le MIR de ces plans séditieux et leur dénonciation opportune (21 octobre) facilita leur avortement (80). Néanmoins, ne fut pas détectée ni ne put être évitée l'opération d'enlèvement de René Schneider, commandant en chef de l'armée, qui fut assassiné au moment d'être capturé.

Ces faits firent reculer la droite et ouvrirent la voie pour que la Démocratie Chrétienne impose à l'Unité Populaire un Statut de Garanties Constitutionnelles (81) comprises "comme une défense de la société chilienne face à un gouvernement marxiste", ce qui impliquait une modification de la Constitution. Allende parvint à prendre sa fonction de Président du Chili le 3 novembre 1970.

C'est alors que commence dans notre pays une période prérévolutionnaire - laquelle est appréciée et assumée dans toute sa signification par le MIR, de manière claire seulement au milieu de 1972 - (82), qui ouvrit de larges possibilités d'avancée, mais aussi le danger de reculs politiques et sociaux. Divers facteurs caractérisaient la période : accentuation de la crise économique et sociale qui accompagnait le modèle de substitution aux exportations et qui avait été approfondi sous le gouvernement de Frei Montalva. La classe dominante était divisée, déconcertée par la victoire et la montée d'Allende et l'échec de ses plans putschistes. Les institutions bourgeoises (Congrès, Contrôle et Pouvoir Judiciaire) restaient contrôlées par la droite et montraient des traits d'autonomie. Les Forces Armées maintenaient leur esprit de corps et respectaient les dispositions constitutionnelles, mais en s'imprégnant chaque jour de la situation socio-politique dans laquelle elles étaient immergées. Les masses étaient activées dans tous leurs secteurs sociaux et sentaient

qu'il était légitime de lutter, exiger et satisfaire leurs revendications de base qui leur avaient toujours été refusées et que le gouvernement de la gauche pouvait accomplir. Toutes les classes luttèrent pour leurs intérêts, en général contradictoires, ce qui intensifia les affrontements ouverts entre les classes.

Installé à la Moneda, Allende prit l'initiative de prendre les premières mesures populaires, envoya au Congrès les projets de nationalisation du cuivre et des banques. Les secteurs de la classe dominante étaient confus et en repli. Pour sa part le MIR et au travers de l'objectif de pousser et de faire avancer la réforme agraire, dirige à partir de décembre les luttes paysannes avec prises de terres dans le sud du pays, en particulier les "corridos de cercos" (récupération de terres) du peuple mapuche sous le mot d'ordre de "Pain, Terre et Socialisme". La relation politique du MIR avec Allende et l'UP se politise, avec quelques-unes de ses forces politiques la relation fut positive et on chercha des avancées constructives. Les divergences subsistaient entre le PC et le MIR, situation qui s'aggrava suite à la mort du militant miriste Arnoldo Rios à Concepción, des mains d'un militant communiste (83).

Le Parti Communiste rompit avec deux principes fondamentaux qui auraient dû être appliqués dans cette période et toujours : résoudre les différences au moyen de la discussion idéologique et gagner des forces en frappant ensemble l'ennemi principal.

Exigées par Allende, commencèrent et se développèrent les conversations entre le MIR et le PC et entre décembre 1970 et juin 1971, entre le MIR et l'UP. On parla beaucoup mais le résultat ne fut pas très profitable, et qui plus est cette "...alliance de fait, non formelle entre l'UP et le MIR" fut utilisée par l'UP comme un acte dilatoire pour retenir l'élan politique du MIR et non pour aboutir à des accords pour des luttes unies (84). Ce fait tragique fortuit, regardé avec la distance du temps, par ses conséquences, joua indiscutablement à

l'intérieur de l'organisation un rôle primordial dans la politique du MIR envers l'UP durant une bonne partie de 1971.

Le président Allende fit un important geste en décembre 1970 en accordant l'amnistie à près d'une trentaine de militants du MIR qui étaient prisonniers depuis le temps du gouvernement de Frei Montalva, ou vivaient clandestins et étaient sous le coup de poursuites politiques. Cela fit que l'organisation retourna à la légalité, permettant à Miguel Enríquez et à une partie importante de la direction d'agir de manière plus publique. Allende proposa aussi l'incorporation du MIR dans l'UP et sa participation au gouvernement avec un ministre (Enríquez à la Santé Publique) mais le MIR refusa en raison des divergences programmatiques, stratégiques, d'une appréciation différente de la situation nationale ainsi que sur la façon d'y faire face. L'organisation conserva son indépendance et continua à apporter au gouvernement un appui critique.

Dans la période le MIR, malgré les différences politiques, aux niveaux programmatique, stratégique et tactique avec l'UP, se proposa dans sa politique d'alliances d'établir des accords avec l'ensemble du front politique, ou de secteurs ou partis le composant, de caractère ponctuel ou permanent. Il y eut des succès à des moments ou dans des circonstances précises, mais de signification limitée. À notre avis, il n'a pas été possible de les approfondir en raison des différences politiques de caractère stratégique et tactique qui existaient, en outre, l'UP ou des forces la composant, en général posèrent comme condition que le MIR n'impulse plus sa politique indépendante, et ne soit plus critique à l'égard du gouvernement, questions qui pour le MIR n'étaient pas négociables. Il y eut des périodes de conversations au plus haut niveau (début 1971, avril 1972 et juin 1972) sans succès substantiels (85).

Il y eut des accords ponctuels partiels d'action commune dans tout le pays et à des moments déterminés sur : la défense de la stabilité du gouvernement, la mobilisation de masses, les élections dans les fronts de masses, la lutte contre les conspirations de la droite, les marches

publiques, etc. Le MIR synthétisait sa politique à l'égard de l'UP comme suit : "Frapper ensemble et marcher séparément", orientation qui à aucun moment ne laissa de côté la nécessité d'un intense combat idéologique avec les positions caractérisées comme réformisme (ouvrier et petit-bourgeois) et centrisme. Des preuves de cette politique et de cette façon d'agir se trouvent clairement dans les discours, conférences de presse et forums auxquels participa Miguel Enríquez dans la période, certains d'entre eux se trouvant sur le site internet d'Archivo Chile.

Durant la période le MIR savait clairement quels étaient les ennemis principaux, de manière constante dans ses exposés ou apparitions publiques devant les masses, il analysait les intérêts de classe concernés, leur politique passée et présente et quelle était la politique que les travailleurs et le peuple devaient avoir face à eux. Le document de juin 1971 intitulé "El MIR responde a Frei" illustre cette pratique : "...monsieur Frei, ce qui aujourd'hui est menacé au Chili, ce n'est pas l'ordre et la sécurité des Chiliens, ce qui réellement est une menace et que vous défendez est le pouvoir et la richesse que quelques-uns veulent conserver dans leurs mains. Ceux qui provoquent le chaos ne sont pas les forces de la gauche ni de la gauche révolutionnaire mais les yankees, les propriétaires terriens et les industriels qui aujourd'hui complotent et sabotent la production industrielle, de cuivre et de la pêche. Ce n'est pas la gauche qui a semé la haine et la violence au Chili, mais ceux qui ont exploité et massacré le peuple durant des décennies, et qui aujourd'hui n'ont pas hésité à recourir au crime ou à l'exploitation du crime pour défendre leurs privilèges" (86).

Il n'est pas étonnant que les différences entre le MIR et l'UP se soient exprimées de manière directe. C'est ce que reflétaient les positions publiques du MIR, dans lesquelles Enríquez eut une participation remarquable. Ainsi par exemple, en juillet 1971, pour commémorer l'anniversaire de la révolution cubaine Miguel posa les limitations et problèmes qu'affrontait le processus chilien, et notamment : les

entraves légales et institutionnelles qui empêchaient l'avancée des travailleurs sur le chemin de la révolution, l'absence de combat frontal contre les ennemis du peuple, la nécessité de s'appuyer sur la capacité d'initiative et de mobilisation des travailleurs et des masses pour avancer vers la conquête du pouvoir, s'opposer fermement aux manœuvres des classes dominantes qui tentent de freiner, retenir et combattre l'avancée des travailleurs, la source fondamentale de force qu'à la gauche étant dans les masses mobilisées, le MIR appuyant toutes les formes de lutte qui mobilisent le peuple" (87).

Le 15 août 1971, sans doute à cause d'une négligence, mourait Luciano Cruz Aguayo. Immense et irremplaçable perte pour le MIR, membre fondateur, dirigeant de l'organisation depuis 1965 ; à ses obsèques Miguel déclara qu'il « était notre leader de masses, notre meilleure expression populaire, le peuple l'aimait, le suivait et le respectait...Les travailleurs ont perdu un leader et nous un militant, un ami et un frère de lutte [...]. Sa vie fut un exemple pour nous et le sera pour les générations à venir. Luciano sera un exemple pour des milliers de jeunes du peuple qui ne veulent pas vivre à genoux dans la misère » (88). Les funérailles à Santiago furent massives, montrant que le MIR était une force de masses que presque tout le spectre politique chilien ignorait ou niait.

Parallèlement à l'activité explosive du mouvement de masses l'influence et l'activité du MIR s'étendaient, beaucoup de militants du front étudiant ou de professionnels laissèrent leur travail et partirent dans les fronts paysans, de pobladores ou ouvriers pour faire le travail révolutionnaire, c'était les "professionnels de la révolution". Il revenait à la direction conduite par Miguel d'affronter les problèmes de construction du parti et de constitution de directions. Dans le second semestre de 1971 et au milieu d'une croissance accélérée, l'organisation s'est étendue à tout le pays, constituant des comités locaux, les GPM (groupes politico-militaires) et des comités régionaux. La direction s'élargit et se renforce, le comité central qui

dans la période clandestine n'atteignait pas 15 membres, passa à plus de 40 en cooptant les chefs de comités régionaux et en amplifiant la représentation des grandes régions (Santiago, Concepción, Cautín, Valparaiso).

Un problème qui pesa beaucoup et eut des conséquences pas vraiment positives fut que dans les instances régionales et dans le comité central, du fait de la priorité accordée à un "prochain affrontement", dans les mécanismes de représentation fédérative, les structures spéciales pesèrent trop au détriment d'une direction collective au caractère politique marqué, question qui fut à l'origine de faiblesses et de déformations dans la construction et dans le rôle des directions.

Le CC eut un fonctionnement régulier et des efforts furent faits pour qu'il soit une direction collective, le Secrétariat National fut maintenu comme instance exécutive du CC et la Commission Politique (89) fut créée comme instance de conduite politique à l'intérieur du comité central ; laquelle, par la capacité de ses membres en pratique se transforma en l'instance de conduite la plus dynamique dans le MIR, multipliant ses efforts pour s'occuper tant des besoins d'élaboration de politiques, de conduite globale, de direction de tâches et d'attention aux situations spécifiques.

Néanmoins, cette direction menée par Miguel (le CC mais plus spécialement la CP), exerça et maintint dans toute la période des traits centralistes accentués et avec des limitations substantielles de démocratie interne en ne créant pas de meilleures conditions et méthodes permettant au niveau des directions centrales, des directions moyennes et des bases du parti d'exercer de réelles possibilités de contrôle, de critique, d'élaboration, de ratification de politique et de légitimité électorale de ses directions ; la non réalisation du IV^e Congrès, ajourné, fut la conséquence de cela. Bien qu'il soit remarquable que la CP et Miguel en particulier, répondirent toujours et furent en alerte pour affronter directement dans les structures les divergences, les questionnements et les inquiétudes politique qui surgirent, mais dans

les discussions il n'était pas facile de s'opposer à leur capacité et "artillerie" d'arguments.

Alors qu'une plus grande maturation de la direction était évidente, on ne peut ignorer que l'expérience de la clandestinité pose de rigoureuses exigences personnelles et des limitations, spécialement dans les formes de vie des intéressés, entraînant quelques conséquences pas positives. Dans le cas de Miguel, les longues périodes de séparation affectèrent son couple et d'un commun accord avec sa femme Alejandra, ils divorcèrent. Elle alla vivre à Concepción avec leur petite fille Javiera qui était née en octobre 1969 dans cette ville. Puis "Aleja" fit une grave dépression et en plein traitement elle en vint à se suicider le 5 novembre 1971. Ce fut un coup dur qui fit beaucoup souffrir Miguel et leurs familles; aggravé par l'attitude de la presse de droite et d'orientation démocrate-chrétienne qui sans respecter la douleur des familles l'exploita politiquement avec une bassesse inacceptable.

Il est indéniable que dans la première partie de 1971 le gouvernement d'Allende et l'UP obtinrent des succès et des avancées politiques importantes, des résultats économiques positifs, des votes surprenants aux élections municipales, des mesures législatives, et incita et soutint les mobilisations sociales. Puis, progressivement apparaissent les difficultés, l'abandon par le PIR (scission de droite du parti radical) de l'UP, l'appui limité des pays socialistes. Le modèle économique fondé sur la redistribution des revenus pour augmenter la demande interne commença à s'épuiser, mais le non-réinvestissement des profits par la bourgeoisie fit augmenter la demande et sa non-satisfaction entraîna l'inflation, le marché noir et la spéculation. Ces problèmes et comment y faire face, spécialement sur le plan économique, engendrèrent des différences aiguës à l'intérieur de l'UP.

De plus, les initiatives des forces réactionnaires se réarticulèrent, les effets du boycott usaméricain s'accrochèrent, au Parlement la DC à toute occasion cherchait à faire obstruction au gouvernement et à

limiter l'aire de la propriété sociale, l'activité oppositionnelle séditeuse s'exprimait avec force, l'ultra-droite commettait des attentats, des actions de sabotage et des démonstrations de ses groupes de choc, il y avait des concerts de casseroles dans les quartiers riches de Santiago.

Ceci étant, durant presque toute l'année 1971 se produisit une extraordinaire offensive populaire du mouvement de masses qui continuait à avancer, multipliait les initiatives et capacités de mobilisation pour ses intérêts et profitait des excellentes conditions que lui donnait un gouvernement de gauche. A la fin de l'année le MIR saisit avec plus de clarté les limitations d'une voie de développement du processus dirigé par l'UP, qui fondamentalement utilisait de manière restrictive la portion de pouvoir détenue par l'Exécutif et ne faisait pas appel à une vigoureuse activité des masses pour l'appuyer. La situation existante nécessitait d'avancer dans la définition du caractère du gouvernement (90). Le MIR exposa sa position dans des documents et de nombreuses fois au travers de son secrétaire général dans des conférences de presse et des discours.

En réponse à un fait très contradictoire, comme l'assassinat de paysans dans le sud, le MIR dénonça publiquement ses divergences l'année de l'arrivée d'Allende au pouvoir, exprimant ouvertement ses critiques de la gestion gouvernementale de l'UP et du gouvernement. Dans le discours de Cautín, en novembre 1971, Miguel Enríquez, au nom du MIR, tout en reconnaissant les mesures positives prises par le gouvernement, dénonce les limitations et contradictions du processus et appelle à réaliser des tâches de pouvoir, à l'unité de tout le peuple et déclare que dans "le combat des travailleurs, dans la force de ses mobilisations, se développe une force irrépissible que rien ni personne ne peut retenir, qui est l'unique garantie d'un chemin révolutionnaire et socialiste. [...] En même temps il dressait comme plateforme de lutte les points suivants :

« -Exproprier sans indemnisation tout l'investissement nord-américain au Chili -Conquérir toutes les usines pour le peuple

-Pour le contrôle ouvrier de la production dans la petite et moyenne industrie -Exproprier toutes les grandes entreprises de construction

-Pour l'étatisation et la démocratisation de l'enseignement au Chili -Droit de vote et droit d'être élu pour les sous-officiers et soldats

-Exproprier toute la grande propriété agraire sans indemnisation, sans réserve, à travers les Conseils Communaux Paysans

-Conquérir le pouvoir pour les travailleurs, instaurer un gouvernement révolutionnaire d'ouvriers et de paysans » (91).

La nouvelle période posa en permanence à la direction et à tout le MIR dans les fronts de masses de hautes exigences de conduite, au début il répondit par des propositions politiques insuffisantes provenant de manques et de faiblesses historiques, de faible maturité, d'inexpérience et du peu de développement du parti. Progressivement dans le cours du processus et apprenant des expériences du mouvement de masses et de la sienne propre, ce fut surmonté, ce qui rendit possible un passage rapide d'une réalité de parti assez faible à un groupe révolutionnaire à la forte implantation dans différents secteurs du mouvement de masses. Cela favorisa la ligne politique impulsée, la constitution et le travail des fronts politiques intermédiaires qui se construisirent : FTR (Front des Travailleurs Révolutionnaires), MCR (Mouvement Paysan Révolutionnaire), MPR (Mouvement des Pobladores Révolutionnaires) FER (Front des Étudiants Révolutionnaires) et MUI (Mouvement Universitaire de Gauche).

Certains de ces fronts n'étaient pas nouveaux, mais ils se renforcèrent dans la période, ils perdirent leur caractère de front politique révolutionnaire large et se transformèrent en extension du MIR avec des critères organisationnels et de travail très flexibles et ouverts sous une conduite et un contrôle étroit du parti dans le niveau correspondant. Il faut considérer que dans la construction de

politiques sectorielles envisagées par le MIR et portées par ces fronts politiques, il y eut un certain retard, parce qu’au commencement de la période prérévolutionnaire la préoccupation des questions politiques générales et la préparation pour l’ “affrontement”, laissèrent au second plan et retardèrent la définition de la plateforme de lutte générale et des luttes sectorielles. Dans cela influa de manière négative, dit Miguel, le fait « ...que nous ne visualisons pas le degré de crise interne dont souffrait la classe dominante, ce qui nous a fait voir le problème de l’affrontement sous une loupe à courte vue, nous ne visualisons pas correctement le poids du réformisme, ce qui aggrave notre vision courte, en somme, nous n’apprécions pas avec précision le caractère prérévolutionnaire de la période » (92).

Et, quoique la définition de politiques et programmes de lutte soient des processus permanents qui s’approfondissent et se dépassent dans la pratique de lutte sociale et politique concrète, rappelons que la direction du MIR commença à affronter de manière systématique cette tâche fin 1971 en constituant des Commissions Nationales (syndicale, paysanne, pobladores, étudiante, propagande, organisation et tâches spéciales). Le Programme ou Plateforme de lutte du FTR avait été discuté avant mais sa définition fut retardée et n’intervint qu’au début de 1972; la politique pour la campagne (MCR) dans le second semestre de 1971, de même que celle des pobladores, pour les étudiants au milieu de 1971, bien qu’il y eût des définitions très avancées dans la structure de l’ Université de Concepción qui furent des points de référence pour les FER des autres universités.

Le MIR et Miguel dans un rôle de protagoniste firent des efforts pour avancer durant cette période dans l’unité de la gauche. Ponctuellement, très peu fut obtenu. Au contraire, les différences s’accrochèrent dans le cours du processus. En particulier quand l’UP réduisit sa proposition politique de base, le Programme de l’UP, dans l’idée de parvenir à des accords avec la DC. De nombreuses fois, en liaison avec cette conjoncture, le parti qui soutenait avec le plus de

force cette politique à l'intérieur de l'UP, le Parti Communiste, quand se présentaient ces virages, accentuait les offensives contre le MIR. Avec de courts moments de calme cette contradiction aiguë dans les rangs du peuple, fut une constante dans la période, il y eut des conjonctures très critiques (fin 1970 avec la mort de Rios à Concepción; au début de 1972, en mai 1972 avec l'Assemblée du Peuple à Concepción; après les événements de Lo Hermida en août 1972 où un habitant du "campement" fut assassiné; en février 1973 avant les élections parlementaires du 4 mars, etc.).

Dans ses réponses le MIR fut très précis : devant l'impossibilité de discuter il fut obligé de polémiquer publiquement ; ce n'est pas être anti-communiste que de ne pas être d'accord avec la politique du PC ou de se défendre de ses attaques ; il estimait clairement les différences existant à l'intérieur de la gauche, et les différences de la gauche et du MIR avec les réactionnaires. Que les revers politiques du mouvement populaire étaient l'échec de la stratégie appliquée par l'UP; qu'en dépit de l'interrogation au sujet de cette stratégie elle se poursuivait au lieu d'ouvrir la discussion au sein de l'UP et dans l'ensemble de la gauche; que les actuelles différences et polémiques n'étaient pas entre le MIR et l'UP, mais entre les courants révolutionnaires de la gauche (le MIR n'étant pas le seul courant révolutionnaire) avec une ligne plus modérée et réformiste de gauche.

Ce qui est remarquable dans cette lutte idéologique est qu'elle ne se posait pas abstraitement, sur le terrain théorique, mais en référence à la lutte politique et sociale du moment. « Ce qui dans le fond se passe au Chili est que l'UP s'est détériorée, dans la mesure où elle ne se décide pas à gagner des forces en mobilisant les masses, en indiquant qui est l'ennemi et en avançant sur les questions de la propriété foncière et des usines. Qui plus est, plus elle fait des concessions au parti de la Démocratie Chrétienne, plus elle freine plus le processus, plus elle négocie avec les partis qui représentent les intérêts de la bourgeoisie et de l'impérialisme, plus grande sera la faiblesse de la

gauche et plus forte sera la classe dominante. (...)...Le MIR désire et cherchera par tous les moyens une unité des plus fortes de toute la gauche et de tout le peuple pour avancer, pour frapper avec la force des masses mobilisées les ennemis du peuple » (93).

À l'approche du milieu de l'année 1972, le MIR perçut clairement qu'on entrerait dans une nouvelle situation, dans un difficile et décisif moment politique. C'était le moment où les classes dominantes, même si elles avaient toujours entre elles des divergences tactiques, étaient unies et prenaient l'initiative, étaient offensives à partir des fronts qu'elles contrôlaient, en plus de l'Inspection des Finances et du pouvoir judiciaire ; au Parlement elles cherchaient à entraver le gouvernement et à réprimer le peuple et les révolutionnaires. Le PDC, le PN, le gouvernement des USA, les propriétaires des grandes usines et fonciers avaient déjà décidé de renverser le gouvernement et de réprimer les travailleurs, et ce au plus tard pour 1973.

Et, par un autre côté on estimait que le gouvernement et des secteurs importants des partis de l'UP vivaient une situation de stagnation et de recul ouvert dans leur politique en renonçant à frapper l'ensemble des propriétaires de grandes usines et de terres, en ne favorisant pas la mobilisation des travailleurs, par la disposition à céder à quelques exigences des classes dominantes, dans le gouvernement commencèrent à se manifester avec force les manifestations bureaucratiques et sectaires, dans la réalisation de conversations de l'Unité Populaire avec la DC afin d'établir des alliances pour stabiliser le gouvernement et non pas donner la priorité à l'appui sur l'activité du mouvement de masses. Plus encore, de la part de secteurs du gouvernement et de l'UP, il y eut des incursions répressives contre les secteurs révolutionnaires (94).

C'était le moment où il apparaissait plus nettement que deux voies s'offraient à la gauche au Chili : la voie des réformistes et celle des révolutionnaires. Le MIR appelait alors à renforcer une politique révolutionnaire sur la base de trois objectifs : définir une nouvelle

politique de masses qui passerait à l'offensive frappant l'ensemble des patrons et utilisant les formes de lutte plus efficaces ; créer de nouvelles organisations de pouvoir des masses, dissoudre le Parlement et créer l'Assemblée du Peuple; et ouvrir la voie à une nouvelle alliance politique à gauche. Il affirmait de manière catégorique que le dénouement du processus initié en 1970 dépendrait de l'attitude et de la politique qu'adopterait l'ensemble de la gauche. Progressivement et dans la mesure où au MIR s'approfondissait et mûrissait une plateforme alternative de lutte, face à l'UP et à son gouvernement, les différences furent plus grandes, plus structurées et se manifestèrent publiquement.

Spécialement durant le premier semestre 1972, on releva une maturation et un enrichissement des analyses du MIR au sujet de la caractérisation de la période, du gouvernement, de l'Unité Populaire et ses partis, des classes dominantes, du mouvement de masses et de son activité, tout cela influa pour faire un saut qualitatif dans la politique impulsée à l'intérieur des différents secteurs du mouvement de masses. Les réunions périodiques des commissions nationales, du comité central sont une démonstration de cela, avec notamment les rapports de la CP au CC, rédigés presque tous par Miguel Enríquez.

Il est important de se rendre compte que face à une situation complexe très changeante et aiguë, Enríquez et la direction montrèrent une capacité et une créativité pour de manière flexible articuler la tactique et l'usage des formes de lutte et d'organisation dans la perspective d'accumuler des forces derrière la réalisation des objectifs stratégiques. Le point le plus élevé de cette élaboration fut la synthèse de la Plateforme générale de lutte pour la période synthétisée dans le Cahier du Peuple (95), qui se transforma en une alternative au cahier que portait la réaction et qui cherchait à dépasser les limitations programmatiques de la politique du réformisme de l'UP et du gouvernement; il surgit à un moment où commençaient à se manifester

d'ouvertes contradictions entre cette direction et les secteurs de ses bases.

Parallèlement se manifestaient depuis août 1972 diverses conjonctures d'intensification extrême des affrontement sociaux et politiques à l'intérieur de la société chilienne, qui s'exprimaient dans des émeutes de commerçants, des mobilisations d'étudiants, l'encercllement du centre de Santiago par des groupes de choc de Patria y Libertad, et qui culminèrent avec la grève patronale d'octobre où des secteurs des classes dominantes avec leur tactique de "résistance civile" ou grève patronale tentèrent de paralyser le pays durant des semaines, avec la participation des *gremios* (associations professionnelles) du commerce, des transports, des groupements d'entreprises; mais ils avaient aussi l'appui de secteurs de la petite bourgeoisie salariée : employés de banques, organisations professionnelles et de quelques secteurs étudiantins et paysans. Indubitablement, ces *gremios* montrèrent leur force et en plus ce ne fut pas une protestation seulement professionnelle mais une action clairement politique dont l'objectif était de renverser le gouvernement et de récupérer la portion de pouvoir gouvernemental perdue.

La manière dont les différents secteurs politique et sociaux affrontèrent cette crise profonde et les conséquences qui en découlaient, marquent définitivement le début d'une nouvelle situation dans le pays. Elle réaffirme que les classes dominantes et leur partis, la DC et le PN, regroupés dans la CODE (Confédération Démocratique) utilisèrent diverses tactiques jusqu'au putschisme ouvert, avec l'objectif d'en finir d'une manière ou d'une autre avec le gouvernement Allende. L'UP durant la crise montra de manière nette ses insuffisances et contradictions internes, et en plus elle se montra incapable d'adopter une politique qui augmenterait la force du peuple mobilisé, avec le gouvernement et Allende on renonça à impulser une contre-offensive populaire et au contraire on chercha à résoudre la

crise en constituant un nouveau cabinet UP avec des généraux des Forces armées. Les crises viendront l'une après l'autre.

Le mouvement de masses en dépit de ses faiblesses du moment, montra au travers de son activité et de la mobilisation sa force et conscience, maintenant la marche de l'appareil productif et ne permettant pas la paralysie du pays; et comme un élément central qualitatif surgirent dans beaucoup d'endroits du pays des formes d'organisation du pouvoir au niveau communal, sectoriel ou de quartier exprimées dans les Comités Coordinateurs et les Commandos Communaux, les JAP (Juntas pour l'Approvisionnement et les Prix), les Comités de Vigilance et d'Auto-défense, etc. Lesquels par leur activité permanente et intense firent échouer la grève patronale, prirent et étendirent le contrôle par le peuple de l'appareil productif et de distribution, et aussi ouvrirent un chemin vers la construction du pouvoir populaire. Pour le MIR et pour Miguel, le surgissement embryonnaire et l'impulsion de ces organes de pouvoir populaire dans le cours de la période prérévolutionnaire était « ...une des tâches fondamentales et l'outil fondamental...qui permettra d'accumuler de la force et de réellement prendre le chemin de la conquête du pouvoir. Il s'agissait d'organisations qui étaient indépendantes des classes dominantes, de la bourgeoisie. Il s'agissait d'organisations de masses qui étaient indépendantes de l'appareil de l'État et qui n'y étaient pas assujetties... » (96). En somme, un pouvoir populaire alternatif et autonome, comme partie d'une stratégie prolétarienne alternative à la stratégie du réformisme qui acceptait de maintenir les masses subordonnées à la démocratie bourgeoise.

Le MIR s'opposa ouvertement à la constitution du cabinet UP-Généraux, par l'intermédiaire de sa direction et spécialement d'Enríquez elle exprima son rejet de cette issue parce qu'elle signifiait accepter les exigences de la classe dominante qui cherchait à renforcer à l'intérieur du gouvernement une composante de base de l'appareil de l'État bourgeois, sans assurer aucune garantie et sans conditionner

cette alliance à un programme qui exprimerait les intérêts du peuple. Une telle situation impliquait de fait une modification importante du caractère du gouvernement et le MIR appelait à lutter contre la politique du nouveau cabinet qui cherchait à se transformer en arbitre de la lutte entre les travailleurs et les patrons, et en opposition à lui, , il de était son point de vue, correct de renforcer la voie de la consolidation du pouvoir populaire qui s'exprimait dans l'activité des masses.

Il est important de souligner qu'à l'intérieur de l'organisation et de la direction du MIR, au sujet de nombreux aspects de sa politique - programmatiques ou tactiques - il y eut une discussion intense. Un d'entre eux concernait la politique électorale discutée en profondeur dans les CC de juillet et novembre 1972, à l'approche des élections de mars 1973. Il est important de préciser quelques critères qui furent pris en compte : il fut déclaré que dans le passé le MIR "avait dévalué l'activité électorale comme voie d'expression des phénomènes politiques au Chili...". On reconnut que le MIR aplanissait les insuffisances idéologiques et politiques sur cette question, qu'il était indispensable d'affronter la tactique électorale comme un phénomène tactique et non comme une question de principe, d'établir une différence marquée avec les politiques réformistes du parlementarisme et de l'électoralisme, la nécessité et l'importance d'affronter les élections selon le rôle qu'elles prennent dans une conjoncture donnée, de définir sa participation en termes de voter pour un programme qu'orienterait et soutiendrait la lutte directe et indépendante des masses sous la bannière du Programme du Peuple; qu'elles serviraient pour agiter la nécessité d'organiser un pouvoir populaire indépendant et dans la perspective de gagner de la force pour imposer à partir de mars un vrai gouvernement des travailleurs. En cette occasion, le MIR n'aura pas de candidats propres, mais donnera son appui conditionné à des candidats de l'UP (il soutint finalement le PS et la IC) sur la base de six conditions préalables (97).

Durant toute la période Enríquez et la direction du MIR développèrent un vaste travail de relations internationales. Avec le FNL du Vietnam du Sud, avec le Vietnam du Nord, avec Cuba les liens se renforcèrent, avec de nombreuses organisations révolutionnaires de presque tous les pays latino-américains; avec les pays socialistes il n'y eut aucune avancée, la déclaration du MIR sur l'invasion de la Tchécoslovaquie en 1968 restant dans les esprits. Miguel fit de nombreux voyages à Cuba, pour des échanges politiques, pour discuter d'accords spécifiques d'appui ou pour approfondir sa formation de chef et de combattant. Dans son action il fut conséquent avec des aspects centraux de l'idéal du Che. Bien que le projet miriste fût de caractère national, dès sa naissance il se caractérisa comme ayant et pratiquant une claire politique d'internationalisme révolutionnaire ; son appui solidaire imprégna toujours sa politique et son travail. Ce qui est réaffirmé dans les idées, les initiatives pratiques du MIR pour créer les conditions politiques et matérielles qui permirent les premiers pas de la Junte de Coordination Révolutionnaire du Cône Sud, la JCR, au début de 1973 (98), dont Miguel fut un des inspirateurs et le grand animateur, qui était en correspondance pratique avec son idée de continentalité de la lutte révolutionnaire, mais en l'impulsant selon les caractéristiques de chaque pays.

Aux élections de mars 1973, aucun des deux blocs n'obtint le résultat espéré. La réaction était loin du résultat escompté de contrôle absolu du Parlement. L'UP, au milieu de conditions défavorables, fit preuve d'une grande force sociale dans le mouvement populaire et obtint un score de 44%. Pour les secteurs révolutionnaires au sein ou en dehors de l'UP l'appréciation était que des conditions favorables existaient pour intensifier la lutte du peuple contre la bourgeoisie et que par là-même il était nécessaire d'augmenter ses niveaux d'activité et

d'organisation. Mais les secteurs hégémoniques de l'UP retombèrent dans leur politique réformiste et donnèrent la priorité à la recherche d'alliance avec la Démocratie Chrétienne, dans la perspective de construire un gouvernement de centre gauche pour résoudre la crise politique institutionnelle et simultanément tenter d'isoler et de combattre les forces extrêmes de droite et de gauche.

Du côté du MIR, en revanche, on appela la gauche et tout le mouvement de masses à affronter l'offensive réactionnaire de résistance civile, à déployer une contre-offensive révolutionnaire qui en s'appuyant sur la mobilisation directe des masses frapperait l'ensemble de la bourgeoisie, l'ensemble de la classes dominante, et l'importance d'utiliser le Gouvernement comme instrument pour affaiblir le pouvoir de la bourgeoisie. Le MIR appelait en plus à développer, organiser et défendre les expressions du pouvoir populaire et à impulser une politique pour gagner les secteurs démocratique des Forces Armées. Au cours de ces mois s'intensifièrent les alliances et le travail avec les secteurs conséquents et de Gauche à l'intérieur de l'UP, en particulier au niveau local et dans les fronts, à la poursuite de la proposition de lutter pour imposer aux secteurs plus hésitants et réformistes du gouvernement une contre-offensive populaire et révolutionnaire qui affronterait l'offensive patronale en développement et empêcherait la capitulation du réformisme face au danger de guerre civile.

Malgré les profondes différences avec l'UP et le gouvernement, il est important de constater qu'il y avait durant toute la période comme avant un respect mutuel et des relations fluides entre la direction du MIR et Salvador Allende, spécialement avec Miguel et son neveu Andrés Pascal. Les différences étaient nombreuses, mais il y eut aussi des accords et des appuis mutuels. Allende lui-même l'exprimait : "Je n'ai pas le moindre ressentiment à l'égard du Mir. Les désaccords qu'ils avaient avec moi, ici même ils en discutaient, ils les exposaient. Combien de fois Miguel est venu

à ce bureau. Ils ne m'ont jamais donné un coup dans le dos, ils ne m'ont jamais attaqué par derrière, ils me prévenaient à l'avance quand ils allaient me combattre publiquement. Je les respecte" (99).

Néanmoins, malgré les concessions du gouvernement, les classes dominantes unifiées et à l'offensive, au-delà de leurs différences tactiques, s'étaient proposées de déloger le gouvernement et de réprimer le mouvement de masse jusqu'à écraser. Dans ces moments où du côté du secteur hégémonique de l'UP et du Gouvernement on n'offrait aux masses aucune alternative claire, le MIR dirigé par Miguel en même temps qu'il affrontait la réaction, redoublait d'efforts dans la recherche d'accords avec les forces les plus conséquentes de l'UP, spécialement au niveau des fronts de masses, avec des secteurs du PS et de l'IC, avec l'objectif d'affronter unis cette lutte et d'avancer vers l'objectif de supplanter la conduite réformiste du mouvement de masse et de lui donner une orientation révolutionnaire. Le MIR s'est engagé dans cette tâche avec toutes ses forces les derniers mois du gouvernement de Salvador Allende et de l'Unité Populaire.

À l'instigation de l'ultra-droite chilienne et du Parti National, eut lieu le 29 juin 1972 une tentative putschiste du Commandant Souper qui souleva le Régiment de Blindés n° 2 à Santiago ensemble avec les forces de Patria y Libertad. Appuyés par des colonnes de chars et des véhicules blindés ils occupèrent le centre de Santiago, attaquant la Moneda et le ministère de la Défense. En même temps les travailleurs et le peuple manifestèrent une énorme force et dans une extraordinaire mobilisation combative d'appui au gouvernement, ils occupèrent immédiatement et massivement leurs lieux de travail et se proposèrent d'avancer dans l'affermissement et l'extension des organismes de pouvoir populaire, mais le gouvernement les pria instamment d' "attendre les instructions". Le gouvernement et les forces hégémoniques de l'UP ne s'appuyèrent pas sur cette mobilisation et disposition des masses, et se soumirent à la tactique réactionnaire de l'assignation et au chantage politique entretenu par le

PDC et continua de réaffirmer vouloir suivre la voie erronée des conversations avec la DC afin des trouver des accords. Ils ne comprenaient pas que par ce moyen, les classes dominantes cherchaient à frapper, désarticuler, diviser et démoraliser la classe ouvrière, les travailleurs et le peuple pour l'affaiblir et pouvoir faire monter les exigences au gouvernement jusqu'à l'obliger à capituler et dans cette situation de faiblesse réussir à le renverser et à réprimer le peuple et la gauche (100).

Au milieu des problèmes aigus générés par le désapprovisionnement et l'inflation galopante, les forces de l'UP et le gouvernement orientent la démobilisation des masses, obligent à restituer les entreprises occupées, rejettent la constitution des organes communaux de pouvoir populaire, acceptent que les Forces Armées utilisent la Loi de Contrôle des Armes approuvée par le Parlement sans veto du gouvernement, autorisant à pénétrer dans les usines, les propriétés foncières et les poblaciones pour réprimer et effrayer les travailleurs et les habitants, sous le prétexte de la possibilité de détention d'armes. D'un autre côté le gouvernement n'agit pas fermement contre les secteurs putschistes à l'intérieur des Forces Armées, les laissant agir impunément contre les officiers, sous-officiers et soldats anti-putschistes en leur sein.

Cette situation génère une profonde crise politique à l'intérieur de l'Unité Populaire. Le PS, le MAPU et l'IC s'autonomisent et exacerbent leurs discours, en venant à des positions très proches du MIR, ce qui engendra des conditions pour avancer dans le regroupement des révolutionnaires, près du MIR, qui avait augmenté de manière importante son influence politique au sein des masses et dans des secteurs de la gauche. Le mouvement de masses n'avancait plus, il était indéniablement affecté par la politique réformiste de secteurs importants de l'UP et par la quasi-capitulation du gouvernement, ce qui s'exprimait par le désarroi, la confusion et la démobilisation significative du mouvement de masses.

Parallèlement, les forces réactionnaires continuèrent leur action séditeuse, la corporation des transports, les commerçants et les collègues professionnels lancèrent une nouvelle grève patronale. Les forces de Patria y Libertad commirent des sabotages, des attentats et des assassinats. Il y avait un travail synchronisé contre le gouvernement et la gauche de la part du Parlement, de la Cour des Comptes et du pouvoir judiciaire. L'appui que les secteurs réactionnaires et séditeux recevaient du gouvernement usaméricain se manifestait de manière ouverte. Le fait de ne pas châtier de manière exemplaire les putschistes de juin accentua la détermination à l'intérieur des Forces Armées, les secteurs putschistes ne renonçaient pas à l'initiative. En même temps on réprimait les secteurs démocratique anti-putschistes dans la Marine.

Dans les derniers jours d'août 1973, , le Procureur Naval lança un mandat d'arrêt contre Miguel Enríquez, accusé de tentative de subversion dans l'armée de terre (il y eut aussi une demande de levée d'immunité parlementaire contre les secrétaires généraux du PS et du MAPU) ce qui amena Miguel à déclarer qu'il avait le "privilège de rejoindre les centaines de marins, d'ouvriers, de paysans et de pobladores qui aujourd'hui sont poursuivis et réprimés par la justice patronale, civile et en uniforme". Et il réaffirma que « le MIR, ses militants et dirigeants étaient prêts à lutter sur tous les terrains quand les circonstances le rendraient nécessaire » (101). La conséquence directe fut que Miguel et la direction du MIR passèrent dans la clandestinité, ce qui rendait leur travail plus difficile, en même temps qu'ils préparaient les conditions de base pour un possible repli.

À ce moment, fin août 1973, on assistait à un repli progressif de secteurs du mouvement de masses qui faisait disparaître les conditions pour une contre-offensive populaire et révolutionnaire, le gouvernement était en position de faiblesse, les pressions et chantages de la DC s'accroissaient, et l'intégration de nouveaux militaires au

cabinet fut de peu de secours. La réaction se mobilisa pour qu'on écarte le général Carlos Prats du commandement de l'armée dans l'objectif d'affaiblir les secteurs constitutionnalistes à l'intérieur des Forces Armées. Le 22 août le PDC et le PN approuvent à la Chambre des Députés une déclaration par laquelle le gouvernement est déclaré "illégal", donnant un appui et un aval nécessaire aux secteurs putschistes qui se préparaient activement.

La nuit du 10 septembre 1973 circule une information sur des déplacements de troupes. La CP du MIR prépare le texte d'une déclaration et d'une plateforme à laquelle allaient souscrire le MIR et d'autres secteurs de la gauche, y compris le PS, pour impulser de manière conjointe une politique populaire et révolutionnaire. Allende devait s'adresser au pays (par la suite on a su qu'il voulait faire un plébiscite et présenter sa démission si le résultat lui était défavorable). Trop tard...

9. Septembre 1973-octobre 1974 : la conduite au début de la période contre-révolutionnaire

Comptant sur le facteur surprise, les classes dominantes à travers les Forces Armées avaient engagé la phase militaire de la reconquête pleine et entière du pouvoir. Le 11 septembre, à 7 heures du matin, la CP se réunit dans une maison de San Miguel. Alerte maximale pour tout le parti, chaque militant et unité du parti dans ses fronts et à ses postes de combat, constitution de directions et forces, développement du plan militaire défini, ouverture des dépôts et distribution du peu d'armes disponibles et de l'armement artisanale, développement d'une offensive générale concentrée sur les foyers de résistances dans les cordons industriels et les poblaciones et intégration des masses et de la gauche au combat. Cela, c'était le plan sur le papier..., en réalité on n'arriva pas à grand-chose. La surprise tactique de l'ennemi a réussi,

beaucoup étaient disposés à prendre les armes, mais ils n’y arrivèrent pas et en plus leur nombre était très limité et le manque d’expérience de combat était évident.

Miguel essaya plusieurs fois de contacter Allende. “Tati” (Beatriz, la fille aînée du président) remit le message à son père : il lui est proposé un plan et les moyens pour sortir du Palais de la Moneda et diriger la lutte de résistance dans la clandestinité. Allende n’accepte pas : “Je ne bouge pas d’ici, j’accomplirai jusqu’à la mort la responsabilité que le peuple m’a confié. Maintenant c’est ton tour, Miguel...” (102). Quelques heures plus tard, Salvador Allende, président du Chili, grand patriote révolutionnaire, payait de sa vie sa loyauté à la cause des travailleurs, dressant une éternelle bannière de lutte, et témoignant de son sang que le mouvement populaire ne se soumet pas devant les appareils armés de l’État bourgeois.

Miguel et d’autres membres de la CP se réunissent dans le milieu de la journée avec des dirigeants du PS et du PC dans l’usine métallurgique Indumet du cordon San Joaquin pour coordonner un plan de résistance armée. Il y a un accord avec les socialistes, les camarades communistes sont contre, ils veulent attendre de savoir si le Congrès va être fermé, et ils se retirent. Ceux qui restent avec les ouvriers sont encerclés Ils combattent pendant plusieurs heures. Ils brisent l’encerclement. Il y a des escarmouches dans différents endroits. Dans la soirée avec le pays contrôlé par les Forces Armées et le mouvement de masses passif et replié il était évident que le coup militaire n’avait pu être contenu. Avec une grande impuissance et rage Miguel et la CP donnent l’ordre de repli, avec maintien d’actions de harcèlement et passage à la clandestinité.

Il était évident que le projet réformiste de construction du socialisme à partir de la victoire électorale qui lui accordait le contrôle d’une portion de l’État avait échoué. D’autre part, la tâche posée aux révolutionnaires chiliens n’avait pas non plus abouti, c’est-à-dire : développer une politique concrète qui ferait mûrir la période

prérévolutionnaire pour qu'elle devienne révolutionnaire, avec l'objectif fondamental de la conquête du pouvoir par la classe ouvrière et le peuple.

Le MIR dans le cours de la crise du système de domination, tenta de se transformer en avant-garde révolutionnaire, mais n'y parvint pas, et si nous ajoutons à cela le désarmement général des autres partis de gauche, il est facile d'établir que là réside une des causes fondamentales de la défaite du mouvement populaire chilien et sa faiblesse pour affronter le coup militaire du 11 septembre 1973. Le MIR n'est pas parvenu à atteindre le poids idéologique nécessaire pour remonter le reflux commencé en août 1973. « Fondamentalement nous avons perdu la bataille avant, car nous n'avons pas été capables de supplanter le réformisme dans la conduite du mouvement de masses » (103).

Miguel passa une partie importante de ses premiers mois de clandestinité dans une maison vétuste de la Gran Avenida. De là et en constant mouvement par les rues de Santiago il dirige le repli, la reconnexion et la réorganisation du parti à Santiago et au niveau national. Il s'agissait de mettre à l'abri un maximum de ressources humaines et matérielles de l'organisation, à un rythme intense. Il n'est pas facile de faire passer à la clandestinité plusieurs centaines de cadres que les militaires recherchent chaque jour de manière plus intensive. Le manque de moyens matériels, d'infrastructures, de documentation, etc. est grand. Nombre d'appuis offerts antérieurement sont refusés.

À Santiago, la situation s'aggrave, étant donné que beaucoup de cadres de province y ont cherché refuge. Peu à peu le réseau clandestin du parti va fonctionner de manière plus régulière et rigoureuse, une situation où on ne se contente pas de se cacher, mais où on prend lentement l'initiative et réalise des tâches de résistance. C'était un moment où l'inactivité des autres partis de gauche était totale, beaucoup de ses dirigeants ayant pris la décision de quitter le pays.

Simultanément, la CP dirigée par Miguel est sollicitée au maximum pour définir la nouvelle période politique de la lutte de classes nationale et déterminer les tâches tactiques à impulser. On renonce aux réunions élargies de la Commission Politique de 8 personnes, qui avait travaillé de manière collective et permanente dans la période antérieure. La priorité est donnée aux rencontres bilatérales. Miguel oriente, coordonne et contrôle. Assis dans une voiture qui parcourt inlassablement les rues de Santiago, on échange informations, opinions, analyses, divergences. Il réalise personnellement la rédaction du document final, travaille inlassablement et en dépit de manque de sources documentaires, analyse, réfléchit et écrit, très concentré durant deux semaines en novembre, une analyse et un travail politique lucide et précis qui caractérise le nouveau moment de la lutte de classes et l'orientation du travail du MIR dans toute la période (104). Tout en parlant du gouvernement d'Allende et de la politique du réformisme, il arrête un bref bilan et analyse le coup militaire, affirmant qu'il s'agit d'un état d'exception avec "...une situation contre-révolutionnaire caractérisée par la tentative de la classe dominante de restaurer pleinement le système de domination en crise, résolvant sa crise interne et écrasant le mouvement de masses". De plus, étaient analysés le rôle de la dictature, la junte militaire, sa politique, sa base sociale, la situation du mouvement de masses et les orientations tactiques du MIR.

Dans la nouvelle période les objectifs de lutte changèrent radicalement par rapport à la situation précédente ; c'était: la lutte contre la répression, la lutte pour la restauration des libertés démocratiques, la défense du niveau de vie des masses, la lutte pour le renversement de la dictature et la convocation d'une Assemblée Constituante. Pour y arriver on considéra qu'il était fondamental de construire un front politique de la résistance, qui pourrait comprendre tous les partis de

l'ex-UP, le MIR et les secteurs du PDC disposés à combattre la dictature.

Avec l'aggravation de la répression dictatoriale, beaucoup de dirigeants et militants de la gauche choisirent l'exil, alors que le MIR rejetait catégoriquement cette option. La consigne fut : le MIR ne s'exile pas, il lutte et résiste. Certains estimèrent nécessaire de replier à l'arrière-garde extérieure une partie de la direction, des cadres moyens et Miguel lui-même. Ce dernier fut inflexible et déclara : « Si le MIR s'exile, de fait il déserte. Il ne s'agit pas seulement de valeurs éthiques négatives, mais dans le cas particulier du Chili, c'est renoncer à accomplir des tâches qui aujourd'hui sont possibles et nécessaires au Chili. Si le MIR exile ses cadres, il retarde par une décision consciente la révolution au Chili, perd des conditions favorables concrètes, renonce à son rôle historique, abandonne, quand il peut et doit remplir son rôle, la classe ouvrière et le peuple à leur sort. La crainte de la répression ne justifie pas cela. La désertion historique a beau se dissimuler sous des euphémismes politiques, elle est toujours condamnable » (105).

Le 13 décembre 1973 la répression frappa la direction du MIR. Bautista van Schouwen, un des fondateurs du MIR et membre de son CC et de la CP est arrêté par la DINA dans la paroisse des Capucins à Santiago où il s'était réfugié, dénoncé par des religieux de l'ordre (106). Miguel en fut très affecté, en plus des liens politiques ils étaient extrêmement unis au niveau personnel. Il y eut beaucoup d'efforts pour le localiser y compris pour tenter de le délivrer, mais la DINA fit disparaître ses traces et son corps.

Les derniers jours de 1973, Miguel et Carmen Castillo, sa compagne, accompagnés par son adjoint et sa femme, s'installèrent dans la maison du 275 de la rue Santa Fe à San Miguel. Rapidement vinrent par périodes ses filles Javiera Alejandra et Camila. Son activité est très intense, non seulement les problèmes de conduite générale du parti, mais il est aussi attentif et participe à la résolution de tâches non

accomplies par d'autres responsables directs. Il assume avec de courageux efforts les tâches de relations et la recherche de l'unité politique dans la lutte contre la dictature. Le document du 17 février propose la constitution d'un Front Politique de la Résistance avec les partis de l'UP, les secteurs anti-gorilles du PDC et le MIR. Il aurait pour plateforme : l'unité de tout le peuple contre la dictature, la lutte pour la restauration des libertés démocratiques et la défense du niveau de vie des masses. Ce sera le Mouvement de Résistance Populaire, composé à la base de Comités de Résistance (107).

Au milieu de ce travail, les difficiles conditions de la vie clandestine frappaient des victimes innocentes. Ainsi le 24 février, par manque de soins médicaux, mourut Edgardo Enríquez Weinmann, 5 ans, neveu de Miguel et fils de Grete et de son frère Edgardo, membre lui aussi de la CP du MIR. Ce dernier, fut envoyé au milieu du mois d'avril par le parti à Mendoza (Argentine) pour prendre la direction du travail miriste de l'arrière-garde extérieure, tâche qu'il accomplit avec ardeur jusqu'au 10 avril 1976 où il fut arrêté en Argentine et de là envoyé au Chili où la dictature militaire l'a fait disparaître.

Pendant que les autres organisations de la gauche continuaient à se trouver en véritable cessation d'activité politique à la base et dans les fronts, ne cherchant à fonctionner qu'au niveau des directions, le MIR, en dépit de coups répressifs circonscrits, développe un travail politique externe avec des avancées importantes. En mars 1974 la réorganisation était sur pied à l'échelle du pays et à tous les niveaux. L'ennemi guette, progresse dans son travail, amasse des informations sur la première priorité de son objectif d'anéantissement ; réalise au départ une répression plus sélective, tâche qui est rendue plus facile par la persistance d'erreurs commises dans les rangs révolutionnaires. Fin mars et en avril 1974 de forts coups répressifs sont assénés, 8 membres du CC, dont deux de la CP, sont faits prisonniers, ainsi que des cadres moyens. En dépit de ce coup très dur, cela n'empêcha pas un important travail anti-dictatorial en mai.

Au début de la période on travailla avec l'appréciation que dans les secteurs de base de la gauche et dans les fronts persistait une forte disposition à la lutte unitaire et bien qu'il existât une situation de repli du mouvement de masses produit de la défaite, celui-ci n'avait pas été écrasé et pouvait se remettre pour commencer la lutte contre la dictature, idée, qui on le verra plus loin, s'avéra être incorrecte. À cela s'ajoutait la perception de la persistance des contradictions inter-bourgeoises et d'un certain désaccord de secteurs de la petite bourgeoisie avec le gouvernement militaire, des expressions de désaccord à l'intérieur du PDC, auxquels s'ajoutait l'extension de la répudiation internationale de la dictature, etc. Tous ces facteurs contribuèrent à susciter l'idée que des conditions étaient réunies pour développer immédiatement un large mouvement de résistance à la dictature. Mais ce n'était pas le cas, ce qui se vivait dans les secteurs des masses n'était que les ultimes manifestations tardives de la période prérévolutionnaire récente, plus encore, la défaite ne fut pas seulement celle des réformistes et de leur politique réformiste mais aussi celle des révolutionnaires et de leur politique dans la période. La conséquence pratique de ce qui précède est que le parti était faible et en repli, qu'il était poussé constamment à impulser une politique avec des conditions objectives adverses. Les coûts en furent élevés, la chute de Miguel Enríquez et de centaines de cadres du MIR est une de ses expressions.

L'offensive répressive permanente concentrée qui visait à anéantir le MIR ne s'arrêta pas et l'empêcha de passer à une étape de développement de la résistance active et de commencer la propagande armée. Sa position défensive s'accrut progressivement. L'ennemi alla même jusqu'à chercher à négocier pour sortir le MIR de la lutte. La réponse de Miguel fut claire : « ...nous rendons public notre catégorique refus d'une pareille proposition...Le MIR ne négocie pas avec la dictature gorille qui surexploite et réprime la classe ouvrière et

le peuple, et jamais nous n'accepterons en son nom un accord qui impliquerait de cesser de lutter pour eux... » (108).

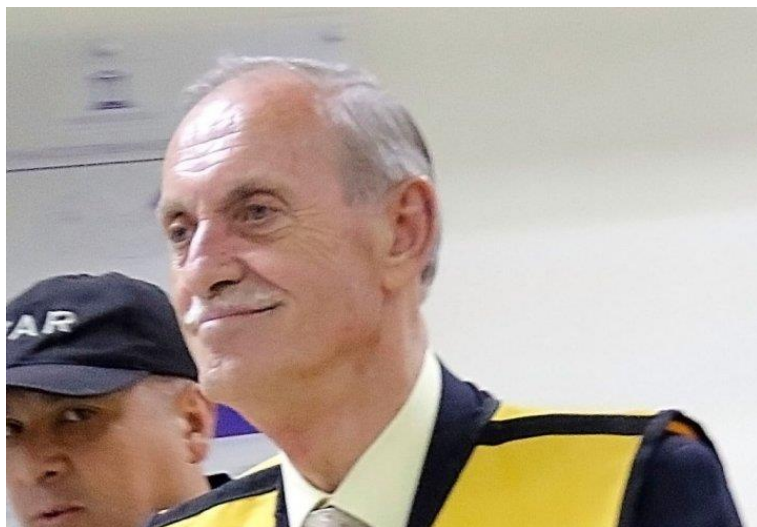
Les grands efforts politiques et pratiques, en particulier de Miguel, pour aboutir à l'unité contre la dictature furent infructueux et par conséquent la nécessaire intervention active et unitaire avec les autres partis contre la dictature ne s'exprimait pas. Les partis de la gauche et de l'UP, dans leur faiblesse, ne purent qu'envisager la possibilité de développer leur politique de front antifasciste avec toute la DC. Les conditions n'étaient pas réunies pour profiter du temps précieux initial qui permettait d'agir sur le cours futur et d'éviter que la dictature se stabilise et se prolonge. La répression ne cessait pas et son objectif prioritaire était le MIR, bien que très rapidement ce fût le tour des autres organisations de gauche.

Le travail des derniers mois fut énorme, un activisme qui surestimait les possibilités propres et affaiblissait les lignes de défense interne en particulier de la direction, aggravé de manière croissante par les coups d'une répression à l'affût, l'accentuation du reflux des masses par la défaite, l'énorme poids de l'appareil clandestin, l'extrême pénurie de moyens économiques et d'infrastructure, le non- respect des lois du travail clandestin dans toute l'organisation, spécialement de la part de la direction (109).

Avec l'ennemi partout et la surexposition de Miguel dans ses différentes responsabilités, y compris des heurts, les espaces de manœuvre se réduisirent et limitèrent l'initiative. Dans une situation impossible et triste et devant les dangers imminents qui les entouraient et pour ne pas les exposer à des risques inutiles, Miguel et Carmen Castillo, sa femme, décidèrent le 14 septembre 1974 de mettre à l'abri à l'ambassade d'Italie leurs filles Javiera et Camila. Son fils cadet, Marco Antonio, né en juin 1973, vivait déjà en exil avec sa mère Manuela Gumucio. La chute du "Chico" Sergio Perez, membre de la CP et de l'équipe centrale d'organisation aiguïsaient les problèmes et resserrait le cercle. Il fallait prendre des décisions rapides et extrêmes...

5 octobre 1974

Un “groupe d’action” de la DINA, poursuit ses reconnaissances dans un “secteur possible et suspect” à San Miguel. Ils arrivent à la rue Santa Fe à l’angle de Chiloé. Sans le savoir initialement, ils entrent en contact avec l’objectif le plus poursuivi et recherché depuis longtemps. Miguel décide de combattre. Il résiste dans les moments les plus intenses du combat, fait face durant près de deux heures à des centaines d’hommes des forces militaires. Dix balles mettent fin à sa vie, entièrement consacrée aux intérêts du prolétariat et des masses populaires et à la lutte pour construire une société différente.



L’assassinat de Miguel Enríquez a valu en 2022 une condamnation à 10 ans de prison pour Miguel Krassnoff Martchenko, alias « El Ruso », « Capitán Miguel », « Caballo loco » [Cheval fou] s’ajoutant aux 1037 ans auxquels il a été condamné pour ses crimes en série, ce qui ne l’empêche pas de continuer à percevoir une retraite de 2 600€ par mois dans sa prison 5 étoiles de Punta Peuco. Un minimum vital pour un aussi brillant ancien élève de l’École des Amériques à Panamá

10. Épilogue

Miguel fut enterré le 7 octobre 1974 à 7h30 du matin dans le Cimetière Général de Santiago. Furent autorisés à l'accompagner dix membres de sa famille, surveillés par des centaines d'hommes armés. Bien que le peuple ne pût être présent, une femme représenta le sentiment de milliers d'absents. Sa mère Raquel, au milieu du silence, d'une voix forte et entière dit : "...Mon fils...Tu n'es pas mort. Tu restes vivant et continueras de vivre pour l'espoir et le bonheur de tous les pauvres du monde". (110)



Notes

(1) Une “biographie de Miguel Enríquez”, publiée dans le n° 5 (octobre 1999) de la revue CEME circule, complète ou incomplète, sur internet. Le présent texte, tout en reprenant des parties de cette biographie, constitue un travail nouveau en raison des changements substantiels apportés à son contenu.

(2) L’auteur est coordinateur du CEME (Centre d’études “Miguel Enríquez”) et éditeur du site internet www.archivochile.com

(3) Jeune studieux et avide de lecture, en particulier de littérature sociale. Il étudia l’histoire à l’Université de Concepción, où il obtint son diplôme en 1965, il poursuivit ses études en France, où il passa son doctorat à la fin des années 60. En 1970 il rentra au Chili où il exerça comme professeur à l’Institut de Sociologie de l’Université de Concepción. A la suite du coup d’État il est emprisonné, puis réside en France et donne des cours à l’Université de la Sorbonne à Paris. Décédé en 2005.

(4) Très proche de Miguel, on le surnommait “El “Pollo”. Il acheva ses études d’ingénieur à l’Université de Santiago pour ensuite travailler peu de temps comme ingénieur civil pour ASMAR (Chantiers Navals de la Marine à Talcahuano), travail qu’il quitta car il était parmi les miristes persécutés sous le gouvernement de Frei Montalva. Il milita aussi une courte période à la Jeunesse Socialiste, et rompit avec elle en même temps que son frère. Fondateur et important dirigeant du MIR. En 1974, il fut chargé temporairement de diriger le parti à l’extérieur. Arrêté le 10 avril 1976 à Buenos Aires, au cours d’une opération commune de Police Fédérale Argentine et d’agents du Département Extérieur de la DINA, dans le cadre de l’Opération Condor. Transféré au Chili, on n’a plus jamais rien su à son sujet et jusqu’à aujourd’hui il est un “détenu disparu”.

(5) La seule fille de la famille, gâtée par ses frères, elle étudia la pédagogie en anglais à l’Université de Concepción. Elle se maria en 1968 avec le meilleur ami de Miguel et dirigeant du MIR, Bautista van Schouwen. Ils ont eu un fils, Pablo.

- (6) Dans “En el nombre de una vida” (Au nom d’une vie) tome I, p.307, Mexico, 1994, de Edgardo Enríquez F.
- (7) Edgardo Enríquez Frödden fut fait prisonnier le 11 septembre, “à son poste de travail au Ministère de l’Education, comme il l’a indiqué. De là il fut transféré à l’île de Dawson, extrême austral du Chili, où il resta jusqu’au 5 septembre 1974.
- (8) Op.cit. T.I., p. 375
- (9) Op.cit. T.I., p. 390 et T.II, p. 125
- (10) Op.cit. T.I., p. 403
- (11) Op. Cit. T.I., p. 181
- (12) En septembre 1956, les carabiniers massacrèrent des travailleurs de l’entreprise de salpêtre Pedro de Valdivia, qui étaient en grève. Trois ouvriers furent assassinés, 24 gravement blessés. Fin mars et début avril 1957, on réprima ouvertement les secteurs populaires à Santiago et Valparaiso. Le bilan des violentes journées de 2 et 3 avril fut de 18 morts, 82 blessé graves, 15 disparus et plus de 8 millions de dommages (source : “Desarrollo de las ideas socialistas en Chile” Sebastian Jans. Cap. VIII. El 2 de abril de 1957.
- (13) Le FRAP a été constitué le 28 février 1956 avec le soutien du PC, du PS du Chili, du PSP, du Parti du Travail, du Parti Démocratique du Chili et du Parti Démocratique du Peuple.
- (14) Le résultat de l’élection donna à Jorge Alessandri 32,2% des voix, pour Salvador Allende 28,5%. Le Démocrate Chrétien Eduardo Frei obtint 20,5%, le radical Luis Bossay 15,4%, et le populiste indépendant Zamorano qui se présentait pour affaiblir Allende, 3,3%.
- (15) Entretien de l’auteur avec Marco Antonio Enríquez en 1999
- (16) Information fournie par Marcelo Ferrada
- (17) Cet examen, comme en France, permet de faire des études universitaires
- (18) Résumé biographique de Miguel Enríquez pour entrer en médecine

(19) Original archivé par le CEME

(20) Information obtenue par l’auteur, auprès de Marcelo Ferrada, chef du noyau,. D’autres auteurs comme Martin Hernandez, lui aussi dans le même noyau, indique que son nom était “Sierra Maestra”.

(21) Vers le milieu des années 1960, à côté de la radicalisation et de l’engagement de lutte du mouvement étudiant de l’Université de Concepción, dans ses écoles de sciences sociales (sociologie, économie, histoire, philosophie), vint un nombre important d’intellectuels d’autres pays, spécialement latino-américains qui, en plus d’enseigner la théorie marxiste, contribuèrent à une rénovation de la pensée sociale latino-américaine.

(22) in Martin Hernandez, “El proyecto historico mirista”, La Havane, 1985, p. 5.

(23) Renseignements donnés par Martin Salas

(24) Le 4 septembre 1964, Eduardo Frei obtint 55,6 % des voix, Salvador Allende 38,9 % et Julio Duran 4,9 %.

(25) Sur les processus préalables à la formation du MIR, voir l’information que livre Luis Vitale dans l’article intitulé “Historia del MIR 1965-1969” et dans “La praxis de Miguel en el MIR : 1965-1970”, Revue CEME 5. Signalons que de nombreuses questions soulevées dans ces textes ne coïncident pas avec les témoignages de camarades vivants qui furent des participants actifs de l’action politique de l’époque.

(26) In Rebelde n° 31, juillet 1965

(27) Chiffre approximatif, donné par 10 participants à cet événement. La version selon laquelle près de 500 délégués auraient participé ne correspond en aucun cas à la réalité, tant par la force des organisations participantes et la forme de représentation en vigueur que par la superficie du local qui abrita l’événement.

(28) A ce sujet, Luis Vitale, que nous connaissons depuis près de 40 ans, expose que “...Le MIR n’a pas été créé par un groupe d’étudiants de Concepción, mythe construit dans l’exil par des dirigeants miristes de la FEC, après la mort de Miguel...” La rigueur historique et ma qualité d’ex-

dirigeant de la FEC m'amène à faire un commentaire : je n'ai pas personnellement dit cela. Pour ce qui est du "mythe" on a vérifié toute la documentation sur le MIR disponible depuis 1965 et toutes les affirmations qui ont pu être recueillies par de "possibles auteurs". Dans ce qui a été vérifié il n'y a aucune information qui viendrait conforter le jugement de Vitale. Pour être plus précis, sur plus de 48 références implicites sur sujet, il y a cinq commentaires qui affirment cela (aucun n'est miriste), deux de dirigeants d'autres partis (PC et PR-SD) et trois de chroniqueurs. Parmi les dirigeants et membres du MIR restants, de différentes époques et provenances géographiques, aucun n'affirme que le MIR a été créé ou fondé par des étudiants de Concepción, bien que plusieurs et de différentes manières analysent le rôle que joua ce groupe pour sa génération et en particulier pour son développement ultérieur. Il serait très opportun de connaître les sources sur lesquelles s'appuie Luis Vitale.

(29) Rédaction dans laquelle, selon des témoins participants, Luis Vitale eut une participation importante.

(30) Le Programme au sens du MIR est l'énoncé général que c'est le prolétariat qui réalise dans les divers domaines de la vie nationale, les objectifs finaux de la lutte révolutionnaire. Son élaboration était perçu comme le résultat d'un long processus de réflexion, discussion, dialogue y compris d'affrontement de positions, avec l'objectif d'aboutir à un accord impliquant tout le parti et servant postérieurement à ériger ses conceptions fondamentales, pour être l'instrument fondamental de la lutte idéologique et l'orientation commune pour l'affrontement des problèmes politiques et organisationnels.

Maintenant ce qui facilita au Congrès de fondation l'approbation d'un programme fut que la plupart de ses participants se situaient idéologiquement sur le terrain du trotskysme, ce qui leur fournit un corpus théorique et idéologique commun qui facilita l'accord programmatique, en plus de l'expérience des "vieux" cadres qui le rédigèrent. Néanmoins, sa discussion au Congrès fut forte, et en définitive le programme approuvé se proposa comme un point de départ pour avancer postérieurement dans son élaboration plus définitive.

(31) Selon des témoins et des sources, parmi les membres de ce premier CC, il y avait : Enrique Sepulveda, Miguel Enríquez, Clotario Blest, Bautista Van Schouwen, Luis Vitale, Patricio Figueroa, Humberto Valenzuela, Danton Chelen, Oscar Waiss, Gabriel Smirnow, Edgardo Condeza, Jorge “Chippo” Cereceda, Martin Salas, el “Pelao” Zapata, Mario Lobos, Mondiola, Marco Antonio Enríquez..

(32) Il rompit avec le MIR début 1968, rejoignant plus tard le PS, travailla comme éditorialiste de La Nación à l’époque de l’UP. Il mourut en exil à Evry, en France, le 18 juin 1984.

(33) Composé de Sepulveda, Smirnow, Chelen, Waiss et Valenzuela.

(34) En avril 1965 il y eut une grève d’un mois contre la réforme de l’année de base imposée par des prestataires usaméricains.

(35) Volontaires usaméricains envoyés par leur gouvernement pour “collaborer” en différents domaines de l’activité nationale.

(36) Relevons que le principal défenseur de l’acceptation des fractions internes était Edgardo Enríquez E., et l’opposant principal Miguel. C’est la seule fois à notre connaissance que les deux frères ont eu une divergence.

(37) Dans Miguel Enríquez, “Révolution Universitaire”, N° 5.

(38) Voir déclaration dans la revue “Estrategía” N° 5.

(39) Source : “Historia del Partido Socialista de Chile”, Julio César Jobet.

(40) La coordination générale de ces travaux fut faite par Jorge Fuentes Alarcón, qui par la suite (octobre 1970) fut élu président de la FEC, membre du CC du MIR. Durant la dictature, fait prisonnier au Paraguay, la DINA l’emmena au Chili et il est disparu.

(41) Dans Miguel Enríquez, “Algunos Antecedentes del MIR”, mars 1971.

(42) Miguel et la CP du MIR dans “Respuesta a un documento de la Colonia Valparaiso”, 1974.

(43) Ce fait signifie en pratique le début de l’établissement de relations officielles entre le MIR chilien et la direction cubaine qui, pour diverses raisons n’existaient jusque-là que de manière indirecte et ponctuelle. La situation antérieure s’explique politiquement. Nous indiquons quelque

chose qui n'est pas nouveau, mais qu'on dit peu : le groupe prédominant de la direction du MIR à ses débuts donna une empreinte trotskiste à l'organisation. C'était un "écueil" pour établir des relations avec la révolution cubaine qui au niveau latino-américain ne faisait pas une priorité du travail conjoint avec cette tendance révolutionnaire. La situation précédente se démontre par plusieurs faits : à aucun moment durant les premières années les Cubains n'ont invité un membre de la direction du MIR à se rendre dans l'île ; le MIR n'a pas été invité à participer à la constitution de l'OLAS au milieu de l'année 1967 ; ils ne le prirent pas non plus en compte dans les tâches d'arrière-garde rapprochée du projet du Che en Bolivie, en revanche ils cherchèrent appui dans le PS. À cause de cela, le contact officiel fut ouvert par l'invitation faite fin 1967 à Miguel Enríquez et la direction d'alors, fut mise devant le fait accompli, n'ayant pas d'autre alternative que d'être informée et d' "autoriser" le voyage.

(44) Il s'agissait du document relatif à la stratégie, qui définissait les objectifs que devaient suivre la classe ouvrière et son avant-garde politique dans cette période de lutte de classes, indiquant quel est l'ennemi principal à vaincre, quels sont les alliés possibles et comment les gagner et quels sont les plans généraux pour la construction de forces, le tout dans le but de réussir à atteindre les objectifs proposés.

(45) Dans Miguel Enríquez, "Algunos Antecedentes...", 1971

(46) Ce fut la seule charge électorale tenue par Miguel Enríquez dans sa vie.

(47) Cela est dû au fait que l'information publique et spécialement interne du MIR des premières années est très faible, fragmentée ou inexistante selon la période. Il n'y a les actes d'aucun Congrès, à tel point qu'on ne sait pas clairement, pour 1966 et 1967 par exemple, quels sont les documents officiels approuvés par les instances et les documents de travail de la direction de l'époque, ce qui fait que certains - sans plus de vérification et analyse - croient qu'il s'agit des documents officiels du MIR. Pour aucun événement (congrès, réunion du CC ou conférence) il n'y a de compte rendu enregistré, aussi pour tout document trouvé, il est nécessaire de faire un travail sérieux de vérification, plus nécessaire encore avec les données numériques. Il peut s'agir de commentaires anecdotiques ou d'un exercice défailant de la mémoire, laquelle est

toujours partielle, fragile ou au service d'actes ou d'intérêts propres à la personne. Nous recommandons donc à ceux qui sont intéressés par l'étude de cette période ou d'autres, de faire des efforts redoublés pour vérifier la fiabilité et l'exactitude des sources et de contrôler toute information qui leur est donnée.

(48) Ajoutons qu'après son retour de Cuba, Luciano ou "Juan Carlos", comme on l'appelait, était, en autres, le responsable du travail de renseignements du MIR. Il parvint avec son équipe, en infiltrant Patria y Libertad (groupe paramilitaire fasciste, NdT) à détecter et connaître les plans conspiratifs séditieux, ainsi qu'à identifier les responsables des attentats et sabotages, dont l'objectif était d'ouvrir la voie à une intervention militaire en octobre 1970 afin d'empêcher l'entrée en fonction de Salvador Allende.

(49) Dans "Le MIR et l'invasion de la Tchécoslovaquie", El Rebelde, septembre 1968.

(50) Dans M. Enríquez, "Algunos antedecentes...", mars 1971.

(51) Dans M. Enríquez, "Algunos antecedentes del MIR...", 1971.

(52) Correspond au numéro de septembre 1968, qui marque la réapparition du périodique officiel, après quasiment une année de suspension, dont le nouveau directeur annoncé est Bautista vans Schouwen.

(53) Dans "Nuestra estrategia. Las elecciones de 1969-1970", El Rebelde, octobre 1968.

(54) Diffusé dans la section Documents de Punto Final, N° 99 de janvier 1969.

(55) Dans "No a las elecciones : Lucha armada único camino". Secrétariat National du MIR, janvier 1969, dans Punto Final du 11 février 1969.

(56) Dans Miguel Enríquez, "Algunos antecedentes...", mars 1971.

- (57) Voir Miguel Enríquez, “Respuesta a un documento de la colonia Valparaiso”, juillet 1974.
- (58) C’est le document qui s’intitule : “Solo una revolucion entre nosotros puede llevarnos a una revolucion en Chile”, Secrétariat National du MIR, mai 1969.
- (59) Voir dans “Respuesta a un documento emitido por la “Colonia” Valparaiso”, juillet 1974 et Miguel Enríquez, “Algunos Antecedentes del Mir”, mars 1971.
- (60) Voir “Sin lastre avanzaremos mas rapido”, Secrétariat National du MIR, juillet 1969, et “Carta de Luciano Cruz al Partido”, juillet 1969.
- (61) Dans Humberto Valenzuela, “Historia del Movimimiento Obrero Chileno”, p. 133, 1972.
- (62) Miguel Enríquez, “Respuesta a un documento de la Colonia Valparaiso”, 1974.
- (63) Catherine Lamour, “Le pari chilien” p. 228, citée dans “Por la crisis por la que atravesamos”.
- (64) Voir : “Cual es el camino : Grupos Operativos o Accion Directa”, Secretario Nacional, septembre 1969.
- (65) Voir “Entrevista a un miembro de la CP del MIR”, 28 juillet 1972. Interview par un journaliste étranger d’Edgardo Enríquez E., publié dans Documentos Internos del MIR, 1972, pp.183-191.
- (66) Dans “Precisión y desarrollo de algunos articulos estatutarios imprescindibles para el desarrollo de nuestra organización”, Secrétariat National du MIR, novembre 1969.
- (67) Voir “Proposiciones de un modelo organico para una nueva organización”, Secrétariat National du MIR, novembre 1969.
- (68) Catherine Lamour, “Le pari chilien”, p. 228, citée dans le document “Sin lastre avanzaremos mas rapido” du Secrétariat National du MIR.
- (69) Voir “El MIR y las expropiaciones”, dans Punto Final, N° 87, septembre 1969.

(70) Voir “Grupos Operativos o Acción Directa”, Secrétariat National du MIR, septembre 1969.

(71) Dans “El MIR y las elecciones presidenciales”, Punto Final N° 104, 12 mai 1970.

(72) “Las alternativas electorales y el proceso revolucionario chileno”, Secrétariat National du MIR, juillet 1970.

(73) Par manque d’espace cette partie et la suivante, exposent quelques généralités ou événements principaux du travail et des positions de Miguel et du MIR dans la période, de plus une grande partie des documents du présent livre correspondent à cette période et porte la marque de Miguel.

(74) Voir “Manifiesto de Agosto”, Secrétariat National du MIR.

(75) Les élections de septembre 1970 donnèrent la victoire à Allende avec 36,6% (1.075.616 voix). Alessandri obtenait 34,9% (1.036.278 voix) et Tomic 27,8% (824.829 voix).

(76) Voir “El MIR y el triunfo de Salvador Allende”, déclaration du Secrétariat National, septembre 1970.

(77) Voir “El MIR y el resultado electoral y las implicancias para la Izquierda revolucionaria”, Secrétariat National, 28 septembre 1970.

(78) Voir “El MIR y el resultado electoral y las implicancias para la Izquierda revolucionaria”, Secrétariat National, 28 septembre 1970.

(79) Voir : Discurso de Miguel Enríquez en funerales de Luciano Cruz, 16 août 1971.

(80) Voir “El MIR denuncia los verdaderos asesinos de Schneider”, octobre 1970, publié dans Punto Final. Par la suite, le MIR détecta et dénonça d’autres tentatives séditionnelles, celle d’avril et septembre 1971, et le putsch du Major Marshall en mars 1972.

(81) Son contenu soulignait les aspects suivants : pleine validité de l’État de droit, maintien de l’exercice de l’autorité à travers les trois pouvoirs de l’État et préservation de son autonomie, liberté d’expression, préservation de la liberté de réunion, d’association et de circulation, respect de l’autonomie des syndicats, comités de voisins et autres formes

d'organisation populaire, maintien du caractère pluraliste et démocratique de l'éducation primaire, secondaire et supérieure, maintien des Forces Armées et des Carabiniers du Chili comme seuls garants de la coexistence démocratique et gardiens de la sécurité nationale.

(82) Voir "Análisis del periodo", exposé de Miguel Enríquez, 30 octobre 1972.

(83) Le 2 décembre 1970, au cours de la campagne électorale à la FEC, un membre de la Brigade "Ramona Parra" des Jeunesses Communistes tua par balles un militant du MIR, Arnoldo Rios, étudiant en journalisme de l'Université de Concepción.

(84) Il y eut aussi des conversations entre le MIR et l'UP, fin 1971 et en avril-mai 1972, qui ne donnèrent rien de tangible.

(85) Des informations plus complètes sur les contenus de ces discussions figurent dans le document "Miguel : Informe al CC sobre las conversaciones MIR-UP", mai 1972.

(86) Voir : "El MIR responde a Frei", juin 1971.

(87) Voir : Discours de Miguel Enríquez, "Hay que crear una nueva legalidad", 26 juillet 1971.

(88) Dans Miguel Enríquez, "Discurso en los funerales de Luciano Cruz", août 1971.

(89) Membres de cette première Commission Politique du MIR : Miguel Enríquez, Bautista van Schouwen, Edgardo Enríquez, Andrés Pascal, Nelson Gutiérrez, Roberto Moreno, Arturo Villavella et Humberto Sotomayor

(90) Voir "Memorando al partido", janvier 1972.

(91) Miguel Enríquez, "Discurso an Cautin en Homenaje a Moisés Huentelaf", novembre 1971.

(92) Miguel dans : "Respuesta a un documento emitido por un grupo de compañeros de la Colonia Valparaiso", juillet 1974.

(93) Voir : "El MIR responde a los ataques del PC", 29 janvier 1972.

- (94) Voir déclaration sur “Los sucesos de Lo Hermida”.
- (95) Dans cette édition est publiée la version résumée (Livre LOM)
- (96) Voir Miguel Enríquez : “El poder popular y los Comandos de Trabajadores”, décembre 1972.
- (97) Voir Rapport de Miguel Enríquez au CC du 3 novembre 1972 et “Carta del MIR al Partido Socialista », janvier 1973.
- (98) En firent partie, en plus du MIR : le Parti Révolutionnaire des Travailleurs, PRT, d’Argentine, le Mouvement de Libération Nationale Tupamaros, MLN-T d’Uruguay, et l’Armée de Libération Nationale de Bolivie, ELN-B. Sa constitution officielle fut annoncée début 1974.
- (99) Témoignages de Laura et Beatriz Allende.
- (100) Voir Entretien avec Miguel Enríquez, Chile Hoy n° 59.
- (101) Voir Miguel, “Frente a la orden de detencion”, 29 août 1973
- (102) Témoignage de Beatriz Allende.
- (103) Voir : “La táctica del MIR en el actual periodo”, décembre 1973
- (104) Voir : “La táctica del MIR en el actual periodo”, décembre 1973
- (105) Voir : Miguel Enríquez, “Respuesta a un documento emitido por un grupo de cros de la colonia Valparaiso”, 1974.
- (106) Voir Nancy Guzman, “Un grito desde el silencio”, LOM, 1998.
- (107) Voir “Pauta del MIR para unir fuerzas dispuestas a impulsar la lucha contra la dictadura”, février 1974.
- (108) Dans “Respuesta del MIR a los gorillas”, septembre 1974.
- (109) Voir “Los Golpes recibidos, algunas lecciones y la reorganización de las direcciones”, Miguel Enríquez, juin 1974.
- (110) Dans Edgardo Enríquez F., “En nombre de una vida”, tome II.

MANUEL CABIESES DONOSO

Le dernier jour de Miguel

Punto Final, octobre 1997

- La chasse au MIR
- La maison de Santa Fe
- Le souffle de la bête
- Mourir en octobre

Son éternel caban et son rire tonitruant, qui répandait la joie, est la première chose que je retiens de Miguel Enríquez. L'optimisme était dans ses yeux, dans ses gestes, communiquant cette vitalité infatigable qui l'animait. Miguel riait de tout son corps, il tremblait et le torrent éclatait dans une explosion de joie. Plus tard, j'ai découvert que c'était aussi la façon de rire de son père, Don Edgardo. Miguel était une dynamo, rapide dans ses pensées et ses paroles. Ses phrases jaillissaient en rafales. Redoutable dans la polémique, il était aussi parfois - à mon goût - trop dur dans les discussions avec ses collègues. Il débordait d'arguments, citait l'histoire révolutionnaire mondiale, en particulier la révolution bolchevique ; il connaissait bien Lénine (el Pelao [*le tondu*], comme je l'appelais familièrement), Trotsky et Rosa Luxemburg, il avait traversé la révolution chinoise, il connaissait en détail la révolution cubaine et il savait beaucoup de choses sur l'histoire chilienne. Il était, bien sûr, un [carrerino](#) [partisan de José Miguel Carrera], admirait [Manuel Rodríguez](#) et se référait avec malice au "grassouillet [O'Higgins](#)". Il accordait une attention particulière à

l'étude et aimait se disputer avec ceux qui pensaient différemment de lui.

Le tuer n'a pas été facile pour la DINA. Les tueurs à gages de la dictature ont dû pousser à l'extrême les tortures infligées aux détenus qui avaient contacté Miguel ou ses liaisons depuis la clandestinité du leader du MIR. La cruauté du capitaine Miguel Krassnoff Marchenko, chef du groupe Caupolicán de la brigade métropolitaine de renseignements de la DINA, et de son bourreau en chef, Osvaldo Romo, n'a cependant connu aucune limite. Le rapport Rettig indique : « La première priorité de l'action répressive de la DINA en 1974 a été le démantèlement du MIR. Cette priorité s'est poursuivie en 1975. C'est au cours de ces deux années qu'a été enregistré le plus grand nombre de décès imputables à cet organisme ». Créée par décret en juin 1974, la DINA fonctionnait depuis novembre 1973 et dépendait directement de Pinochet.

Cinq cents officiers des forces armées et des carabiniers ont donné naissance à cette structure secrète qui comprendra plus tard des milliers de fonctionnaires, de conseillers et d'informateurs rémunérés.

L'assassinat du secrétaire général du Mouvement de la gauche révolutionnaire, un médecin de 30 ans qui avait déjoué de nombreux pièges et embuscades, est devenu une obsession pour la DINA. Elle confie cette tâche à l'Agrupación Caupolicán, tandis que l'Agrupación Purén se consacre à la persécution du reste de la gauche. La DINA obtint des données permettant de localiser le secteur de Santiago où Miguel vivait clandestinement. Il se trouvait au 725 de la rue Santa Fe, entre Chiloé et San Francisco, dans le quartier de San Miguel. Une maison qui ne ressemble à rien, avec deux grilles métalliques qui portent encore plus de trente impacts de balles. Le 5 octobre 1974, une bataille inégale s'y est déroulée, comme celle de La Moneda et d'autres pendant 17 ans, au cours de laquelle des hommes et des femmes de la gauche chilienne ont donné des leçons d'honneur et de bravoure au combat.

Miguel était l'un des dirigeants les plus prometteurs du Chili. Il possédait d'incontestables traits de génie politique. En lui, comme l'a dit Armando Hart au nom du Parti Communiste Cubain lors de l'hommage solennel rendu à La Havane au révolutionnaire chilien, « un leader de la révolution ». Les dirigeants cubains ne gaspillent pas cette épithète car ils savent ce qu'elle signifie. C'est pourquoi le nom de Miguel Enríquez est porté par de nombreux Comités de Défense de la Révolution (CDR) et un hôpital clinico-chirurgical.

La chasse au MIR

La clandestinité précaire de Miguel dura un peu plus d'un an. Il avait lancé le slogan provocateur « le MIR ne se cache pas », et voulait donner l'exemple en restant au Chili pour organiser un mouvement de résistance qu'il concevait comme large et uni. Il explique : « Nous restons au Chili pour réorganiser le mouvement de masse, en recherchant l'unité de toute la gauche et de tous les secteurs désireux de lutter contre la dictature des gorilles, en préparant une longue guerre révolutionnaire par laquelle la dictature sera renversée, afin de conquérir ensuite le pouvoir pour les travailleurs et d'établir un gouvernement d'ouvriers et de paysans » Il n'a pas tenu compte des conseils de nombreux camarades et amis qui lui demandaient de quitter le pays. Miguel était le type de dirigeant qui donnait l'exemple. Il ne sous-estimait cependant pas les tâches de soutien à l'étranger. Il confia à deux membres de la commission politique, son frère Edgardo - ingénieur de 34 ans, arrêté à Buenos Aires en avril 1976 et disparu de la Villa Grimaldi - et René Valenzuela Bejas, aujourd'hui prisonnier en Espagne, le soin de les organiser.

La persécution du MIR est une pomme de discorde entre la DINA et le service de renseignement de l'armée de l'air (SIFA), dirigé par le commandant Edgar Ceballos Jones ("Comandante Cabez"). Le SIFA a fini par détenir de nombreux prisonniers dans son quartier général de l'Académie de Guerre Aérienne (AGA). Grâce à la méthode consistant à faire disparaître les prisonniers et à l'extrême brutalité de la torture, la DINA est finalement parvenue à supplanter le SIFA.

Le terrorisme de la DINA s'est fortement manifesté à partir d'avril 1974. L'enceinte secrète de la rue de Londres 38, un ancien local du PS, est devenue un centre de torture et la première station sur le chemin de croix de nombreux détenus vers la mort et la disparition à Colonia Dignidad, comme ce fut le cas pour Alvaro Vallejos Villagrán (le "Loro Matías"), un étudiant en médecine de 25 ans, l'un des premiers à être exécuté dans la colonie allemande de Paul Schäfer.

La commission politique du MIR restait cependant à peu près intacte au début de 1974, la perte la plus importante ayant été celle de Bautista Van Schouwen Vasey en décembre 1973, capturé grâce à une dénonciation dans le couvent des Capucins de Santiago où il se cachait. Van Schouwen, 30 ans, médecin, était l'un des fondateurs du MIR et un ami proche de Miguel Enríquez, dont il avait épousé la sœur Inés.

À partir de juillet 1974, la DINA, désormais en possession de nombreuses informations et avec la collaboration d'informateurs, augmente l'intensité de ses attaques. Des dizaines de miristes sont arrêtés et disparaissent, comme Bárbara Uribe et Edwin Van Yurick, son mari ; le journaliste Máximo Gedda, Martín Elgueta, Alfonso Chanfreau, María Angélica Andreoli, Muriel Dockendorff, etc. Beaucoup ont été capturés aux "points de contact" indiqués par les torturés. D'autres sont tombés dans des "souricières" installées dans les maisons des militants détenus. Beaucoup sont reconnus dans la rue

par des informateurs qui vont “trier les lentilles”^{*} avec les agents de la DINA. La répression s’intensifie et, en septembre 1974, la situation devient dramatique. Presque tous les prisonniers du MIR sont sauvagement torturés et disparaissent à jamais, comme l’architecte Francisco Aedo Carrasco, 63 ans, libéré de Chacabuco et arrêté à nouveau le 7 septembre, les frères Carlos et Aldo Pérez Vargas (dont les trois autres frères, Iván, Mireya et Dagoberto, ce dernier membre de la commission politique du MIR, mourront en 1975 et 1976), Carlos Gajardo, Vicente Palomino, Manuel Villalobos, etc. Des dénonciateurs comme Marcia Merino (“La Flaca [*maigre*] Alejandra”) conseillent les interrogateurs, indiquent aux tortionnaires les questions à poser, classent les informations, participent aux raids ou au “tri des lentilles”. La situation atteint son paroxysme à la fin du mois et au début du mois d’octobre avec l’arrestation des leaders Sergio Pérez Molina et Lumi Videla Moya (dont le cadavre terriblement torturé a été jeté dans l’ambassade d’Italie le 3 novembre), de María Cristina López Stewart, du prêtre Antonio Llidó, des frères Jorge et Juan Andrónico Antequera, d’Amelia Bruhn, et d’une longue liste de martyrs.

La DINA a obtenu de nouveaux indices pour retrouver Miguel Enríquez : le quartier où il vivait, une description de son apparence physique et de sa compagne (Carmen Castillo Echeverría, qui servait de liaison dans certains contacts et qui était enceinte), une Renoleta [Renault 4L] rouge conduite par Miguel (elle a été reconnue lors d’un affrontement de tirs dans le secteur du Stade National), etc.

* L’espagnol chilien « poroteo » [litt ; tri des haricots] est une transcription de l’expression policière française « tri des lentilles », désignant l’utilisation de militants arrêtés et torturés pour identifier d’autres militants encore en liberté. Cela provient sans doute de l’enseignement dispensé par des tortionnaires français à leurs confrères argentins et chiliens après la guerre d’Algérie [NdT]

La maison de Santa Fé

Depuis décembre 1973, Miguel vivait clandestinement au 725 Santa Fe, un quartier tranquille de pauvres, de travailleurs et de petits-bourgeois, presque tous propriétaires de leur logement. La plupart d'entre elles - comme celle où vivait Miguel - sont des maisons de plain-pied avec une cour et un coin barbecue. Les voisins se connaissent depuis des années. La plupart d'entre eux étaient des gauchistes, des communistes et des socialistes. En face de la maison de Miguel vivait un vieil ouvrier communiste, Leyton, cicéron du musée [Recabarren](#).

La maison de Miguel se situait entre celle d'un ouvrier licencié et celle d'un journaliste, Rolando Carrasco, communiste, emprisonné à Chacabuco. La femme de Carrasco, Anita Klöpping (actrice de théâtre et de radio plus connue sous le nom d'Anita Mirlo) et leurs enfants, Rolando, 16 ans, et Valentina, 11 ans, vivaient là.

Miguel et sa compagne, Carmen Castillo, sont venus s'installer dans cette maison à la fin de l'année 73, après la chute de Van Schouwen. Au début, ils étaient accompagnés d'un autre dirigeant du parti, Humberto (Tito) Sotomayor, et de sa femme. Occasionnellement, leurs petites filles Javiera, fille de Miguel (avec Alejandra Pizarro), et Camila, fille de Carmen (et d'Andrés Pascal Allende, également membre de la commission politique du MIR, qui après sa mort remplacera Miguel au poste de secrétaire général du MIR), passaient quelques jours avec eux. L'autre fils de Miguel, Marco Antonio (avec la journaliste Manuela Gumucio), se trouvait en France et avait à peine un an lorsque le leader du MIR fut assassiné.

Un citoyen britannique a acheté la maison de Santa Fe avec des fonds du MIR à un propriétaire de camion, père de deux filles jumelles, qui était considéré avec suspicion dans le quartier parce qu'il était un opposant au gouvernement de l'Unidad Popular et parce qu'il vendait des marchandises qui étaient en pénurie sur le marché.

Le souffle de la bête

Miguel, Carmen, Sotomayor et sa femme ne le savaient pas mais ils étaient observés dans le quartier.

Ils sont curieux de connaître leurs nouveaux voisins. Ils se demandent qui ils sont, d'où ils viennent, ce qu'ils font, etc. Les jeunes qui habitent au 725 Santa Fe semblent être aisés, ils sont affables et saluent poliment mais sans chercher à faire plus ample connaissance. Tout le monde observe... et commente. Le propriétaire du bowling du coin est frappé par le fait que les nouveaux propriétaires de la maison du 725 Santa Fe ont plus d'argent qu'il n'est courant dans le quartier.

Ils achètent de plus grandes quantités et des produits de meilleure qualité. Pour l'épicier, c'est une bonne affaire, mais il communique ses observations et la rumeur circule...

Miguel et Carmen, Sotomayor et sa femme, quant à eux, vivent une vie normale et tentent d'établir une relation discrète avec les voisins. Ils se rendent compte que dans ce quartier, il faut se lier d'amitié avec les gens. Miguel et Carmen aident la voisine au chômage. Ils apprennent qu'Anita a son mari emprisonné à Chacabuco et qu'elle travaille comme couturière pour subvenir aux besoins du ménage. Carmen l'aide en lui faisant confectionner des vêtements pour Javiera et Camila, puis pour elle-même ou pour une amie qu'elle invente. Un jour, le jeune Rolando Carrasco (aujourd'hui architecte, marié, deux enfants) prend une douche, la flamme s'éteint mais le gaz continue de sortir, Rolo s'évanouit, comme d'habitude il a fermé la porte de la salle de bain à clé. Anita l'entend tomber, essaie d'ouvrir la porte, mais n'y parvient pas et court jusqu'à la maison de Miguel pour demander de l'aide.

Humberto Sotomayor arrive, enfonce la porte, ranime le jeune homme et demande à Anita de continuer à le soigner. C'est ainsi qu'elle apprend qu'il est médecin. À partir de ce jour, elle éprouve énormément de gratitude et d'affection pour ses voisins du 725. La

discretion polie mais ferme avec laquelle ils défendent leur intimité ne la dérange plus.

Mourir en octobre

L'aube se lève le 5 octobre 1974. La DINAM est sur la bonne voie pour trouver Miguel. D'autres avaient échoué. Par exemple, elle détecte que Javiera, la fille de Miguel âgée de 5 ans, vit avec sa tante, Ana Pizarro, et ses trois enfants. Elle suppose - à juste titre - qu'il y a un lien avec Miguel. La DINAM perd patience et menace de tuer Ana Pizarro et ses enfants, qui se réfugient à l'ambassade de France. Mais Miguel a d'abord envoyé chercher sa fille. Dans une lettre, il dit à son ancienne belle-sœur qu'il veut garder Javiera pendant un certain temps parce qu'il est sûr qu'il va mourir.

La DINAM sait déjà que Miguel habite dans la zone sud de Santiago, dans un quadrant encadré par Santa Rosa, Gran Avenida, Departamental et Callejón Lo Ovalle. Les hommes de main de Krasnoff, dirigés par Osvaldo Romo qui sent le sang, "ratissent" cette zone. Ils emmènent avec eux quelques prisonniers torturés afin qu'ils puissent reconnaître les rues, les bruits et les odeurs. Ils ont passé quelques jours à traquer les empreintes encore invisibles de Miguel. Ils recherchent une Renoleta rouge et une jeune femme enceinte. Ils se déplacent à bord de trois véhicules et portent des armes longues, au cas où. Ils s'arrêtent pour poser des questions dans les entrepôts et les ateliers, ils interrogent les enfants et les femmes, les facteurs, les contrôleurs de compteurs d'eau et d'électricité, les éboueurs, etc.

Il fait jour et tout le monde dort dans la maison du 725 Santa Fe : Miguel, Carmen, Humberto Sotomayor et José Bordas Paz (31 ans, responsable de la Force Centrale, le bras armé du MIR).

Le groupe a discuté jusque tard dans la soirée. Ils conviennent que le lendemain, 5 octobre, Carmen cherchera une maison d'urgence. L'instinct leur dit que la sécurité de la cachette avait été mise à mal, surtout après la fusillade de l'avenue Grecia. Miguel avait tenu

quelques réunions dans la maison avec des camarades qui étaient vraisemblablement emprisonnés. Bien que les règles de la clandestinité aient été respectées, il n'est pas exclu que certains d'entre eux aient remarqué le quartier et la rue où ils avaient été emmenés à l'aveuglette. De plus, ils étaient sur le point de passer dix mois dans la même maison et les règles de la clandestinité interdisaient un séjour aussi long au même endroit. Deux semaines plus tôt, Miguel avait obtenu l'asile à l'ambassade d'Italie pour les petites Javiera et Camila, qui étaient entrées dans la mission diplomatique dans le coffre de la voiture du chargé d'affaires. Finalement, Miguel avait accepté de ralentir le rythme de son travail et de se retirer dans un endroit à l'extérieur de Santiago. Une amie de Carmen, Cecilia Jarpa, devait acheter un terrain à Macul. Mais Carmen l'avait appelée la veille pour lui remettre l'argent, et le ton et la manière de ses réponses avaient amené Miguel à déduire que Cecilia Jarpa était déjà entre les mains de la DINA. Il était clair que le siège se resserrait.

Le 5 octobre au matin, Carmen Castillo est partie à la recherche d'une maison pour y emménager le jour même. Miguel, Sotomayor et José Bordas quittent également Santa Fe 725. Ils ont convenu de se retrouver à la maison à trois heures de l'après-midi. Cependant, Carmen est revenue vers 13 heures. Elle trouva Miguel et les deux autres camarades en train de brûler des papiers, armes à la main et dans un état de tension énorme. Ils avaient repéré trois voitures suspectes qui tournaient autour du quartier et étaient déjà passés deux fois, lentement, en surveillant la maison. Ils sont sûrs qu'il s'agit de la DINA et qu'elle prépare le siège. Ils finissent rapidement d'emballer les choses les plus importantes dans deux sacs. Lorsque Miguel et Carmen sortent dans la cour où se trouve la Renoleta rouge, la première attaque de la DINA a lieu. Ils se sont repliés à l'intérieur de la maison et ont commencé à riposter avec Sotomayor et Bordas.

Le premier encerclement n'a pas été très efficace. Les renforts n'étaient pas encore arrivés en nombre suffisant. Dans les premiers

instants, Humberto Sotomayor et José Bordas parviennent à s'échapper. L'un est vu par Anita, la voisine, sautant dans la cour de sa maison et de là dans la rue San Francisco ; l'autre s'enfuit en direction de Varas Mena, une rue parallèle au sud de Santa Fe (Sotomayor s'est ensuite réfugié à l'ambassade d'Italie et José Bordas est tombé dans une embuscade du SIFA le 5 décembre. Il a été blessé et est mort deux jours plus tard à l'hôpital de l'armée de l'air, où il a été torturé).

Carmen Castillo a été blessée à l'intérieur de la maison. Elle perdait parfois connaissance alors que les tirs se poursuivaient, soutenus par Miguel. Elle se souvient de l'avoir entendu crier : « Il y a une femme enceinte, respectez sa vie ».

Le rapport Rettig indique : « La maison où se cachait Miguel Enríquez a été encerclée par un important contingent d'agents de sécurité, dont une tankette et un hélicoptère, qui ont commencé à tirer. Parmi les occupants de l'immeuble se trouvait une femme enceinte qui a été blessée. Miguel Enríquez est tombé dans la confrontation, recevant, selon le protocole d'autopsie, dix blessures par balle qui ont causé sa mort ».

Anita, la voisine de Miguel, ne sait pas combien de temps a duré la fusillade, pas plus que son fils Rolo. Mais cela a semblé durer une éternité. Un autre garçon, compagnon de Rolo, se trouvait dans leur maison ; tous deux étaient dans la cour lorsque l'assaut de la maison voisine a commencé. Ils se sont accroupis et ont vu les miristes sauter le mur et s'enfuir vers la rue San Francisco. Anita et la jeune fille, Valentina, sont restées allongées sur le sol de la maison. Elles se souviennent du bruit assourdissant des coups de feu, de l'hélicoptère qui passait au-dessus de leur tête, les haut-parleurs des carabiniers qui ordonnaient aux habitants du quartier de rester chez eux. Lorsque les tirs ont cessé, elles ont vu de nombreux civils armés, des carabiniers, des soldats, le char d'assaut et de nombreux véhicules dans la rue Santa

Fe. Plus tard, ils ont sorti Carmen Castillo, blessée (ils la croyaient morte), puis le corps de Miguel Enríquez.

Miguel n'a pas abandonné. L'une des dix balles lui transperce le crâne. Son corps est retrouvé dans la cour où il s'était mis à couvert pour tirer, en essayant de sauter dans la maison de derrière.

La nouvelle de la mort de Miguel, tombée cette nuit-là, a eu un impact douloureux sur la population. Le fait de savoir que Miguel se cachait pour essayer de réorganiser les forces a renforcé de nombreux espoirs.

La DINA a fêté cela en narguant les prisonniers de l'enceinte de la rue José Domingo Cañas, où elle avait déplacé son enfer de torture. La maison du 725 de la rue Santa Fe a été occupée par la DINA pendant deux mois. Certains voisins affirment que des fêtes y ont été organisées et que les officiers se sont saoulés et ont crié comme des fous. Plus tard, un chauffeur de minibus, parent d'un agent de la DINA, y a vécu, puis l'ancien propriétaire, le chauffeur de camion, est revenu. Depuis 1990, tous les 5 octobre, les habitants se réfugient à l'intérieur de la maison lorsqu'un groupe de parents et d'anciens miristes organisent un service commémoratif dans la rue, allument des bougies, viennent regarder la cour intérieure et touchent les impacts de balles sur les grilles de la maison où Miguel a vécu son dernier jour avec une révérence émue.

Lettre au peuple chilien

Aujourd'hui, notre mot d'ordre est de saluer
Miguel Enríquez

Sous-commandant insurgé Marcos

ARMÉE ZAPATISTE DE LIBÉRATION NATIONALE.
EZLN

Mexique, octobre 2004

*(Message au meeting de commémoration du 30^{ème} anniversaire de l'assassinat
de Miguel Enríquez à Santiago du Chili)*

Au peuple chilien :

À la jeunesse chilienne :

Frères et sœurs du Chili.

Je vous parle au nom des femmes, des hommes, des enfants et des anciens de l'Armée zapatiste de libération nationale, dans leur grande majorité indigènes mayas, qui résistent dans les montagnes du sud-est mexicain contre le néolibéralisme et pour l'humanité.

Vous tous, jeunes Chiliens, recevez nos salutations zapatistes.

Nous remercions les frères et sœurs qui nous ont donné aujourd'hui l'occasion de faire parvenir notre parole au Chili rebelle.

Nous demandons à cette parole une place dans votre colère, dans votre douleur et, surtout, dans votre espérance.

Je ne vais pas vous parler des zapatistes mexicains, de notre lutte, de nos aspirations, de nos rêves, de nos cauchemars, de notre résistance. Après tout, par rapport aux hommes et aux femmes, en particulier

ceux qui sont nés sur ces terres, qui ont illuminé le ciel de l'Amérique latine, nous, les zapatistes, ne sommes encore qu'une faible et lointaine lumière.

Non, nous parlons aujourd'hui pour nous associer à l'hommage à un Latino-Américain, à un Chilien du Mouvement de la Gauche Révolutionnaire, le MIR, tombé au combat contre la dictature de Pinochet le 5 octobre 1974.

Aujourd'hui, nous parlons pour saluer Miguel Enriquez Espinosa.

Et nous le saluons aujourd'hui, aujourd'hui que sous le ciel de l'Amérique latine, celui qui va du Rio Bravo à la Patagonie, les puissants nous mettent une poignée de poussière dans les mains et nous disent : « Voilà ce qu'il reste de votre patrie ».

Et aujourd'hui, ces mêmes personnes, celles qui sont au sommet, nous montrent les images de la géographie qu'elles ont imposée sur une partie de notre sol :

Là où il y avait un drapeau, il y a aujourd'hui un centre commercial.

Là où il y avait une histoire, il y a aujourd'hui un stand de restauration rapide.

Là où le [copihue](#) fleurissait, il y a aujourd'hui une terre en friche. Là où il y avait la mémoire, il y a aujourd'hui l'oubli.

Au lieu de la justice, l'aumône.

À la place de la patrie, un tas de décombres. A la place de la mémoire, l'immédiateté.

Au lieu de la liberté, un tombeau.

À la place de la démocratie, un spot publicitaire. A la place des réalités, des chiffres.

Les dirigeants nous disent : « C'est l'avenir que nous vous avons promis, profitez-en ».

C'est ce qu'ils nous disent, et ils mentent.

Cet avenir ressemble trop au passé.

Et, si nous regardons bien, nous pouvons voir qu'eux, ceux d'en haut, sont les mêmes qu'hier.

Ceux qui, comme hier, nous demandent aujourd'hui de la patience, de la maturité, de la sagesse, de la résignation, de l'abandon.

Nous l'avons déjà vu, nous l'avons déjà entendu.

Nous, les zapatistes, nous nous souvenons. Nous sortons la mémoire de nos sacs à dos de guérilleros, des poches de nos uniformes de campagne.

Nous nous rappelons.

Car il fut un temps où toute l'Amérique latine était la porte à côté.

Il suffisait de tendre la main pour toucher le cœur des peuples d'Amérique latine.

Il suffisait de se tourner un peu pour découvrir les éclairs épars de l'Amazone, la cicatrice indélébile des Andes, la superbe silhouette de l'Aconcagua, la Terre de Feu sans fin, le Popocatépetl toujours agité.

Et avec eux, les peuples qui leur ont donné nom et vie.

Parce qu'il fut un temps où le Chili et tous les pays d'Amérique latine étaient plus proches du Mexique que de l'empire qui, depuis le nord géographique et social, impose des distances à ceux d'entre nous qui partagent le voisinage de l'histoire.

Il fut un temps.

C'est peut-être encore le cas aujourd'hui.

Aujourd'hui comme hier, l'argent est frère de l'arrogance.

Aujourd'hui comme hier, avec l'aide de puissantes sociétés transnationales, la puissance militaire étrangère tente de pénétrer sur nos territoires, parfois sous l'uniforme des armées locales, ou avec des conseillers, des ambassades, des consulats et des agents infiltrés.

Aujourd'hui comme hier, ces frics tentent d'acheter des certificats légaux d'impunité pour les gorilles qui les ont servis et qui, comme nous l'avons toujours su, lorsqu'ils disaient "Patrie", ne parlaient pas du Chili, de l'Argentine, de l'Uruguay, de la Bolivie ou du Brésil. Non, le drapeau qu'ils saluaient était celui des Stars and Stripes.

Aujourd'hui comme hier, le Nord, rude et brutal, est proche et vise à étouffer cette seule étoile de dignité qui brille dans les Caraïbes.

Aujourd'hui comme hier, les gouvernements de certains de nos pays se font les tristes complices de l'ignoble tentative de soumission du peuple cubain.

Aujourd'hui comme hier, l'empire qui s'arroge le rôle de gendarme du monde et piétine les lois, les raisons, les peuples, est le même.

Aujourd'hui comme hier, ceux qui cherchent à déstabiliser des gouvernements légaux et légitimes, mais qui ne leur sont pas subordonnés (hier le Chili, aujourd'hui le Venezuela, toujours Cuba), sont les mêmes.

Aujourd'hui comme hier, ce système, qui repose sur le mensonge, la tromperie, la fraude et la dictature de l'argent, prétend donner des leçons de démocratie, de liberté et de justice.

Aujourd'hui comme hier, ce sont les mêmes qui démocratisent la douleur, la misère et la mort pour les peuples de notre Amérique.

Aujourd'hui comme hier, ceux qui persécutent, torturent, emprisonnent et tuent sont les mêmes.

Aujourd'hui comme hier, on nous fait la guerre, parfois avec des balles, parfois avec des programmes économiques, toujours avec des mensonges.

Aujourd'hui comme hier, la vraie terreur, celle qui vient d'en haut, en appelle au dieu pour se justifier.

Aujourd'hui comme hier, ils tentent de cacher que oui, c'est un dieu qui les encourage, mais c'est le dieu de l'argent.

Aujourd'hui comme hier, dans certains pays, ce sont les gouvernements qui ont le cœur fragile.

Aujourd'hui comme hier, les claudications sont déguisées avec des arguments complexes, des enquêtes, des costumes de marque exclusifs, des miroirs inversés.

C'est peut-être encore le cas aujourd'hui. Peut-être pas.

Car aujourd'hui, l'habillage nouveau et compliqué dont se pare la brutalité du profit pour le plus petit nombre, au prix de la perte pour le plus grand nombre, est en train de mener une véritable guerre mondiale contre l'humanité.

Des nations entières sont dévastées. Des territoires sont conquis.

La géographie du monde est réorganisée.

Les frontières s'effondrent pour l'argent et s'élèvent pour les peuples.

On tente de supplanter les cultures historiques de nos peuples par des frivolités instantanées.

Dans certains pays, les gouvernements nationaux sont remplacés par des administrations régionales.

Les ressources naturelles, la terre, l'histoire sont dilapidées ; et sur les chaînes de montagnes qui raccommodent et unissent l'Amérique, du sud du Rio Bravo à la Terre de Feu, on veut planter un panneau qui annonce, qui avertit, qui menace : « À vendre ».

Les pauvres, les dépossédés, c'est-à-dire ceux qui forment l'immense majorité de l'humanité, sont confisqués et classés.

Dépossédés de leur dignité, ils sont classés dans les périphéries des grandes villes, en marge des programmes gouvernementaux, dans les recoins de l'avenir qui se décide désormais, dans certains pays, non pas dans les parlements ou les chambres nationales de gouvernement, mais dans les assemblées d'actionnaires des multinationales.

Aujourd'hui, l'exploitation est plus brutale que jamais dans l'histoire de l'humanité, aujourd'hui le cynisme est le credo philosophique de ceux qui prétendent dominer la planète, c'est-à-dire de ceux qui ont tout sauf honte.

Aujourd'hui, la guerre contre l'humanité, c'est-à-dire contre la raison, est plus globale que jamais.

Aujourd'hui, la guerre est sur tous les fronts et dans tous les pays.

Si hier c'était un devoir de s'opposer, de lutter et de résister à la logique stupide du profit, aujourd'hui c'est tout simplement une question de survie individuelle, locale, régionale, nationale, continentale et mondiale.

Frères et sœurs du Chili :

Il fut un temps où toute l'Amérique latine, c'était la porte à côté. C'est peut-être encore le cas aujourd'hui.

Peut-être que la mémoire collective qui, en tant que Latino-Américains, nous donne une identité, prendra des noms et des dates dans le calendrier pour dire, pour nous dire, qu'il y a une plus grande patrie que celle qui nous donne le drapeau.

De combien de noms s'habille le calendrier de la douleur de nos pays ?

Si, dans notre Amérique, Ernesto Che Guevara est l'un des noms avec lesquels se lève le mois d'octobre, le calendrier de ceux d'entre nous

qui sont d'en bas s'illumine lorsqu'il s'appelle Turcios Lima et Yon Sosa au Guatemala, Roque Dalton au Salvador, Carlos Fonseca au Nicaragua, Camilo Torres en Colombie, Carlos Lamarca et Carlos Marighela au Brésil, Inti et Coco Peredo en Bolivie, Raúl Sendic en Uruguay, Roberto Santucho en Argentine, César Yáñez au Mexique.

Et je ne cite que quelques-uns de ceux qui ont décidé dans notre Amérique latine, à leur époque et à leur manière, de mettre le holà à l'espoir et qui, à la dose de tendresse que l'Amérique latine nous demande pour l'aimer, ont ajouté une certaine dose de plomb... et de sang... leur sang.

Le problème de tous ceux qui font mal dans le calendrier, c'est qu'ils ne disparaissent pas. Non, au contraire, ils nous quittent comme une dette, comme quelque chose que nous devons payer pour pouvoir les nommer sans honte, sans peine.

Certains disent que ces hommes et ces femmes qui ont choisi et continuent de choisir la voie de la rébellion armée avaient, ou ont, une fascination pour la mort, une vocation pour le martyr, des aspirations messianiques ; qu'ils ne veulent avoir leur place que dans les chansons de protestation, dans la poésie, dans les corridos populaires, sur les T-shirts des jeunes, sur les étals de souvenirs du tourisme révolutionnaire.

Certains pensent et disent que les causes sont vaincues lorsque ceux qui les combattent, c'est-à-dire ceux qui les vivent, meurent.

Certains disent que le douloureux octobre latino-américain a brisé l'espoir au Chili, en Uruguay, en Argentine, en Bolivie, au Mexique, dans toute l'Amérique latine.

C'est peut-être le cas, mais pas forcément.

Il se peut que ceux qui, comme Miguel, se sont armés pour dire "non", aient en fait dit "oui" à un avenir alors lointain.

Il se peut que ceux qui, comme Miguel, ont mis le feu à leur parole, ne l'aient pas fait pour mettre le feu avec la mort, mais pour illuminer la vie.

Il se peut que ceux qui, comme Miguel, ont pensé et tiré, ne l'aient pas fait pour avoir une place dans le musée de la nostalgie révolutionnaire, mais pour que les peuples, tous, aient une place dans le monde.

Le calendrier de demain pourrait ne comporter aucun nom ou, mieux encore, tous les noms.

C'est peut-être pour cette raison que les absences dont nous souffrons à chaque mois latino-américain mettent une petite croix sur le calendrier, comme celle qui fait mal ce 5 octobre.

Peut-être parce que ces absences, au lieu de laisser un vide, laissent la volonté de se battre et l'espérance, ce qui est la façon dont nous, les zapatistes, disons "changer le monde".

C'est possible.

Il se peut que l'espoir se nourrisse, comme notre Amérique, de la mémoire.

Et il se peut que la mémoire ne soit rien d'autre que la colle qui permet de recoller l'espoir brisé par le calendrier qui nous est imposé.

Il se peut que cette mémoire, qui nous convoque aujourd'hui et remet l'Amérique latine sous les feux de la rampe, ne soit pas un héritage que ces douleurs nous ont légué, mais un devoir qu'elles nous imposent.

C'est possible.

C'est peut-être pour le savoir que nous sommes ici, même ceux d'entre nous qui ne le sont pas. Parce qu'aujourd'hui n'est peut-être pas la même chose qu'hier.

Un révolutionnaire chilien, l'un de ceux qui nous faisaient trembler lorsqu'il maniait la guitare, Víctor Jara, pensant peut-être à l'époque que nous vivons aujourd'hui, a dit, il nous a dit, il nous dit qu' « il est

difficile de trouver la clarté dans l'ombre, lorsque le soleil qui nous éclaire décolore la vérité ». Et il a dit, il nous a dit, il nous dit. « Puissiez-vous trouver un chemin pour continuer à cheminer ».

Et c'est sur le sol chilien, il y a longtemps, que Manuel Rodríguez a dit, nous a dit, nous dit, comme pour montrer le chemin : « Nous avons encore une patrie, citoyens ».

Et un autre, également chilien [*Salvador Allende*], ici tout près et sous les éclats d'obus qui lui fouillaient le cœur, a eu la force d'âme et la sagesse de dire, de nous dire, « tôt ou tard, les grandes avenues s'ouvriront à nouveau où l'homme libre passera, pour construire une société meilleure ».

La journée d'aujourd'hui n'est peut-être pas la même que celle d'hier.

Il se peut que des leçons aient été tirées et que bientôt, là où les pages de l'histoire latino-américaine étaient tachées, l'écriture sera corrigée et l'on finira par lire, avec la clarté de ceux qui regardent d'en bas, que “démocratie”, “liberté” et “justice” sont des mots sérieux et qu'ils sont accentués dans le cœur, c'est-à-dire au côté gauche de la poitrine collective que nous sommes.

Je voudrais dire que nous gagnerons, que nous ne serons pas ébranlés, que l'avenir nous appartiendra, que nous briserons mille chaînes, que la liberté est à portée de main ; mais nous, les zapatistes, croyons qu'il n'en sera pas ainsi parce qu'un destin caché ou manifeste l'amènera, mais parce que nous travaillerons et lutterons pour cela.

Frères et sœurs :

C'est ce que nous vous disons :

Il y a cette veine ouverte de l'Amérique latine appelée Chili, qui a dans son sang non pas ITT, non pas Anaconda Copper, non pas United Fruit, non pas Ford, non pas la Banque mondiale, non pas Pinochet, ni les noms dont ils s'affublent aujourd'hui, mais ses travailleurs, ses paysans, ses étudiants, ses Mapuche, ses femmes, ses jeunes, son

Victor Jara, sa Violeta Parra, son Salvador Allende, son Pablo Neruda, son Manuel Rodriguez, son Miguel Enriquez, leur mémoire.

Frères et sœurs du Chili :

Veillez accepter les salutations de tous ceux qui vous admirent et vous aiment, nous, les zapatistes mexicains.

Salut au Chili !

Depuis les montagnes du sud-est mexicain.

Sous-commandant insurgé Marcos. Mexique, octobre 2004

P.S. Pardonnez-moi si mes paroles n'ont pas été une harangue, comme l'a été la vie et la mort de celui qui, trente ans plus tard, nous interpelle aujourd'hui. En fait, nous voulions seulement profiter de cet événement pour vous demander humblement et respectueusement à tous de déposer un copihue rouge dans la terre qui le garde, et de lui dire qu'ici, dans les montagnes du sud-est mexicain, le mois d'octobre s'appelle aussi Miguel.